

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

DOSSIER URSS



L'héritage de Leonid Brejnev

ITALIE

**Le combat
syndical pour
la défense de
l'échelle mobile**



BRESIL

**Défaite de la dictature et
échec relatif du PT aux élections**

Sommaire du numéro 139 du 20 décembre 1982

3	BRESIL	Défaite de la dictature et échec relatif du PT aux élections	Daniel JEBRAC
..... DOSSIER UNION SOVIETIQUE			
6		Eléments de bilan économique de l'ère Brejnev	Natacha BRINK
9		Leonid Ilitch Brejnev, théoricien ?	Guy DESOLRE
10		Fidel Castro salue la nomination d'Andropov, dans <i>Granma</i> , organe du Parti communiste cubain	DOCUMENT
11		Voyage au centre de la dissidence	Vera LILIENSTEIN
15		« Les forces américaines sont supérieures à celles des Soviétiques » ; témoignage d'un scientifique américain	« NEW YORK REVIEW OF BOOKS »
.....			
17	AMERIQUE DU NORD	Nouvelles luttes en perspective des travailleurs américains et canadiens	Will REISSNER,
19	ETAT ESPAGNOL	La nouvelle situation politique et les tâches des révolutionnaires	Résolution du CC de la Liga Comunista Revolucionaria
23	ITALIE	« Ne touchez pas à l'échelle mobile » ; interview de Elettra Deiana, dirigeante de la Lega Comunista Revolucionaria	Propos recueillis par André DURET
26	—	La lutte syndicale à l'Italsider ; entretien avec Ciccio Maresca, membre du comité d'usine de l'entreprise et de la direction de la LCR	Propos recueillis par André DURET
28	EL SALVADOR	Interview d'un militant belge de retour des zones contrôlées par le FMLN	Propos revueillis par Frans VAN VAERENBERGH
30	ZIMBABWE	Une nouvelle étape de la crise du nationalisme	Perry FREEMAN
33		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
		EL SALVADOR : Rencontre de solidarité mexico-américaine. MADAGASCAR : Le président Didier Ratsiraka réélu pour sept ans. SUEDE : Des militants du Parti communiste rejoignent les révolutionnaires. SENEGAL : La campagne électorale de l'organisation socialiste des travailleurs.	
36		Les librairies où vous pouvez trouver « INPRECOR »	

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Défaite de la dictature mais échec relatif du PT aux élections du 15 novembre

LES résultats des élections brésiliennes du dimanche 14 novembre dernier (1) marquent une claire défaite du parti au pouvoir, le Parti démocratique social (PDS). Le PDS remporte en effet les élections au poste de gouverneur dans 12 Etats, le principal parti d'opposition, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), l'emporte dans 9 Etats, et Leonel Brizola, dirigeant du Parti démocratique des travailleurs (PDT), est élu à Rio de Janeiro.

Mais les Etats où le PMDB est majoritaire regroupent une population de 58 millions d'habitants et représentent 58 % du produit intérieur brut (PIB), alors que ceux où le PDS est majoritaire représentent une population de 47 millions de personnes et 24 % du PIB. L'Etat de Rio de Janeiro, désormais dirigé par Leonel Brizola, compte quant à lui près de 12 millions d'habitants et participe pour plus de 16 % au PIB.

Daniel JEBRAC

Si le parti au pouvoir est défait et si le résultat des élections accumule de nouvelles contradictions pour l'avenir du régime, la bourgeoisie dans son ensemble y gagne à court terme de meilleures marges de manœuvre. Après bien des incertitudes, les élections ont finalement eu lieu, avec leur part de fraude, mais il n'y a pas eu de contestation globale de leur régularité. Le régime y gagne une certaine légitimité, aussitôt saluée par le président américain Ronald Reagan à l'occasion de sa visite à Brasilia, fin novembre. Mais surtout, au moment d'affronter à son tour l'épreuve de l'austérité et les réalités de l'après-« miracle économique », la bourgeoisie brésilienne dispose d'un système de domination politique assoupli et diversifié. Nul doute, en effet, que tous les gouverneurs dits d'opposition, Leonel Brizola inclus, soient disposés à négocier avec le pouvoir central leur collaboration à la mise en œuvre des mesures d'austérité, en échange d'une confirmation de l'« ouverture » démocratique.

DÉFAITE DU PDS

Dès leur élection, la totalité des gouverneurs d'opposition se sont d'ailleurs empressés de faire l'éloge du général-président Figueiredo comme garant du processus d'« ouverture ». Ils ont renoncé à créer quelque forme de regroupement que ce soit des gouverneurs d'opposition. Et Leonel Brizola a crûment déclaré que « la conciliation est un devoir » ...

Il faut dire que l'opposition incarnée par le PMDB a de plus en plus pris la forme d'une opposition de centre droit. Partout où elle l'a emporté, elle a bénéficié de soutiens notoires du grand patronat et

de transfuges de personnalités politiques anciennement impliquées dans le coup d'Etat de 1964 et liées à l'Alliance pour la rénovation nationale (ARENA), ancêtre du PDS, puis au PDS. C'est notamment le cas à Sao Paulo, où le candidat victorieux, Franco Montororo, a reçu l'appui de secteurs de la puissante fédération patronale (la FIESP), ou au Minas Gerais, où le gouverneur élu, Tancredo Neves, est le dirigeant de l'ancien Parti populaire (PP), connu comme « le parti des banquiers ».

Enfin, la défaite nette du PDS n'a pas tourné à la déroute. Il parvient à en amortir la portée en gardant d'une courte tête la majorité dans l'Etat de Pernambuco et en remportant, à la majorité relative de 34 %, le siège de gouverneur du Rio Grande do Sul, où il a bénéficié de la rivalité entre le PDT et le PMDB. S'il perd la majorité absolue à la Chambre fédérale, il la conserve, grâce à divers artifices institutionnels, dans le collège électoral qui doit élire, en 1984, le président de la République.

Au fond, après des détours et des difficultés, on peut considérer le dénouement électoral comme l'aboutissement du scénario de « libéralisation » imaginé par l'ancien stratège du régime, le général Goldbery. Ce scénario prévoyait la constitution d'une opposition bourgeoise et d'une opposition travailliste « responsable ». Il a été quelque peu perturbé par l'irruption non prévue du Parti des travailleurs (PT) sur la scène politique. L'échec électoral relatif du PT et la victoire de Leonel Brizola à Rio de Janeiro (même si le PDT n'atteint pas, en dehors de Rio de Janeiro et du Rio Grande do Sul, 1 % des suffrages), relance la perspective du scénario proposé par Goldbery.

La bourgeoisie a en effet un urgent besoin de mettre en place des mécanismes

Au total, les Etats contrôlés par l'opposition englobent donc 60 % de la population et contribuent pour 75 % au PIB. Au total, le PDS n'obtient que 30 % des suffrages et, dans l'Etat décisif de Sao Paulo (40 % du PIB à lui seul), il connaît une défaite désastreuse, en n'obtenant que 25 % des voix.

Dans le cadre de ces résultats globaux, il faut souligner la victoire de Leonel Brizola à Rio de Janeiro, malgré de grossières tentatives de fraude orchestrées par le régime. Confronté au candidat du PDS et au candidat du PMDB soutenu par le gouverneur sortant, Chagas Freitas, connu pour ses méthodes de corruption et d'intimidation, Leonel Brizola a recueilli un vote dont la signification globale, en assurant à travers sa victoire celle de l'opposant bourgeois le plus conséquent, est une condamnation de la dictature.

de pactes sociaux et de conciliation avec une opposition respectueuse contrôlant au moins une partie du mouvement de masse. Ce sera notamment le rôle dévolu à la bureaucratie syndicale, au Parti communiste brésilien (PCB) et au Parti communiste du Brésil (PC do B, maoïste), qui sont regroupés dans le PMDB. Quelques jours à peine après les élections, le gouvernement brésilien a repris la négociation avec le Fonds monétaire international (FMI) de sa dette astronomique de 90 milliards de dollars. Ronald Reagan a parallèlement promis une nouvelle aide américaine, mais les conséquences sociales des conditions mises à cette aide sont déjà évidentes. Il s'agit d'abord d'en finir avec le système de réajustement semestriel des salaires, qui limite la dégradation du pouvoir d'achat pour un secteur important des travailleurs industriels. Il s'agit ensuite d'une attaque contre le système, pourtant déjà très mauvais, de Sécurité sociale.

La bourgeoisie brésilienne peut s'attaquer à cette tâche au sortir des élections avec de meilleurs atouts. Mais elle est encore loin d'avoir réussi la « sortie contrôlée » de la dictature. Tout l'édifice politique et institutionnel demeure dangereusement instable. La question syndicale n'est pas réglée. Le panorama des partis politiques est mouvant. Le PMDB, désormais responsable de la gestion gouvernementale dans des Etats importants, sera soumis à de fortes tensions internes. Son aile droite songe déjà à la possibilité d'un Parti libéral qui pourrait servir de béquille au PDS dans le

1. Cf. le dossier Brésil : « Le PT à la veille des élections du 15 novembre 1982 », *Inprecor* numéro 136, du 8 novembre 1982.

cadre d'une future coalition. D'autres secteurs ne seraient probablement pas insensibles aux sirènes d'un Parti social-démocrate dont Leonel Brizola, fort de sa position à Rio de Janeiro, a déjà exprimé le projet. Mais il y a encore loin du projet à la mise en pratique.

Enfin, si la bourgeoisie gagne globalement à un assouplissement du jeu institutionnel, les motifs de friction entre différentes fractions, et même entre différents Etats, et le pouvoir central, vont s'aiguiser sous l'effet de la crise, aussi bien du point de vue économique que du point de vue institutionnel.

LES RAISONS DE L'ÉCHEC RELATIF DU PT

Le résultat global du Parti des travailleurs (PT) est bien au-dessous des espérances. Il serait toutefois erroné d'évaluer sa signification à l'aune des illusions électorales qui se sont propagées dans le parti au cours de la campagne. Du fait de l'inexpérience, du succès rencontré par le parti (plus de 300 000 affiliés), de l'écho même d'une campagne culminant avec le plus gros meeting politique du pays, regroupant environ 100 000 personnes dans le stade de Pacaembu à Sao Paulo, une certaine ingénuité électorale a prévalu. Les plus optimistes croyaient même à une possible victoire à Sao Paulo.

Au total, le PT obtient un peu plus de 1 500 000 voix, dont plus des deux tiers dans l'Etat de Sao Paulo (1,1 million). S'il dépasse les 10 % à Sao Paulo, sa moyenne nationale est d'environ 3 % (avec 2 % au Minas Gerais, 1 % au Rio Grande do Sul, 3 % à Rio de Janeiro ...) Il obtient une dizaine de députés fédéraux, dont 6 à Sao Paulo, un certain nombre de députés aux parlements des Etats, et un bon nombre de *vereadores* (conseillers municipaux). Il remporte la municipalité de Diadème (300 000 habitants, une des quatre cités industrielles du bastion de l'ABC, la banlieue ouvrière de Sao Paulo), et probablement la municipalité d'Esperantina dans l'Etat du Pirui.

Mais, dans nombre d'Etats ou de municipalités, le nombre de suffrages, fait significatif, n'atteint même pas le nombre d'affiliés.

Les raisons de cet échec relatif sont multiples.

Tout d'abord, le fait que le PT n'ait que trois ans. Il s'agit d'un parti né de la lutte ouvrière des années 1978-1979, sans appareil et sans traditions. Le projet a rencontré un large écho, attesté par l'ampleur des affiliations. Mais il n'a pas eu le temps de s'enraciner. Nombre de secteurs paysans et même urbains séduits par l'appel du PT n'ont pas échappé, au moment du vote, au poids séculaire d'un puissant système clientélaire, au chantage ou aux intimidations des caciques locaux.

D'autre part, le mécanisme électoral imaginé par les stratèges de la dictature a joué à plein, notamment le système de « vote lié », qui obligeait l'électeur à voter en faveur des candidats du même parti pour l'ensemble des postes en jeu : gouverneur, député fédéral, député d'Etat, conseiller municipal. Ce mécanisme a fonctionné d'un double point de vue. D'une part, dans les villes et les villages les moins politisés (où souvent le PT n'a pu présenter de candidat à la mairie), le vote pour le conseil municipal (pour les potentats locaux) a déterminé le vote sur l'ensemble de la liste. D'autre part, dans les grandes villes, le vote lié a donné une tournure plébiscitaire au scrutin : dictature ou opposition. Le chantage au vote utile a ainsi parfaitement fonctionné.

Si les raisons objectives, après dix-huit ans de dictature, ont pesé de façon négative d'une manière déterminante, il ne faut pas nier pour autant les faiblesses indéniables de la campagne du PT.

Au vu des résultats, les secteurs les plus modérés et électoralistes du parti ont commencé à incriminer le « radicalisme » de la campagne. Il suffit de considérer la victoire électorale de Diadème, où le candidat élu maire, Gilson Menezes, est connu pour ses positions combatives, pour balayer cet argument. Mais il est vrai que le ton de la campagne a péché par un certain propagandisme. Les slogans clefs comme « *Un travailleur vote pour un travailleur !* », ou encore « *Qui sait travailler*

sait gouverner ! », étaient nécessaires pour affirmer un vote de classe contre toute tentative de conciliation avec la bourgeoisie d'opposition. Mais ils étaient insuffisants pour apporter des réponses concrètes et transitoires à la crise. Ils étaient également insuffisants pour ajuster la cible de la dictature. Alors que le PMDB et le PDT acceptaient les règles du jeu fixées par le régime, la campagne du PT ne mettait pas en relief cette différence en centralisant sa campagne contre la dictature et sur des mots d'ordre démocratiques comme la revendication d'Assemblée constituante. Alors que ces axes auraient concrétisé la portée immédiate des délimitations par rapport à l'opposition bourgeoise, le discours qui a prévalu a souvent été celui d'un amalgame peu convaincant, traitant le PDS et l'opposition comme des « *farines d'un même sac* ». Ce qui est vrai en dernière analyse, mais qui devait être démontré par la différence des objectifs dans la campagne et des attitudes face à la dictature, et non asséné comme une évidence.

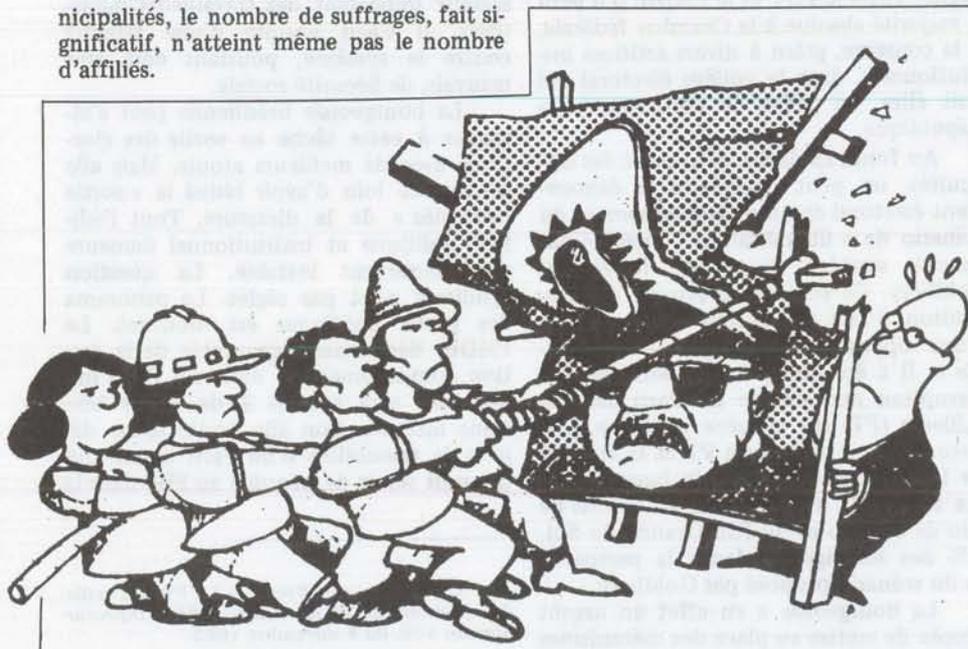
Enfin, l'une des plus graves faiblesses de la campagne du PT, c'est que ce parti n'était pas assez consolidé politiquement et organisationnellement pour résister à la dynamique centrifuge de la campagne électorale. Les cas où il aura réussi à unifier les ressources financières, le matériel et la campagne sont exceptionnels : Espirito Santo, Diadème, partiellement au Rio Grande do Sul et au Mato Grosso do Norte. Mais, en général, ce sont les campagnes individuelles des candidats, avec leurs propres finances, leur courant ou leurs groupes de soutien, qui ont prévalu, faisant voler en éclat les structures militantes unifiées à la base du parti, c'est-à-dire les « noyaux ».

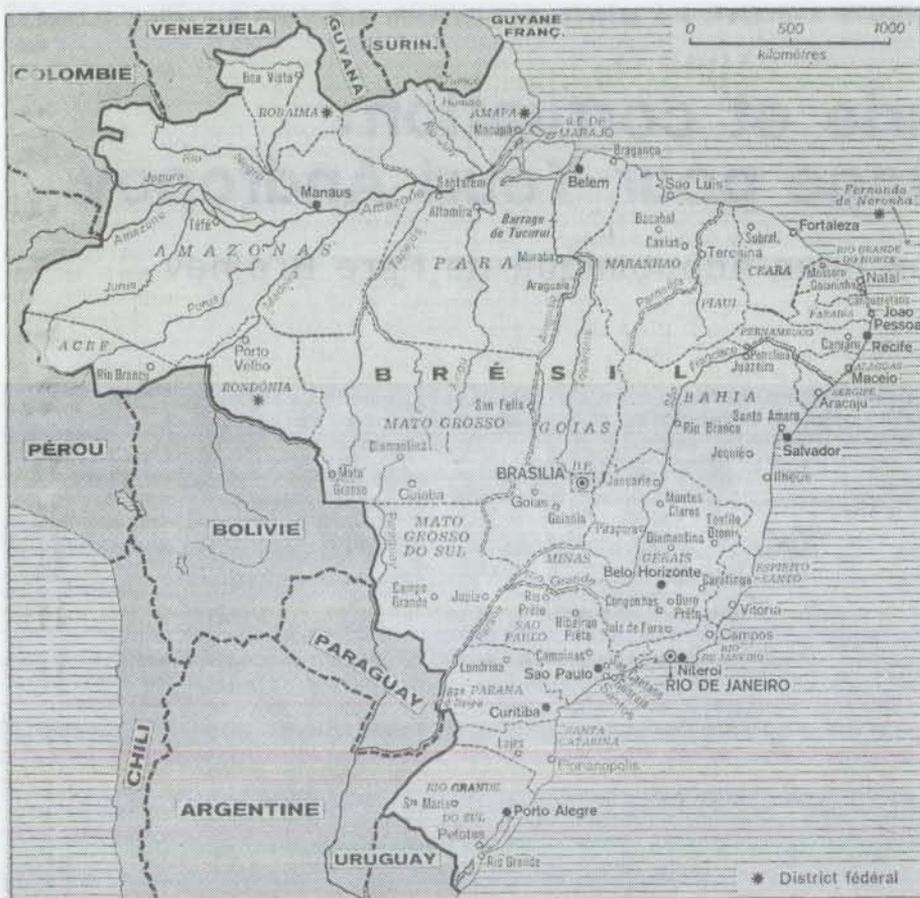
Notons que la campagne et ses résultats auront mis fin à deux mythes concernant le PT. Le premier est celui selon lequel il serait soutenu par l'Eglise. Il est vrai que les communautés catholiques de base ont joué dans certaines villes et régions un rôle important dans le lancement du PT. Mais, au moment du vote, la hiérarchie ecclésiastique a clairement opté pour l'opposition bourgeoise responsable, le PMDB. Au point que le candidat du PT à Sao Paulo le plus notoirement lié à l'Eglise, et qui de surcroît a fait une campagne particulièrement coûteuse financièrement, n'a même pas été élu.

Le second mythe est celui selon lequel le PT serait un parti de la petite bourgeoisie intellectuelle fascinée par la classe ouvrière et les idées « à la mode ». Les meilleurs résultats du PT sont obtenus clairement dans les quartiers et les régions à forte concentration prolétarienne : Diadème et l'ABC dans l'Etat de Sao Paulo, Volta Redonda dans l'Etat de Rio de Janeiro, la banlieue ouvrière de Porto Alegre ...

UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS LA CONSTRUCTION DU PT

Avec les élections du 15 novembre, une nouvelle situation politique s'ouvre. C'est également vrai pour le PT. La





période euphorique de croissance organique, allant du lancement du parti jusqu'aux dernières élections, en passant par la campagne simple et unifiée pour la légalisation et l'affiliation, est révolue. Dans la classe ouvrière même, le résultat électoral contribue à modifier le rapport des forces au détriment du PT et en faveur des secteurs de collaboration de classe liés au PMDB. Le triomphalisme simpliste, qui voyait une ascension irrésistible du PT, prolongeant sur le terrain électoral les succès de la campagne d'affiliation, est ébranlé.

Aussitôt, les pressions sur le PT se sont déchaînées. De la part du PMDB, du PDT, mais aussi, cyniquement, du pouvoir, sont venues les accusations d'« avant-gardisme ». Le ministre de l'Économie en personne, Delfim Neto, déclarait dans une interview au journal *Folha do São Paulo* : « J'ai toujours dit que ce qui embrouille le plus le prolétariat, c'est son avant-garde. Sans son avant-garde, le prolétariat serait véritablement maître du pouvoir. (2) » Moins caricaturale, la proposition d'un parti social-démocrate, lancée par Leonel Brizola, vise à ratisser aussi bien à la gauche du PMDB qu'à la droite du PT.

Ces pressions sont relayées dans les rangs du PT, et notamment de sa (petite) fraction parlementaire. Le député de Rio de Janeiro, Eudes, a déjà publiquement déclaré que l'organisation du parti en sections de base était une perte de temps en discussions inutiles et un système inefficace pour les campagnes électorales. L'un des députés de São Paulo, Airon Soares, a tiré publiquement et à titre personnel, avant même que ne s'exprime la direction du parti, un bilan

incriminant le radicalisme de la campagne.

Mais dans une interview au journal *Em Tempo*, le président du parti, Luis Inacio da Silva, « Lula », a déjà vertement répondu : « Le projet du PT passe surtout par l'organisation de la classe travailleuse et non seulement par les élections. Pour les "immédiatistes" qui sont pressés de se faire élire et de faire carrière sur le plan institutionnel, il vaudrait peut-être mieux se chercher un autre parti. (3) »

Le problème c'est que, face aux manœuvres visant à dissoudre le PT en tant que parti de classe, à le réduire à un simple front électoral, ou à le mettre à la remorque des oppositions bourgeoises, la seule réaffirmation de son indépendance de classe intransigeante ne suffira pas.

L'échec électoral ne doit pas être le seul et unique sujet de la discussion de bilan. Il doit être mis en rapport avec les échecs essuyés ces derniers mois par le PT dans l'organisation du mouvement syndical : piétinement dans la construction d'un courant classiste unifié sur le terrain syndical, ou encore impuissance lors du Congrès du syndicat étudiant de l'Union nationale des étudiants (UNEB), où les courants pro-PT, majoritaires dans leur ensemble, ont présenté des listes divisées et ainsi permis aux réformistes de conserver le contrôle du syndicat.

Les élections sont un révélateur, mais ce n'est pas sur le terrain électoral que le PT est le plus fort. Il tire sa force du mouvement de masse. Et c'est là qu'il doit soigner ses faiblesses, dans une politique d'intervention et de construction quotidiennes. Jaco Bittar, membre de la Direction nationale du PT a dit, après les élections, que le parti devait « retourner à ses

origines ». Luis Inacio da Silva, « Lula », met surtout l'accent sur la nécessité d'organiser les « noyaux sur les lieux de travail ». Ces déclarations marquent l'orientation à prendre, mais elles ne suffisent pas.

Le « retour aux origines » ne peut pas être un repli sur les luttes syndicales localisées. Face à la crise et aux politiques d'austérité, il faudra une stratégie d'ensemble inscrite dans le combat pour une Centrale unique et démocratique des travailleurs, indépendante de l'État. Seul un courant animé par les forces vives du PT est capable de l'impulser. De même, dans le mouvement étudiant, le mouvement paysan, le mouvement des femmes et l'ensemble des mouvements sociaux.

Le PT aura aussi besoin d'une ligne générale et de revendications démocratiques et transitoires contre la dictature et contre la crise. Il aura besoin de traduire sa volonté d'indépendance de classe par le refus des coalitions avec les gouvernements bourgeois d'opposition dans différents États, par le contrôle de ses propres parlementaires. Ce n'est qu'en fonction de la définition d'une orientation et des tâches quotidiennes que la bataille pour la réorganisation des « noyaux » de catégories professionnelles et de quartier prendra tout son sens. Jusqu'à présent, ces « noyaux » n'ont pas eu réellement d'activité d'intervention. Ils ont pris en charge la campagne de recrutement, puis ils ont été emportés dans le tourbillon de la campagne électorale. Ils ne se reconstituent que s'ils ont, aux yeux de tous les militants, une fonction utile pour guider et organiser l'intervention du PT sur les lieux de travail et d'habitat.

Il est clair que la poursuite de cette bataille pour que le PT, au lieu de régresser, franchisse un nouveau seuil, implique un progrès qualitatif de ses définitions politiques. Le PT est au milieu du gué. A São Paulo, il dispose d'un fort potentiel militant, mais son résultat électoral le marginalise dans le jeu politique. Il risque de rester paralysé dans une position intermédiaire : minorisé comme une organisation d'avant-garde sans en avoir les avantages en terme de clarté politique et de rigueur organisationnelle.

Le terrain perdu par le jeu truqué des urnes peut être regagné sur le terrain de la mobilisation sociale. Mais il ne le sera que si les leçons de l'expérience sont transformées en conscience collective du parti.

Les courants révolutionnaires qui ont défendu dès l'origine du PT une conception conséquente du parti comme un parti véritable, organisé à la base, menant bataille sur le terrain syndical, levant le drapeau des revendications démocratiques contre la dictature, peuvent et doivent jouer un rôle décisif dans cette nouvelle étape.

Daniel JEBRAC
5 décembre 1982.

2. *Folha do São Paulo*, São Paulo, 28 novembre 1982.

3. *Em Tempo*, São Paulo, 2 décembre 1982.

Pénurie et corruption: un lourd héritage pour Youri Andropov

Éléments pour un bilan économique de l'ère Brejnev

Natacha BRINK

Leonid Ilitch Brejnev est mort le 10 novembre 1982 alors qu'il avait théoriquement encore tout le pouvoir. Ce fait le différencie de ses deux prédécesseurs, Khrouchtchev et Staline. Leader incontesté, il l'est devenu en concentrant progressivement entre ses mains les différents instruments du pouvoir : en 1966, il prend le titre de secrétaire général du Comité central (CC) ; en 1971, il assume de fait les responsabilités de la politique étrangère soviétique ; en 1975, le Bureau politique (BP) est composé en majorité de ses partisans après le XXVe Congrès de 1976, il est promu au rang de maréchal de l'Union soviétique et devient directeur du Conseil de défense de l'URSS ; en 1977, il est élu à la place de Podgorny président du présidium du Soviet suprême de l'URSS et, en octobre de la même année, alors que « sa » Constitution était adoptée, on apprend incidemment qu'il est devenu commandant suprême des forces armées soviétiques, poste laissé probablement vacant depuis 1964.

Parallèlement se développe un culte de la personnalité en son honneur, copie grotesque de celui de Staline : en 1976, un buste de bronze est élevé à Dnieproderjinsk, ville natale de Leonid Brejnev en Ukraine. A l'occasion de son 70e anniversaire, il est appelé « *vozd* », l'équivalent de « *duce* », jadis seulement attribué — sous Staline — à Lénine et à Staline lui-même ; en 1979, il obtient le Prix Lénine de littérature pour sa trilogie d'essais autobiographiques (*Malaya Zemlya, Vozrozhdenie, Tselina*). Son dernier livre, *Vospominaniya*, publié en 1981 lors de son 75e anniversaire, a été l'occasion d'une vaste campagne au cours de laquelle ses discours et écrits ont été incorporés aux canons de la doctrine marxiste-léniniste, pour être cités à toute occasion, en support de n'importe quel argument.

LA STABILITÉ BREJNEVIENNE

Au-delà de l'anecdote, il faut retenir cette puissante stabilité de Leonid Brejnev, symbolisée aussi par le fait que, pour la première fois dans l'histoire politique de l'URSS, le Bureau politique et le secrétariat ont été réélus inchangés au XXVIe Congrès, en 1981. La distorsion entre la stabilité politique dans les hautes sphères du pouvoir et la crise économique persistante, révélée par la chute continue depuis près de vingt ans des taux de croissance, est grande. Une telle distorsion est



Images d'Epinal de propagande gouvernementale : ici, Brejnev « au contact » de la classe ouvrière. (DR)

possible, alors qu'elle ne le fut pas sous Khrouchtchev, principalement à cause de la situation interne de la bureaucratie. La période khrouchtchévienne avait été particulièrement mouvementée de ce point de vue : de l'affaire du « groupe anti-parti » à la réforme du parti en 1962, en passant par les révélations du XXe Congrès et leur dynamique, Nikita Khrouchtchev est apparu aux yeux d'une partie suffisamment importante de la bureaucratie comme un apprenti sorcier de la déstalinisation.

Pour réaliser le passage d'une croissance économique qualifiée généralement « d'extensive » à une croissance « intensive », Khrouchtchev avait cherché à réorganiser la structure de direction de l'économie ; Leonid Brejnev, tirant les leçons de la destitution de son prédécesseur, s'est contenté d'essayer d'introduire de nouvelles méthodes à l'intérieur des structures administratives existantes. Nikita Khrouchtchev avait essayé de venir à bout des défauts dans l'économie soviétique par une décentralisation de certaines fonctions des organes centraux de planification. Plusieurs ministères centraux avaient donc été liquidés et une partie de leurs fonctions attribuées aux *souvnarkhozes* (ministères de branches) : les membres de l'appareil central ne pouvaient pas pardonner à Nikita Khrouchtchev d'avoir sapé leur autorité, ou même d'avoir toléré une telle détérioration de leur statut.

La période Brejnev s'ouvre sur la résolution du Comité central du 30 septembre 1965, qui rétablit les ministères abolis

et liquide les *souvnarkhozes* : l'immobilisme est le meilleur moyen de préserver les intérêts de la caste dirigeante. Le XXIIe Congrès, en 1961, avait décrété que la période 1961-1980 serait celle de la « construction de la base matérielle et technique du communisme », et Nikita Khrouchtchev avait par la suite promis que « l'URSS rattraperait et dépasserait les pays capitalistes, et même le plus avancé d'entre eux, les Etats-Unis d'Amérique ». Leonid Brejnev n'avait pas repris cette ambition : ce prudent médiocre, qui savait se taire pour pouvoir durer, se contentait de vouloir contribuer à « la consolidation et au développement du socialisme ».

Nikita Khrouchtchev n'a pas réussi à rattraper les USA et, loin d'avoir réorganisé les structures administratives de l'économie, sa politique a amené l'économie sans changement majeur jusqu'à la période brejnévienne. La politique économique de Leonid Brejnev a constitué, dans ses grandes lignes, la continuité et le développement de tendances introduites théoriquement et pratiquement à l'époque précédente : ainsi, la réforme économique de 1965, qui a marqué le passage d'une période à l'autre, avait été conçue et avait pris forme sous Nikita Khrouchtchev. Les principes fondamentaux de la réforme avaient en effet d'abord été formulés dans un article de l'économiste Liberman, intitulé *Plan, profits et primes*, paru dans la *Pravda* du 9 septembre 1962.

En 1965, on décida en théorie d'intéresser les entreprises, c'est-à-dire les bu-

reaucrates dirigeant les entreprises, pour qu'ils recherchent le maximum d'efficacité. Pour cela, on réduit à six les « indices obligatoires » de réalisation du Plan, pour laisser aux directeurs d'entreprise le choix entre différentes variantes pour augmenter la rentabilité. On a accru le pourcentage du « profit » à la disposition des entreprises pour leur permettre de réaliser des « investissements décentralisés » et pour accroître le « fonds de stimulants matériels ». Mais, en l'absence de gestion ouvrière démocratique, toutes les réformes allant dans le sens d'une décentralisation nécessitant une amélioration qualitative de l'autonomie des entreprises, c'est-à-dire des bureaucrates, entraînent un éclatement du système, du point de vue économique vers le marché, et du point de vue social vers des licenciements (comme dans l'expérience de Chtchekino) (1). A cause de ce danger d'éclatement, l'administration centrale garde le contrôle de l'approvisionnement en outillage et en matières premières des entreprises produisant les biens de production, et elle continua à fixer les prix et les méthodes pour les déterminer. La « liberté de choix » des entreprises fut extrêmement limitée ; Leonid Brejnev, comme on l'a dit, n'a à aucun moment désiré trancher dans le vif les débats entre les différentes couches de bureaucrates.

Ainsi, plutôt que de se résorber, les contradictions de l'économie soviétique se sont aggravées, les maillons faibles du régime se sont affaiblis. Si les dix-sept ans de pouvoir de Leonid Brejnev, marqués par deux jalons du point de vue économique — la réforme de 1965 et les décrets de 1979 (l'option opposée à celle de 1965) (2) — ont montré quelque chose aux yeux de tous, c'est à la fois la nécessité d'un changement radical de l'économie, et l'incapacité de la direction soviétique à mener ce changement.

UN LOURD BILAN ÉCONOMIQUE

Certes, l'ère brejnévienne a été marquée par un certain nombre de mutations caractéristiques : selon les statistiques officielles, depuis 1965, 60 % de la population vit dans les villes ; les conditions de vie de la population rurale se sont sensiblement améliorées les revenus réels de la population active, désormais salariée à plus de 80 %, ont doublé durant cette période, alors que les prix des produits de base et des services publics sont restés stables. Enfin, l'enseignement secondaire s'est généralisé : en 1982, sur 1 000 personnes, 846 ont reçu une instruction secondaire complète ou non (contre 441 en 1970) et, en dix ans, il y a eu douze fois plus d'étudiants en enseignement moyen technique et professionnel.

Mais les pénuries se sont aggravées et la politique des prix et des salaires les a accentuées : la dernière augmentation des prix de base remonte à vingt ans. Entre-temps, les revenus globaux monétaires ont augmenté 2,3 fois dans tous les secteurs, selon les données officielles. Le réseau routier reste peu dense et médiocre.

L'enclavement des communes rurales maintient un exode rural massif des jeunes : on prévoit pour 1990-1995 une forte diminution des localités rurales (d'une moyenne de 200 habitants), qui passeraient de 470 000 unités aujourd'hui à 120 000 (3).

L'écart grandissant entre le niveau d'instruction et de qualification et le nombre et la qualité des débouchés offerts, ainsi que le renforcement des inégalités face à l'instruction, qui s'exprime par une tendance à l'autoreproduction de l'intelligentsia, freinent la mobilité sociale.

Les problèmes actuels sont les mêmes qu'à la veille de la réforme économique de 1965, mais, pour la première fois depuis les débuts de l'industrialisation, la croissance est aujourd'hui presque égale à zéro. Ainsi que l'écrit l'économiste-académicien Aganbegian dans la *Pravda* du 25 février 1982, la chute de croissance est « non seulement relative, mais absolue ». Les taux annuels sont passés de 5,7 % (revenu national), 7,4 % (production industrielle) et 2,5 % (production agricole) en 1971-1975 à, respectivement, 3,6 %, 4,6 % et 1,1 % en 1976-1980. Au cours des neuf premiers mois de cette année, la production industrielle n'a augmenté que de 2,6 %, et la production industrielle de viande et de lait a diminué de 1 % (4). Dans beaucoup de secteurs clés tels que la métallurgie, le ciment, le charbon, il y a un certain recul de la croissance au vu des chiffres des dix premiers mois de l'année. Ces résultats sont donc en deçà des prévisions du Plan quinquennal 1981-1985, qui fixait le taux de croissance à 3,4 % par an. Ces chiffres traduisent un ralentissement de la modernisation et du développement par rapport aux objectifs fixés, et donc un accroissement du retard sur les pays capitalistes.

L'agriculture absorbe, par le biais des investissements et des subventions, de très grosses quantités de ressources. Pendant les récoltes, on assiste à une mobilisation massive des habitants des villes, des étudiants et des soldats : le nombre des mobilisés, qui a doublé en quelques années, atteindrait 15 millions d'individus (5) non spécialisés, donc encore moins productifs, et provenant pour la moitié d'entre eux des secteurs productifs des villes. Ainsi, l'agriculture, au lieu de satisfaire elle-même ses besoins en main-d'œuvre, est devenue un fardeau pour l'économie.

La production de céréales ne permet pas d'assurer les besoins de la population et du bétail : l'URSS prévoit donc

d'acheter 40 à 45 millions de tonnes de céréales par an sur le marché mondial. Les chiffres de la récolte de 1981 n'ont pas été publiés, mais remplacés par la formule sibylline : « Les ressources d'Etat en céréales permettront d'approvisionner la population en pain et autres produits de boulangerie. »

On estime cette récolte à 150-158 millions de tonnes, et celle de 1982 aurait été de 180 millions de tonnes. Ainsi, les objectifs du Plan dans ce domaine se révèlent complètement irréalistes : 239 millions de tonnes par an en moyenne, ce qui impliquerait des récoltes de 256-260 millions de tonnes par an dans les quatre ans à venir. Le volontarisme des prévisions quinquennales reflète l'énorme effort d'investissement réalisé dans le secteur agricole, mais ne tient pas compte des possibilités réelles : la productivité du travailleur agricole est neuf fois inférieure à celle de son collègue américain. La nouveauté de la politique de Leonid Brejnev dans l'agriculture avait consisté à faire passer les investissements de 15,4 % en moyenne de 1961-1965 à 27 % aujourd'hui ; mais rien n'ayant été fait pour faire participer les paysans à la gestion des usines agricoles — coopératives ou d'Etat —, l'effet de ces investissements est insuffisant : sans marché ni logique du profit, l'absence de démocratie et la structure d'entreprise autoritaire sont un frein puissant au développement. *A contrario*, selon les statistiques officielles, la part de la production provenant des lopins de terre individuels et de l'élevage privé est de 26 %, alors que ces lopins ne couvrent que 3 % de la superficie agricole.

DIFFICULTÉS DANS L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE

L'industrie est incapable de fournir à la population ce qu'elle est en droit d'attendre de la deuxième puissance industrielle mondiale : il y a une grande différence entre la quantité réelle de biens de consommation mis à la disposition de la population et la croissance de la production de ces biens telle qu'elle apparaît dans les statistiques. De 1976 à 1981, l'accroissement de la production des biens de consommation a été officiellement de 21 % (au lieu des 32 % prévus), mais cette statistique concerne tout le groupe « B », c'est-à-dire la production des biens de consommation et celle des produits nécessaires à leur production. Donc, la production des seuls biens de consommation ne s'est accrue que de 14 % quand,

1. Au sein du combinat chimique de Chtchekino, situé à quelques 200 kilomètres au sud de Moscou, à partir de 1967, le fonds des salaires est gelé ; 1 000 emplois sur 7 500 sont supprimés, la plupart des travailleurs visés par la suppression des postes de travail trouvent un emploi nouveau dans une nouvelle filiale de fibres synthétiques, les travailleurs qui continuent à être employés à Chtchekino jouissent de revenus supplémentaires (plus ou moins 30 % d'augmentation de revenu par personne), la productivité du travail s'accroît considérablement, de nouveaux ouvriers et techniciens acquièrent une nouvelle qualification, cf. J. Delamotte, *Chtchekino, entreprise soviétique pilote*, Editions Ouvrières, Paris, 1973.

2. Benjamin N. Bastida, « La nouvelle réforme économique de 1979 en URSS », *Inprecor* numéro 67-68, du 16 janvier 1980. Les dispositions du décret de 1979 optent pour une centralisation accrue, un renforcement du contrôle administratif sur les activités productives, tels que pénalisation et sanctions accentuées pour non-réalisation des normes et objectifs du Plan, etc.

3. Cf. l'article de Jean-Marie Chauvier, « Le seuil critique en URSS », in *Le Monde diplomatique* du mois de décembre 1982.

4. *Izvestia*, 24 octobre 1982.

5. *Ibid.*

dans la même période, les salaires s'accroissent de 16 % (6). Le Plan 1981-1985 (XIe Plan) prévoit 26 % d'accroissement de la production du groupe « B », mais le résultat de 1981 (3,6 %) est médiocre et celui de 1982 (4,6 %) est encore inférieur aux prévisions du Plan. Pour la plupart des produits, l'ajustement entre l'offre et la demande n'a pu être réalisé et a même été plus défavorable en 1981 qu'en 1979. Le XIe Plan prévoit un taux de croissance plus rapide dans le secteur « B » que dans le secteur « A », mais de très peu (1,008 comme rapport dans les orientations définies au XXVIe Congrès). Or, comme ce la avait été le cas en 1972, avec un renversement des priorités du IXe Plan, le Plan annuel 1982 prévoit que la croissance de « A » doit être supérieure à celle de « B » (respectivement 4,8 % et 4,6 %). Cette priorité persistante à l'industrie lourde n'est pas la conséquence d'un dogme stalinien — Leonid Brejnev aurait préféré augmenter davantage le secteur des biens de consommation — mais c'est la conséquence objective de l'indifférence des masses à la production : la réponse des bureaucrates à la faible productivité ouvrière est le remplacement de l'ouvrier par une machine, d'où le gonflement du secteur de l'industrie lourde. Une telle situation entraîne l'augmentation constante du rapport entre l'investissement et le revenu : comme le taux d'investissement ne peut être sensiblement modifié, c'est la croissance qui ralentit.

On peut constater une série de contre-performances dans des branches clés du développement : dans l'industrie houillère, la production de 1981 a été à peine supérieure à celle de 1975 en ce qui concerne le charbon ; dans la sidérurgie, la croissance est presque nulle ; quant à la production des moissonneuses-batteuses ou des wagons de marchandises, elle est en baisse.

Les causes de la dégradation persistante des résultats industriels sont les retards dans les mises en service des capacités de production, les ruptures de charge des équipements, et la faiblesse de la productivité.

Dans les rares cas où l'offre est globalement suffisante, le consommateur est insatisfait, car la qualité ne répond pas à ses exigences les plus légitimes. Le niveau technologique est très en deçà des standards internationaux actuels. Ainsi, la technologie des composants électroniques, qui est ancienne, ne permet pas à l'utilisateur de profiter des acquis les plus récents : seules 0,45 % des machines à la-

ver sur le marché sont automatiques ; seuls 67,5 % des téléviseurs en vente ont un label de qualité qui garantisse un minimum leur valeur technique ; seuls 39 % des réfrigérateurs ont une capacité supérieure à 200 litres. Enfin, la malfaçon se manifeste à une échelle si élevée qu'elle dépasse le simple intérêt du consommateur, pour affecter l'équilibre économique d'ensemble : le volume des marchandises mises au rebut accroît considérablement la pénurie. En 1980 ont ainsi été retirés de la vente 40 % des meubles produits au Kazakhstan, 28 % de ceux d'Ouzbékistan, 15 % pour l'ensemble de l'URSS. Dans la seule République de Russie, l'inspection d'Etat a mis au rebut, parmi les lots contrôlés, 20 % des réfrigérateurs, 18,4 % des machines à laver, 11 % des chaussures, 10 % des articles de confection et 13 % des meubles (7).

L'HÉRITAGE DE BREJNEV : PÉNURIE ET CORRUPTION

Leonid Brejnev a tout fait pour empêcher le moindre changement qui aurait pu porter atteinte à la situation de la caste dirigeante : le développement massif de la corruption et du marché noir marquent au contraire le renforcement de l'esprit de caste chez ceux qui se perçoivent non comme des serviteurs de l'Etat mais comme ses maîtres. Cette mentalité paralyse les capacités de l'Etat de mobiliser les énergies et les talents des autres couches sociales. En plus, la pénurie et la corruption créent parmi les ouvriers un certain état d'esprit par rapport au travail : à quoi bon travailler si avec son salaire on ne peut rien acheter (8) ? L'incitation pécuniaire fonctionne mal. Les appels à l'enthousiasme diffusés par les appareils de propagande sonnent faux et résonnent dans le vide. C'est sur la base de primes allant jusqu'à 1 000 roubles (salaire mensuel moyen : 150 roubles) que les jeunes du Komsomol partent construire le chemin de fer Baïkal-Amour : l'apathie et le cynisme se généralisent. Le développement massif de la consommation d'alcool en est un révélateur. L'augmentation du nombre de travailleurs ayant deux emplois, un officiel qui prend de moins en moins de place dans la journée, et l'autre officieux, se poursuit : peut-être s'agit-il de 20 % des travailleurs. C'est le système kolkhozien qui s'est étendu au domaine industriel ! Ce phénomène suggère que le véritable revenu national est plus élevé que le revenu réel, mais personne n'est capable de maîtriser ces données. Le taux

de croissance de l'économie officielle décline vers zéro, mais une autre croissance existe, qui implique une augmentation incontrôlée et inégalitaire du niveau social.

L'héritage de Leonid Brejnev est lourd de tensions sociales : des échos de grèves pour raison d'approvisionnement déficient parviennent régulièrement en Occident. Dernièrement, il y en aurait eu dans la République autonome des Koumis, dans la région de Mourmansk, et dans le Kouzbass. Cela ne signifie pas, bien entendu, la fin de la passivité de la classe ouvrière soviétique, mais les manifestations de mécontentement seront de plus en plus fréquentes. Et surtout, la crise étant destinée à durer, la bureaucratie aura de plus en plus de mal à satisfaire les revendications élémentaires des masses. Le discours d'« intronisation » de Youri Andropov laisse supposer qu'il est partisan d'une décentralisation des pouvoirs économiques, mais on voit mal comment il pourrait contourner les obstacles auxquels s'est heurté Leonid Brejnev. Il a annoncé, semble-t-il, une grande campagne contre la corruption, et la nomination de Alliev au secrétariat du CC, connu par ses actions « anticorruption » en Asie centrale, corroborerait ces propos. Au-delà de l'intérêt démagogique évident, ce serait peut-être là un moyen de recréer les conditions objectives pour une certaine mobilité sociale verticale, au moins durant quelques années. Par ailleurs, si on élimine 20 % des bureaucrates, on laisse la place pour les jeunes diplômés qui se sentent aujourd'hui coincés dans des fonctions où ils gagnent moins qu'un ouvrier qualifié. Tout le problème, pour l'équipe de Youri Andropov, serait de pouvoir contrôler une telle « petite purge ». Mais la question majeure que doit résoudre le successeur de Brejnev — sous peine de poursuivre l'aggravation de la crise du système — se résume à ce problème : comment faire croître la productivité du travailleur sans remettre en cause les privilèges du pouvoir bureaucratique ? La même question est posée depuis vingt ans, mais la société soviétique s'est profondément transformée. Un de ces traits nouveaux est, sans aucun doute, la fin de la mobilité sociale verticale, qui fait que, de plus en plus, les fils d'ouvriers deviennent eux aussi des ouvriers. Alors que, pour les générations précédentes, cette mobilité sociale verticale représentait un espoir d'amélioration de situations individuelles, les travailleurs soviétiques des années 1980 ne jouissent plus de cette possibilité et devront recourir, de plus en plus, à d'autres moyens, collectifs, pour défendre leurs intérêts. ■

Natacha BRINK
Paris, 6 décembre 1982.

SOLIDARNOŚĆ Z SOLIDARNOŚCIĄ !
INPREKOR
nr 6
sierpień
wrzesień
1982
MIĘDZYNARODOWA KORESPONDENCA PRASOWA

INPREKOR EN POLONAIS

Le numéro 6 est paru !

15 FF

MANIFESTACJE ULICZNE
W STRATEGII "SOLIDARNOŚCI"

Commandez les exemplaires désirés à
l'adresse suivante : 2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil. Soutien financier bien-
venu.

6. H. Gicquian, « Mythes et mystères de la qualité des biens de consommation soviétiques », *Ned* numéro 4673-4674.

7. *Ibid.*

8. Une blague soviétique courante dit : « Ils font semblant de nous payer et on fait semblant de travailler. »



Breznev théoricien ? (DR)

Guy DESOLRE

Les pages du roman *le Premier Cercle* dans lesquelles Soljenitsyne décrit Josef Staline à l'œuvre en tant que théoricien resteront comme quelques-unes des plus belles pages du grand écrivain russe. On y voit Staline travaillant laborieusement à son article « *A propos du marxisme en linguistique* », mettant au point ses formules dogmatiques, mais n'apercevant pas l'ange de la théologie médiévale qui se penche en souriant par-dessus son épaule.

Il est hautement improbable qu'un écrivain russe tente jamais d'immortaliser dans la littérature la manière dont Leonid Ilitch Brejnev écrivait. Aucun discours, aucun rapport, aucune des interventions de ce dernier n'a jamais eu l'ambition d'apporter quelque élément nouveau ou de clarifier quelque problème épineux posé par la doctrine du marxisme-léninisme dans sa variante soviétique. Au contraire, pendant les dix-sept années durant lesquelles il fut à la tête du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), il apparut constamment comme quelqu'un qui était préoccupé, voire obsédé, par la volonté de faire apparaître qu'il n'innovait en rien. Et surtout qu'il ne faisait rien d'original par rapport à la doctrine supposée du fondateur de l'Etat soviétique, Lénine. Le titre général sous lequel Leonid Brejnev a fait paraître ses propres œuvres en langue russe est éloquent : *Leninskim Kursom* (Suivant le cours léniniste). Comme il le disait lors de la célébration solennelle du 100^e anniversaire de la naissance de Lénine, le 21 avril 1970, dans un discours intitulé *La cause de Lénine vit et triomphe*, la portée de la pensée de Lénine était « *tellement vaste* » et sa compréhension de la marche de l'histoire était « *si profonde* » que les idées de Lénine et son enseignement devaient « *toujours* » rester le guide de l'action des communistes, en Union soviétique et ailleurs dans le monde.

Cette volonté d'apparaître comme l'élève fidèle à l'enseignement reçu, comme l'interprète par excellence des leçons de Lénine, apparaît dès le premier grand rapport présenté par Leonid Brejnev en tant que chef du parti, à savoir le rapport présenté au Comité central le 24 mars 1965 à propos des problèmes de l'agriculture, dont le but était de corriger les « *erreurs* » de Nikita Khrouchtchev. On ne peut se départir de la voie sûre indi-

quée par cet enseignement, disait en substance ce rapport, parce que cet enseignement correspond aux « *lois objectives* » du déroulement de la vie sociale. On doit rejeter le « *subjectivisme* », continuait son auteur, parce que « *la vie* » ne peut sanctionner de manière positive ce qui est dicté par la déviation subjectiviste. Les dogmes sont « *vicieux* », énonçait-il enfin, parce qu'ils ne reposent pas sur l'expérience de « *la vie* ».

Cette volonté de se faire passer pour le bon élève, pour le fidèle interprète, était annoncée dès le lendemain de la chute de Nikita Khrouchtchev, dans un éditorial de la *Pravda* du 17 octobre 1964, intitulé « *La ligne générale léniniste du PCUS est inébranlable* » et jurant fidélité aux enseignements des XX^e (février 1956), XXI^e (janvier 1959) et XXII^e (octobre 1961) Congrès du parti.

Certes, au fil des années, la référence à ces Congrès diminua progressivement en fréquence, de même que la référence à la « *collégialité* » dans la direction (que Khrouchtchev avait abandonnée, selon les griefs qui lui ont été faits lors de son élimination). Mais ce fut là plutôt l'effet de glissements successifs que d'un revirement ayant reçu facture théorique. Au contraire, chaque décision politique continua toujours à être justifiée par Leonid Brejnev par la fidélité au passé.

Sous cet angle, l'ère Brejnev contraste fortement avec celle qui l'a immédiatement précédée, l'ère Khrouchtchev. Certes, Nikita Khrouchtchev n'avait guère l'ambition de se faire passer pour un grand théoricien ; il est probable que ses ambitions dans le domaine de la théorie étaient plus modestes encore que celles de Leonid Brejnev. Néanmoins, ses interventions avaient une envergure plus significative que celles du dirigeant qui vient de disparaître. Tant par la décision de republier celles des œuvres de Lénine qui avaient été mises sous le boisseau et d'en conseiller l'« *étude* », que par la décision de remplacer la périodicité sacrée des plans quinquennaux par un plan de sept ans, ou par la décision de refondre totalement la structure du parti soviétique selon le « *principe professionnel* », l'ère de Khrouchtchev avait apporté du nouveau. Le développement d'une théorie de « *l'Etat du peuple tout entier* » à la place de « *la dictature du prolétariat* », le pari du rattrapage des Etats-Unis d'Amérique pour 1970, celui de la construction des « *bases matérielles* » du

Leonid Ilitch Brejnev "théoricien" ?

communisme pour 1980, l'affirmation qu'alors, une société communiste sans classes existerait, caractérisée par une égalité absolue dans la répartition de toutes les productions, enfin, l'idée de la fusion des soviets et des organisations sociales en une « *auto-administration de la société* » (Programme du PCUS adopté au XXII^e Congrès en 1961), tout cela témoigne d'une autre envergure, voir d'un certain « *souffle* » par rapport à l'ère Brejnev.

L'ère Brejnev est, sous l'angle de la théorie, celle de la survie au moyen d'emprunts et de *patchwork* idéologiques.

Les emprunts idéologiques sont nombreux. Les plus connus sont ceux qui ont trait à l'abandon de la théorie de la dictature du prolétariat et à son remplacement par celle de l'Etat du peuple tout entier. Mais la différence est frappante : alors que, sous Nikita Khrouchtchev, cette formule avait (indépendamment de son caractère antimarxiste, tout Etat étant un Etat de classe) soulevé de réels espoirs dans le peuple soviétique — espoirs de démocratisation liés à la « *déstalinisation* » —, sous Leonid Brejnev, la même formule fut réduite à une justification pure et simple de la situation existante, tous ceux qui mettaient son existence en doute étant considérés pénalement comme de vils calomnieurs du « *socialisme réel* ». Ironie de l'histoire : là où Nikita Khrouchtchev recevait l'appui enthousiaste de l'ensemble des partis communistes (sauf les partis prochinois), lorsqu'il procédait à l'abandon de la théorie de la dictature du prolétariat, Leonid Brejnev dut faire face à une situation moins agréable, puisque bon nombre de PC européens ont répondu à cet abandon de la dictature du prolétariat *côté cour* (dans la prétendue « *transition du socialisme au communisme* ») par un abandon du même concept *côté jardin* (dans la « *transition du capitalisme au socialisme* »).

Le *patchwork* idéologique de Leonid Brejnev a consisté, face aux échéances qui se rapprochaient (rattrapage des Etats-Unis, construction de la base matérielle et technique de la société communiste), à intercaler des étapes et des sous-étapes nouvelles, dans le but de repousser les échéances. C'est ainsi qu'après avoir emprunté à l'académicien Stroumiline le concept d'une « *révolution scientifique et technique* » (considérée comme indispensable avant le passage au communisme), le stade intermédiaire du « *socialisme avancé* » ou « *développé* » fut conçu afin de

« justifier » la non-réalisation des objectifs précédents.

La seule « théorie » qui restera accolée au nom de Leonid Brejnev, la « théorie de la souveraineté limitée », n'est pas de lui. C'est le nom donné, d'abord par les communistes yougoslaves, puis par l'opinion mondiale, à la brutale mise en action des chars soviétiques pour préserver le pouvoir de Leonid Brejnev et de ses pareils dans le « camp » qui ne se nomme socialiste que par antiphrase. Même dans ce domaine, Leonid Brejnev a dû vivre d'emprunts, habillant sa politique des oripeaux de l'« internationalisme socialiste ».

L'ère stalinienne a été celle où un appareil a adapté le marxisme à ses besoins, constituant un corpus appelé « marxisme-léninisme » : l'idéologie stalinienne. L'ère Khrouchtchev a été celle de la révision de certains morceaux de cette idéologie (notamment de la théorie de l'intensification de la lutte des classes sous la construction du socialisme). L'ère Brejnev sera connue comme celle des emprunts, des tentatives désespérées de conserver, à travers une apparence de fidélité au passé, une cohérence disparaissant de plus en plus.

C'est peut-être comme légiste et comme codificateur, et non comme théoricien, que Leonid Brejnev entrera dans l'histoire. L'ère Brejnev aura en effet été celle du parachèvement du travail législatif entamé sous Nikita Khrouchtchev : doter dans tous les domaines l'URSS de principes législatifs et chaque République de Codes. La nouvelle Constitution de 1977 n'est ici que l'exemple le plus saillant par lequel Leonid Ilitch Brejnev a voulu doter son peuple de nouvelles lois. Là aussi, le contraste avec son prédécesseur est important : là où Nikita Khrouchtchev avait l'ambition de donner à la nouvelle Constitution une dimension « programmatique » affirmée, c'est-à-dire d'y inclure un grand nombre d'objectifs d'avenir, la réalisation de Leonid Brejnev n'a guère cette dimension et confirme pour l'essentiel ce qui existe, en lui donnant l'étiquette de « socialisme avancé » ; là où Nikita Khrouchtchev parlait beaucoup de respect (par les autorités publiques) de la « légalité socialiste », Leonid Brejnev préférerait s'étendre sur l'éducation des citoyens dans le respect de la loi, comme il l'a fait la première fois dans son discours aux électeurs de son arrondissement, le 12 juin 1970.

La décision, prise par le XXVe Congrès du PCUS (fin février-début mars 1976) de couronner tout ce travail de codification par la publication d'un *Svod Zakonov* (recueil général de toutes les lois en vigueur en URSS), décision analogue à celle qu'avait prise le tsar de Russie Nicolas Ier après l'écrasement, le 14 décembre 1825, des « décembristes » (ces premiers « dissidents » du XIXe siècle), résume bien les ambitions du secrétaire général et chef de l'Etat soviétique aujourd'hui défunt. ■

Guy DESOLRE

Bruxelles, 10 novembre 1982.



Castro et Brejnev. (DR)

Le salut de Fidel Castro à Youri Andropov

Les dirigeants du Parti communiste et de l'Etat cubain ont adressé un message de condoléances à la direction du Parti communiste et de l'Etat soviétiques, à l'occasion de la mort de Leonid Brejnev, puis un autre message pour saluer la nomination de Youri Andropov comme secrétaire général du PCUS. Ces deux documents sont signés par Fidel Castro, premier secrétaire du Parti communiste cubain (PCC) et président du conseil d'Etat et du gouvernement de la République de Cuba.

Le texte de ces deux pages est publié dans le résumé hebdomadaire en français de *Granma*, organe officiel du Comité central du PCC dans son édition du 21 novembre dernier. Nous en reproduisons ci-dessous quelques extraits.

Dans son message au Comité central du PCUS et au gouvernement de l'URSS à l'occasion du décès de Leonid I. Brejnev, Fidel Castro écrit :

« Avec la mort du camarade Brejnev, l'Union soviétique perd l'un de ses plus illustres enfants, qui fut pendant de longues années un leader ferme et serein du Parti et de l'Etat soviétiques. L'humanité voit disparaître un combattant infatigable pour la paix et la détente internationale, un homme d'Etat qui traça, lors des XXIVe, XXVe et XXVIe Congrès du PCUS, une politique au contenu profondément léniniste offrant une perspective de paix face aux menaces de guerre et à l'agressivité impérialiste ; les peuples qui luttent pour l'indépendance et le développement voient partir un défenseur aguerri de leurs droits ; Cuba perd un ami fidèle pour qui la sécurité de notre pays et la construction du socialisme à Cuba ont été une préoccupation permanente et ont justifié la solidarité ininterrompue de la direction du Parti et du gouvernement soviétiques. (...) »

« Le mouvement communiste international n'oubliera jamais Leonid Ilitch, qui a jalousement veillé à sa cohésion et à l'application des principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. (...) »

« En honorant ce noble combattant pour la cause du communisme, de l'indépendance nationale, du progrès de l'humanité et de la paix, le peuple de Cuba, les communistes cubains, inclinent leurs drapeaux devant celui qu'ils n'oublieront jamais pour sa remarquable contribution personnelle à la consolidation de l'amitié indestructible entre Cuba et l'Union soviétique, pour sa préoccupation permanente pour la cause de la Révolution cubaine et le bien-être de notre peuple. (...) »

Dans son autre message, adressé à Youri Andropov, le dirigeant de la révolution cubaine, Fidel Castro, déclare :

« Vous assumez à présent les plus hautes responsabilités du Parti de Lénine, à un moment où l'URSS et son Parti communiste jouent un rôle extraordinaire dans les événements internationaux, où tous les peuples du monde ont le regard tourné vers l'Union soviétique pour sa politique clairvoyante, qui freine la main de ceux qui attisent la guerre. Tous les peuples voient en l'URSS le garant de la paix, un ferme défenseur de l'indépendance et le promoteur d'un nouveau système de relations s'appuyant sur la justice et le respect mutuel. »

« Nous avons la certitude que vous suivrez l'exemple brillant du cher camarade Brejnev et que vous saurez préserver avec fermeté, sagesse et énergie, l'héritage de Lénine. Nous sommes convaincus que, sous votre direction, l'URSS continuera d'avancer d'un pas sûr et décidé sur la voie qui conduit au communisme et qu'elle sera à la hauteur des espoirs que les peuples du monde ont déposés en elle. »

« Les communistes cubains se félicitent de votre nomination, par laquelle le PCUS démontre sa capacité, sa solidarité indestructible et sa cohésion. »

« A un moment difficile et amer, le Parti communiste de l'URSS a donné au monde une preuve sans pareille d'intégrité, de sagesse et de décision. Nous vous félicitons chaleureusement et avec émotion. Le PCUS, le peuple soviétique, et vous personnellement, pouvez compter sur l'appui, la solidarité, la confiance et l'amitié indestructible de Cuba. » ■

Voyage au centre de la dissidence

L'après Brejnev va-t-il connaître une relance de l'opposition démocratique à la bureaucratie stalinienne ?

L'ACCESSION au pouvoir de Youri Andropov ponctuait-elle un double décès : celui, bien réel, de Leonid Ilitch Brejnev ; celui, symbolique, de la dissidence ? Nul doute que l'ère Brejnev, durant laquelle Andropov a officié comme patron du KGB (1), puisse se targuer, dans les futurs manuels officiels, d'un bilan globalement positif : celui de la répression. Celle-ci a été la plus massive et la plus brutale qu'ait connue la période post-stalinienne, et le laminage de toutes les formes organisées de la dissidence (2) attesterait de sa redoutable efficacité.

De là à tirer un bilan posthume de la dissidence, à faire de l'histoire de l'opposition une histoire de sa répression, la tentative est forte et apparaît logique ... Cependant, si le problème est de comprendre la relative (et temporaire) efficacité de la répression, s'il est de cerner la nature du phénomène dissident, rien n'est plus erroné qu'une telle démarche.

L'histoire de la répression enseigne que si celle-ci peut être efficace, ce n'est pas seulement parce qu'elle enferme les opposants en camp ou en hôpital psychiatrique, mais aussi parce qu'elle influe sur leurs positions, parce qu'elle agit comme un facteur de détermination de leurs orientations. En bref, sa réussite est d'avoir, pour un temps, isolé les opposants, physiquement mais aussi politiquement, du reste de la société.

Vera LILJENSTEIN

C'est précisément le XXe Congrès qui marquera l'acte de naissance de cette opposition : si elle élargit la critique du culte de la personnalité à une critique du stalinisme, elle restera néanmoins très marquée par cette origine et par la problématique du congrès lui-même.

Pour l'essentiel, à cette époque, les opposants, d'obédience marxiste, prennent le khrouchtchévisme pour support : le pouvoir est rarement attaqué de front, les fondements du régime ne sont guère remis en cause. Leur problématique initiale — comment concilier marxisme et humanisme — débouchera rapidement sur le problème des libertés démocratiques, mais jamais ces remises en cause, nées du XXe Congrès, répercutées et élargies par une grande partie de l'intelligentsia, ne porteront sur le problème des rapports économiques et sociaux, pourtant eux aussi issus du stalinisme. Le thème du Goulag (4) devient dominant dans la vie sociale, et les mémoires, les récits de ceux qui reviennent des camps, donnant naissance à une autre mémoire historique, vont fournir un ersatz de critère politique et moral que le stalinisme avait fait disparaître. Sans doute est-ce cela qui explique que la revendication initiale porte sur l'assouplissement de la censure. Pour les oppositionnels, la littérature joue un rôle fondamental de moyen d'expression politique, qui nulle part ailleurs ne leur est garantie.

En définitive, ce courant de dégel demandait la possibilité de rendre publics tous les « méfaits » du stalinisme, bien plus que des organes politiques visant à

L'histoire de l'opposition, elle, nous enseigne que le « phénomène dissident » ne réside pas dans un nombre variable et limité (3) d'individus porteurs d'une conscience radicalisée (ce qui le rendrait facile à éliminer), mais dans le fait qu'il est le reflet de processus sociaux réels et profonds à l'œuvre dans la société soviétique, processus que le dégel post-stalinien a révélé. A ce titre, il ne peut être durablement écrasé et les événements depuis le XXe Congrès du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), en 1956, l'attestent : malgré la répression, l'opposition, quelles que soient ses formes, ressurgit toujours, et parfois là où on l'attend le moins ...

Cependant, le visage qu'elle donne à voir aujourd'hui, les problèmes de survie auxquels elle se trouve confrontée méritent d'être étudiés. Pour comprendre l'impasse dans laquelle est arrivé le mouvement des droits de l'homme en URSS sous le brejnévisme, pour tenter de cerner les aspects qu'une nouvelle opposition est susceptible de présenter sous l'« andropovisme », il semble nécessaire de remonter à ses origines, de retracer son évolution. Dans toutes ses phases, la lutte de ces opposants a montré que leur histoire est essentiellement celle de leur rapport avec le pouvoir — et non avec les masses —, et surtout celle des immenses illusions nées avec le XXe Congrès.

garantir en permanence les libertés démocratiques. Mais, même limitées à une demande de garanties, de telles revendications avaient une logique, une dynamique inacceptables pour la bureaucratie. Celle-ci a très vite perçu qu'interroger le passé débouchait inmanquablement sur une remise en cause de ses pratiques actuelles, de même que les revendications démocratiques débouchaient directement sur une remise en cause de son monopole idéologique et politique, condition de sa survie.

DE LA VOLONTÉ DE REFORME A LA DÉMARCHÉ JURIDIQUE

Le verrouillage social que la bureaucratie va progressivement opérer (destitution de Khrouchtchev, fermeture des journaux libéraux officiels, menaces contre les « libéraux » assez efficaces pour les

faire rentrer dans le giron du pouvoir), la nouvelle ère d'arrestations et de procès qu'elle va inaugurer, vont, au fur et à mesure de leurs étapes, entamer les illusions nées du XXe Congrès. La seconde moitié des années 1960 verra une rupture progressive, au sein de l'opposition, avec l'idée de la possibilité de réformer le parti, de mener une lutte à l'intérieur des institutions, par des canaux officiels.

Sans qu'aucun bilan théorique n'ait jamais été tiré de cette démarche « réformiste », c'est de cette évolution qu'est né le mouvement de défense des droits de l'homme. Avec le recul, sa naissance apparaît plus comme un déplacement tactique que comme une rupture de la problématique oppositionnelle. On y retrouve les mêmes caractéristiques de fond : l'interlocuteur est toujours le pouvoir et non les masses ; l'arme préférée, la « publicité », la « légalité » ; les libertés démocratiques doivent toujours être octroyées,

1. KGB : Komitet Gossoudarstvennoi Bezopasnosti pri Sovete Ministrov (Comité de sécurité de l'Etat auprès du Conseil des ministres), service de contre-espionnage.

2. Du moins celles qui étaient connues de l'Ouest, c'est-à-dire essentiellement les différents comités de défense des droits de l'homme, les embryons de syndicats libres, la Commission d'étude de l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques, le mouvement « féministe » de Léningrad, et plusieurs « grandes » revues *samizdat*, telle la revue *Poiski* ...

A cet égard, le phénomène oppositionnel est abordé, dans cet article, sous un angle général strictement « dissident » : le problème des composantes nationales et/ou religieuses de

l'opposition n'est pas abordé, de même que certaines manifestations au sein de la classe ouvrière (grèves, absentéisme, alcoolisme, etc.) qui, elles, apparaissent plus comme des symptômes que comme des manifestations d'opposition et de remise en cause politique véritables.

3. Si l'on veut citer un chiffre, on peut prendre comme indicateur celui de la répression : sur les deux millions de détenus que compterait la population des camps, 10 000 à 20 000 apparaissent comme des « politiques », dont le plus gros pourcentage est constitué par des membres de sectes religieuses non officielles.

4. Vient de Gławnoje Ouprawlenie LAGerej, Direction principale des camps de travail forcé.



Défilé militaire d'anniversaire de la révolution de 1917. (DR)

mais désormais grâce à une pression extérieure. On voit, sous l'effet du slogan unique « *Respectez la Constitution !* », le « *légalisme oppositionnel* » des années 1960 se transformer en « *constitutionnalisme* » au cours des années 1970. Les opposants ne cherchent plus à amender le régime, ils réclament l'application intégrale de la loi et considèrent, à cet égard, qu'ils représentent la légalité contre un adversaire qui substitue l'idéologie au droit.

Cette orientation, déterminée en dernière analyse par la répression, marque une réduction sensible de la problématique oppositionnelle née du XXe Congrès : le terrain politique, idéologique est abandonné au profit du seul terrain juridique. Pour le mouvement, désormais, la lutte doit se limiter à la dénonciation des exactions, des violations par le pouvoir, de ses propres lois. Les faits eux-mêmes sont révélateurs : les groupes de défense des droits de l'homme déclarent n'avoir en vue aucune activité politique, ne posséder ni programme ni statuts, ni structure organisationnelle. Ils affirment au départ vouloir « *prêter concours aux autorités pour la création et l'application de garanties des droits de l'homme* ».

Cependant, la « *problématique des droits de l'homme* », de la dissidence, res-

tera marquée avant tout dans son histoire par un processus d'autonomisation croissant, par une déconnection d'avec le reste de la société. Différents facteurs peuvent expliquer qu'elle ait perdu peu à peu le soutien passif dont elle pouvait bénéficier au cours des années 1960. Tout d'abord, ce mouvement, qui se donnait pour vocation de défendre tous ceux qui étaient victimes des exactions du pouvoir (que ce soit dans le domaine économique, politique ou religieux) a été, sous les coups de la répression, contraint à l'auto-défense. Mais surtout, la « *professionnalisation* » du dissident, l'aspect pernicieux de formes répressives telles que le licenciement (et *a fortiori* l'exil et la perte de la nationalité) ont conduit à une désinsertion sociale du mouvement dans son ensemble, ce qui, en retour, ne pouvait que trouver un reflet dans ses orientations. Ces différents phénomènes — déterminés par la répression — ont donné lieu à une radicalisation (dans le mauvais sens du terme), à un durcissement, qui s'exprimait chez certains courants par une sorte de « *satanisation* » du pouvoir, perception qu'incontestablement les masses ne partageaient pas. Jusqu'au milieu des années 1970, la période brejnévienne reste celle d'une amélioration indéniable du niveau de vie. Enfin, un dernier facteur, qui lui ne relève pas de la répression,

a contribué à aggraver ce phénomène de désinsertion sociale. Le coup de fouet donné au mouvement des droits de l'homme par la signature des Accords d'Helsinki, en août 1975, a signifié implicitement que les conquêtes dépendaient essentiellement, pour ne pas dire exclusivement, de l'Ouest, celui-ci étant censé jouer le rôle du pôle extérieur pour faire pression sur les autorités soviétiques.

La fin des années 1970 verra, cependant, avec l'émergence d'un embryon de mouvement démocratique, un nouveau moment de la problématique dissidente. Le terme semble en effet plus adéquat que celui de mouvement de défense des droits de l'homme, pour exprimer la différenciation des activités qui commencent à s'opérer au sein de la dissidence. L'évolution que marquait le développement de tendances associatives telles que le SMOT (5), *l'Almanach : Femmes et Russie*, le Comité de défense des invalides ... ont rendu encore plus néces-

5. SMOT : initiales russes de l'Union interprofessionnelle libre des travailleurs, syndicat indépendant créé à Moscou en octobre 1978.

saire la répression. Tout d'abord parce que ces tendances n'avaient plus pour objet une « vague » défense des droits de l'homme, mais la défense concrète de certaines catégories de citoyens, et faisaient donc apparaître des revendications également plus concrètes, susceptibles d'éveiller un intérêt plus étendu. Enfin et surtout, parce que consciente ou non, leur logique était celle de l'organisation — porteuse d'une alternative politique — d'une alternative de société.

Ainsi, l'évolution qu'a subi l'opposition, la situation à laquelle elle se trouve confrontée aujourd'hui, les aspects spécifiques qu'elle montre pousse à s'interroger : comment comprendre le type de discours qu'elle véhicule, et d'où aucune alternative politique ne semble se dégager, comment expliquer sa marginalité, le fait qu'aucun lien, aucune jonction ne puissent être matérialisés entre ces intellectuels opposants et une contestation sociale larvée plus générale (notamment au sein de la classe ouvrière) ? Ces questions apparaissent comme fondamentales si l'on veut éviter toute conception policière de l'histoire : la répression seule reste impuissante à expliquer le laminage de la dissidence traditionnelle, telle qu'on l'a connue au cours de la dernière décennie.

LES RAISONS DE LA MARGINALITÉ DE LA « DISSIDENCE »

Evoquer le poids spécifique du stalinisme au sein de la société soviétique peut sembler relever du lieu commun, cependant, c'est bien là que se situent les fondements de la relative stabilité du régime. Ce « passé qui pèse lourd » se traduit par deux phénomènes fondamentaux qui, à leur tour, peuvent expliquer les « faiblesses » internes de la dissidence.

La non-remise en cause de l'équation « URSS égale socialisme », l'absence d'alternative et de cadre de référence idéologique qu'elle implique, apparaissent à la base de phénomènes politiques et sociaux spécifiques. Le dévoiement absolu du langage politique que le stalinisme a institué symbolise cet état de fait. C'est ainsi qu'il faut comprendre les attitudes non-conformistes dans la vie privée, l'essor de la religion, les discours « métaphysiques » de nombreux dissidents, le primat de la morale sur la politique (qui a un fondement des plus objectifs : comment ne pas aborder le problème du Goulag en termes éthiques ?). Ils apparaissent comme autant de langages, comme autant de modes d'expression possibles.

Aujourd'hui, la religion apparaît sensiblement comme une voie de radicalisation pour la jeunesse, quitte à être relativisée par la suite. Une telle compréhension de ces phénomènes implique de ne pas rejeter *a priori* de tels courants, qui seraient qualifiés, en société capitaliste, de réactionnaires ou d'apolitiques, et implique également de les approcher avec d'autres critères. De même qu'on a appris, par rapport à la bureaucratie, à dissocier son discours apparent (pseudo marxiste)

de sa nature et de son orientation, il faut, pour la dissidence, faire une différence entre son discours apparent et la dynamique de ses activités. Il faut voir ce qu'il y a derrière ce discours oppositionnel latent, saisir sa signification et sa dynamique virtuelles, comprendre le rôle potentiel de ces phénomènes anti-normes qui ne peuvent être intégrés par le pouvoir, car ils débouchent sur des remises en cause plus larges et ils tendent à restituer très vite, dans ces sociétés, la dimension politique du quotidien.

Le problème de l'absence de cadre de référence idéologique se trouve démultiplié au niveau de la dissidence strictement dite. Il souligne deux phénomènes, deux types de réaction au discours « marxiste » de la bureaucratie. L'un d'eux s'exprime par un refus absolu de faire de la politique, « de faire de l'idéologie », et les manifestations en sont nombreuses, que ce soit l'aspect « métaphysique » du discours, que ce soient les positions volontairement « apolitiques » du mouvement des droits de l'homme, ou encore le mode de défense au cours des procès, où l'on oppose systématiquement le droit à l'idéologie. L'extrême confusion idéologique qui caractérise pour une grande partie le discours dissident apparaît comme l'autre expression de ce problème ; il relève souvent d'un simple réflexe d'inversion par rapport à l'idéologie officielle et y prend le contre-pied systématique de l'apparente glorification du marxisme, des travailleurs, de 1917, de l'idée du parti, etc.

Cependant, la dynamique de cette « idéologie » contestataire, du seul fait qu'elle sorte effectivement des cadres officiels de discussion, qu'elle fournit (par le biais du *samizdat*) un cadre de débat inexistant ailleurs, qu'elle introduise des idées alternatives, relativise l'idéologie officielle et la cohérence du système, entame la croyance généralisée en l'impossibilité de le changer.

Alors qu'il concentrait tous les pouvoirs. (DR)



C'est également le manque de confrontations, comme le montre Petr Uhl, qui favorise les illusions sur le monde occidental et les programmes de régénération morale. « En fait, l'absence de discussion, l'interdiction de confronter ses opinions et de proposer des conceptions conformes aux intérêts des travail-

leurs créent dans une grande partie de la population un climat propice à l'idéologie de droite. (6) »

Enfin, un autre aspect du poids spécifique du stalinisme en URSS doit être évoqué, car il donne lieu à un phénomène fondamental, qui accuse une très forte différence avec les démocraties populaires. La répression de masse qu'a connue l'URSS dans les années 1930 et 1940, ses camps et ses millions de morts constituent de façon logique une interrogation, un moment essentiel de la réflexion oppositionnelle.

Face à l'ampleur du phénomène — qui a concerné tout un chacun —, le discours dissident véhicule une idée, une perception politique et morale spécifique, selon lesquelles ce n'est pas un homme ni le parti ou les organes répressifs qui peuvent répondre d'une telle tragédie historique, mais tout un chacun. Cette « inexistence » de l'ennemi politique est très sensible dans la majorité des réflexions théoriques oppositionnelles. Celles-ci montrent qu'il n'y a pas, ou très peu, de conscience de « là où se situe l'ennemi ». C'est pourquoi il semble difficile aujourd'hui encore de parler (tout du moins à partir des informations disponibles) d'une opposition antibureaucratique (consciente) en URSS.

LA FAIBLESSE DU COURANT MARXISTE DISSIDENT

L'évocation de tels phénomènes mène à s'interroger sur la faiblesse du courant marxiste dissident et sur la perte d'influence très nette qu'il a subie dans la dernière décennie. Citons rapidement quelques facteurs qui en sont à l'origine. Tout d'abord, c'est le courant qui a entretenu le plus souvent des illusions sur le pouvoir, et Medvedev en est un exemple caricatural. Ensuite, le fait qu'il ait posé le débat essentiellement dans les termes d'une conciliation entre marxisme et humanisme, qu'il n'ait jamais remis en cause, face au stalinisme, le problème des rapports économiques et sociaux a sans nul doute joué un rôle important. Enfin et surtout, contrairement aux autres pays de l'Est (et notamment la Pologne), les opposants marxistes n'ont pas été interpellés par des manifestations d'opposition ouverte au sein de la classe ouvrière.

Ce problème amène à évoquer le second grand fondement de la relative stabilité du régime soviétique. L'atomisation de la société, le cloisonnement extrême pour ne pas dire le fossé qui existe entre la classe ouvrière et les autres couches sociales sont des faits connus et caractéristiques, et peuvent expliquer en partie qu'il n'y ait pas eu de liens entre l'opposition et la classe ouvrière.

6. « Le socialisme emprisonné », Editions Stock 2/La Brèche, Paris, 1981.

Ajoutons simplement que le fossé qui existe « naturellement » entre eux se trouve encore aggravé par différents facteurs. Tout d'abord par la tactique du pouvoir concernant la répression : contre les opposants, il utilise les sentiments nationalistes et anti-intellectuels profonds et réels qui existent au sein de la population pour justifier la répression, mais face à tout mouvement de contestation de la classe ouvrière, il bloque l'information et tait la répression. Rappelons que la révolte ouvrière de Novotcherkass en 1962, mâtée dans le sang, n'a été connue qu'en 1973.

Le problème de l'information apparaît donc comme un facteur de poids pour maintenir cette société cloisonnée. Les dimensions du pays et son organisation sont telles que la population reste, dans sa grande majorité, étrangère aux réalités autres que celles de sa région.

Enfin, des facteurs internes à la dissidence apparaissent à la fois comme causes et conséquences d'un tel phénomène et ont déjà été évoqués. Ses débats évacuent les problèmes économiques et sociaux, ses activités de défense ont tourné à l'autodéfense, son énergie s'est concentrée presque uniquement sur « l'Ouest » au cours des dernières années, sa désinsertion sociale va croissant, etc.

Cette coupure se traduit aujourd'hui par un processus contradictoire : si, à partir d'interrogations historiques et culturelles, l'opposition intellectuelle est devenue majoritairement antistalinienne, il semble qu'on assiste depuis peu, dans la classe ouvrière, à l'émergence d'une sorte de « stalinisme populaire » sur le mode de : « A cette époque, il n'y avait pas de hausse des prix et les gens travaillaient... »

LA SITUATION ACTUELLE : UNE NOUVELLE DONNE

Le tableau ici tracé peut donner à croire que l'« andropovisme » est assuré d'une relative tranquillité. De

nouvelles données viennent infirmer une telle perspective, et elles peuvent entraîner, à long terme, une modification radicale du rapport entre le pouvoir et l'opposition. Concernant les problèmes polonais ou afghan, il convient d'être prudent sur les répercussions qu'ils seraient censés occasionner en URSS. Le blocage de l'information s'avère souvent efficace, la propagande du pouvoir porte incontestablement ses fruits (particulièrement ses arguments « alimentaires » pour faire de la Pologne un bouc émissaire). Si un début de contestation se fait jour à propos de l'invasion en Afghanistan, il émane essentiellement des Républiques



Ouvrière soviétique du bâtiment. Que lui proposent les dissidents ? (DR)

baltes et donne davantage lieu à l'expression de sentiments nationalistes, peu susceptibles de s'étendre ailleurs.

Ce sont d'autres facteurs qui pourraient troubler ce qu'on a appelé la stabilité de l'ère Brejnev. La crise économique, sensible en URSS depuis la seconde moitié des années 1970, entraîne visiblement une remise en cause de l'équi-

libre savant qui est à l'origine d'un certain consensus au sein de la population et notamment au sein de la classe ouvrière. L'expérience montre que s'il y a un facteur qui amène les travailleurs à sanctionner le pouvoir, c'est la remise en cause du minimum de garanties considérées comme un dû, comme un acquis, c'est-à-dire un approvisionnement alimentaire minimal (et dans une certaine mesure la stabilité des prix) et une faible productivité du travail, un certain « droit à la paresse » seule concession faite aux travailleurs. Or, la crise économique se traduit notamment par des pénuries de plus en plus fréquentes des produits de base et par des mesures coercitives visant à pallier la faible productivité du travail. Ainsi, l'organisation du travail en brigades doit être généralisée à toute l'industrie d'ici 1985 ; salaires et gratifications dépendent désormais du travail non d'un seul travailleur mais de tous les membres de la brigade. Chacun a donc intérêt à surveiller étroitement le travail de ses collègues.

Dans cette nouvelle conjoncture, les foyers isolés de mécontentement risquent de se multiplier, cependant, un « embrasement à la polonaise », le fait que l'amélioration du niveau de vie ne soit plus octroyée mais fasse l'objet d'une revendication des travailleurs, sont impensables, si l'information n'est pas libérée de son carcan. C'est là que l'on prend conscience de la force potentielle de ces petites revues *samizdat* qui circulent de mains en mains.

Enfin, l'apparition d'une nouvelle génération dans l'opposition (dont il a été rendu compte dans *Inprecor* numéro 131 du 26 juillet 1982) peut constituer, si elle se développe, un facteur de poids dans cette nouvelle conjoncture socio-économique. Cette nouvelle génération a tiré un bilan critique de la tactique légaliste de la dissidence, qui se prétendait apolitique et privilégiait le pouvoir comme unique interlocuteur, qui s'est trouvée coupée des masses et dans une situation de dépendance quasi totale vis-à-vis de la presse occidentale. Ces oppositionnels qui se situent, eux, dans une perspective de critique socialiste du régime, ont tracé le cadre d'une nouvelle orientation.

Rappelons simplement que ses grandes lignes marquent une volonté affirmée de s'orienter en direction des masses, d'élaborer des programmes sociaux concrets, de rassembler les partisans de la démocratie et du socialisme.

Une telle orientation, si elle peut être développée et concrétisée, marquerait la première véritable rupture au sein de la problématique oppositionnelle depuis le XXe Congrès. Elle équivaldrait à une réinsertion sociale et politique de l'opposition dans la vie sociale, susceptible, à l'avenir, d'entrer en résonance avec les manifestations de mécontentement que fait naître la crise économique.

Gageons que si l'« andropovisme » inaugure un nouveau type de maladie, ce ne sera pas celle de l'immobilisme. ■

Vera LILIENSTEIN
Décembre 1982.

librairie diffusion

LA BRECHE

5 % de réduction sur tous les livres

*** * ***

Horaires d'ouverture :

— le lundi de 14 h à 20 h

— du mardi au samedi
de 12 h à 20 h

9, rue de Tunis,
75011 PARIS. Tél : 367 63 57



"Les forces stratégiques américaines sont bien supérieures à celles des Soviétiques"

Témoignage du professeur Bethe

devant la commission des Affaires étrangères du Sénat américain

C'EST paradoxalement quelques jours seulement après la nomination de Youri Andropov à la tête du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) que le président américain Ronald Reagan a annoncé, le 22 novembre dernier, une nouvelle escalade dans sa politique de course aux armements, en rendant publique sa décision d'installer, d'ici à fin 1986, dans le Wyoming, un Etat du centre des Etats-Unis, cent fusées intercontinentales MX (« missile expérimental »).

Ces missiles, longs d'une vingtaine de mètres et pesant, au départ, 90 tonnes, sont d'une puissance et d'une précision meurtrières, encore supérieures à celles de leurs prédécesseurs. Le quotidien français *le Monde* note, dans son édition du 24 novembre, que le MX est d'une « capacité d'emport (charge utile) de 3,5 tonnes, contre moins de 1,2 tonnes pour le missile existant *Minuteman 3*. Il emportera dix charges nucléaires d'une puissance équivalente à 300 ou 500 kilotonnes d'explosif classique. Sa précision, après une course de 13 000 kilomètres, sera de l'ordre de 150 mètres, contre 220 mètres pour le *Minuteman 3* ».

Cette redoutable arme de guerre a pourtant été qualifiée de *Peace Keeper* (« gardien de la paix ») par Ronald Reagan,

Je suis professeur de physique à l'université de Cornell depuis 1935. En 1967, j'ai reçu le Prix Nobel pour mes études sur les réactions nucléaires dans les étoiles. J'ai été responsable du département théorique des laboratoires scientifiques de Los Alamos, de 1943 à 1945, période durant laquelle ces laboratoires ont produit la première bombe atomique. J'ai assisté, en tant qu'expert, les laboratoires scientifiques de Los Alamos au moins une fois l'an depuis. J'ai été membre du Comité consultatif scientifique du Président des Etats-Unis, de 1957 à 1960, et membre de sa Commission militaire stratégique jusqu'en 1969, date à laquelle cette Commission fut dissoute. En 1958, j'ai participé, à Genève, à la Conférence des experts qui discutait de la possibilité d'une interdiction des essais d'armes nucléaires et qui a abouti à la signature du Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires, en 1963 (1).

Je témoigne ici au nom de l'Union des scientifiques concernés de Cambridge, Massachusetts, mais les idées exprimées dans ce témoignage sont les miennes.

« NOUS AVONS PLUS DE TÊTES NUCLÉAIRES QUE LES RUSSES »

Plusieurs membres du gouvernement ont déclaré à de nombreuses reprises que notre armement nucléaire était inférieur à celui de l'Union soviétique et que nous devions donc renforcer cet armement. A mon avis, une telle infériorité n'existe pas. Nous avons plus de têtes nucléaires que les Russes, et je pense que c'est là la mesure la plus importante de la force relative d'un pays. De plus, comme l'a souligné Henry Kissinger il y a de nombreuses années, au niveau actuel d'ar-

mement stratégique, la supériorité en nombre ou en mégatonnes ne signifie rien.

On nous dit qu'il existe une zone de vulnérabilité, car les Russes pourraient utiliser leurs gros ICBM (2) pour détruire nos ICBM terrestres. Mais il existe un accord général sur le fait que ceci n'est pas possible *maintenant*, mais pourrait le devenir dans quelques années, quand les missiles russes auront été améliorés. Mis à part la question de la possibilité technique, j'estime qu'une telle capacité de *first strike* (« première frappe ») ne donnerait aucun avantage militaire significatif aux Russes, pour la bonne raison que les ICBM ne forment qu'un quart de notre force nucléaire stratégique, mesurée en nombre d'ogives. La moitié de notre force se trouve à bord de sous-marins nucléaires invulnérables, et un quart sur des bombardiers qui peuvent décoller immédiatement, en cas d'alerte, de leurs bases largement dispersées. Il nous resterait donc encore une énorme force de frappe, même si tous nos ICBM étaient détruits.

Une attaque contre nos ICBM provoquerait sans doute une volonté de riposte au sein du peuple américain. Les retombées d'une telle attaque tueraient des millions d'Américains. Ceci aurait des effets psychologiques bien plus profonds que Pearl Harbor (3), mais aurait moins de conséquences militaires que Pearl Harbor.

On explique parfois que les missiles nucléaires installés à bord de nos sous-marins ne sont pas assez précis. Cependant, pour qu'une attaque des Russes contre nos ICBM ait un sens, elle devrait s'accompagner d'une invasion massive de l'Europe occidentale. Or, les installations militaires nécessaires à une telle invasion (champs d'aviation, munitions et dépôts

en vertu du principe suivant lequel « si nous ne démontrons pas notre volonté de reconstruire notre force et de rétablir l'équilibre militaire, les Soviétiques, qui sont loin devant nous, ne seront guère incités à négocier la réduction des armements ». (*Le Monde*, 24 novembre 1982). Dans la même veine, le quotidien bourgeois français *le Figaro*, dans son édition du 3 décembre, renchérit : « L'installation des euromissiles américains a pour nécessité urgente de contrebalancer la menace nucléaire écrasante que font peser sur l'Europe les nouveaux missiles soviétiques SS-20. »

Au moment où nombre de dirigeants sociaux-démocrates, dont certains participent à la gestion d'Etats bourgeois, sont prêts à répondre aux sirènes impérialistes sur le thème de la supériorité militaire soviétique et du danger qui en découle, le témoignage du professeur américain Bethe — fait devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat des Etats-Unis et que nous publions ci-après — est intéressant dans la mesure où il présente l'argumentation d'un spécialiste américain qui réfute la thèse de la supériorité soviétique en matière d'armement nucléaire.

de carburant) et les bases de lancement d'une telle opération sont toutes des cibles vulnérables pour lesquelles les missiles installés sur nos sous-marins seraient assez précis. En conséquence, une éventuelle attaque contre nos ICBM n'aurait pratiquement aucun effet sur notre capacité de riposte militaire. Il n'existe donc pas de faille dans notre défense.

On entend bien souvent dire également que les Russes ont introduit de nombreuses armes nouvelles très puissantes, comme les SS-18, SS-19 et SS-20, alors que nous n'avons rien fait. Cette affirmation n'est pas exacte. Si l'enveloppe globale de nos *Minuteman* ICBM est demeurée la même, nous sommes passés des *Minuteman 1* aux *Minuteman 2* et *3* et, parmi ces derniers, nous avons introduit les *MIRV* (4). Les Russes ont cherché à imiter ces développements, ce qui leur a donné leur grande capacité de frappe. Mais ce qui est plus important, c'est que nous sommes passés, sur nos sous-marins, des fusées *Polaris* au *Poséidon*, puis au *Trident I*. Ce dernier représente un progrès significatif. Le rayon d'action de *Trident I* est de 4 000 miles (plus de 6 000 km), alors que celui du *Poséidon* n'était

1. Le 5 août 1963, le Traité de Moscou a interdit à ses signataires les essais nucléaires dans l'atmosphère, l'espace et sous l'eau. La République populaire de Chine et la France ne l'ont pas ratifié. Les USA et l'URSS n'ont plus procédé à des explosions dans l'atmosphère depuis cette date.

2. ICBM : *Intercontinental Ballistic Missile* (missile balistique intercontinental).

3. C'est à Pearl Harbor que le Japon attaqua les Etats-Unis au cours de la Deuxième Guerre mondiale, en 1941.

4. *MIRV* : *Multiple Independently Targeted Vehicle* (ogive à têtes multiples et à guidage indépendant).

que de 2 000 miles (environ 3 000 km). Ceci permet à nos sous-marins de toucher la Russie à partir de n'importe quel point de l'Atlantique Nord. Il est très difficile de repérer des sous-marins en mer, et maintenant qu'ils peuvent se déplacer sous une surface aussi grande que l'océan, ils sont encore plus insaisissables. Ceci a grandement renforcé leur invulnérabilité.

Les USA n'ont donc pas connu d'arrêt dans le développement de leur armement nucléaire. L'adjonction la plus importante à notre arsenal est le missile de croisière (*Cruise*) qui est en train d'être installé sur nos bombardiers B-52. Le missile de croisière peut pénétrer à l'intérieur de l'Union soviétique. Et il n'existe

pure perte d'argent. Nous devrions maintenir l'accent sur les armes installées sur nos sous-marins et nos bombardiers. Ceci rend en effet nos forces pratiquement invulnérables et, en conséquence, supérieures à celles des Russes. S'il existe une zone de vulnérabilité, elle se trouve sans aucun doute du côté de l'Union soviétique.

« NOTRE SEUL ESPOIR RÉSIDE DANS UNE RÉDUCTION SUBSTANTIELLE DES ARMEMENTS »

Comme je l'ai dit, plusieurs de nos programmes d'armement sont inutiles : le B-1, le *Stealth* et le MX. Mais nous devons appuyer pleinement le programme de

une réduction significative (mais apparemment non précisée) du nombre de missiles. Ceci me semble raisonnable et équitable. La seconde phase de ce plan, qui propose d'égaliser la puissance de tir des missiles, sera plus difficile à négocier, dans la mesure où elle exige de plus grands sacrifices de la part de l'Union soviétique que de la part des USA. Il sera donc important de choisir un négociateur qui allie la flexibilité à la fermeté et qui soit tout à fait convaincu de la nécessité d'arriver à une réduction des armements et à un accord avec les Soviétiques.

De toutes façons, les négociations avec les Russes sont difficiles et longues. Il a fallu six ans pour arriver au traité SALT II. Or, on ne peut pas attendre aussi longtemps. Nous devons arrêter la course aux armements par des mesures qui ne souffrent pas de si longs délais. Je trouve très séduisante la proposition de George Kennan, spécialiste bien connu de l'Union soviétique, reprise récemment par l'amiral Noël Gayler dans le *New York Times Magazine* du 25 avril 1982. Ce plan propose des réductions annuelles similaires effectuées par les deux superpuissances, disons de 5 % des forces existantes. Chaque partie choisirait quelles armes elle veut supprimer, et nos satellites pourraient facilement vérifier que cela est effectivement fait. Ce plan est si simple qu'un accord peut être atteint très vite, comme pour l'interdiction partielle des essais en 1963. Mais, en fait, il ne demande même pas un accord ; nous pourrions opérer une telle réduction et défier les Russes d'en faire autant. S'ils le faisaient, nous opérerions une autre réduction l'année suivante et ainsi de suite. Ceci ne demanderait aucun traité et renforcerait notre sécurité.

De telles réductions mutuelles ne sauraient remplacer un traité négocié, qui a un caractère permanent allant bien au-delà des réductions que j'ai proposées. De plus, un traité pourrait améliorer l'équilibre et l'invulnérabilité des forces stratégiques des deux pays. Ceci supprimerait la menace d'attaques préventives et l'actuelle nervosité qui risque de provoquer une guerre nucléaire par accident ou mauvais calcul.

Pour résumer :

- nos forces stratégiques sont bien supérieures à celles des Soviétiques
- notre sécurité nationale et celle de nos alliés sont menacées avant tout par la taille affolante et la croissance continue des deux arsenaux nucléaires.

Tels sont les faits fondamentaux. Une fois qu'on les a admis, les éléments essentiels d'une politique de sécurité nationale saine deviennent évidents. ■

« *New York Review of Books* »
10 juin 1982.

5. SALT II : *Strategic Arms Limitation Talks* (négociations sur la limitation des armements stratégiques). Les SALT II se sont déroulées de 1972 à 1977. La ratification définitive du Traité a été repoussée par les USA, sous prétexte des événements d'Afghanistan.



Un missile de croisière Cruise en exposition lors d'une foire à l'armement. (DR)

aucun système de défense capable de le contrer. Le missile de croisière (dont 3 000 doivent être installés à bord de nos bombardiers) a rendu totalement désuet le système de défense aérienne sophistiqué et coûteux des Russes. Bref, nous avons et nous continuerons à posséder, dans le futur, deux forces stratégiques totalement indépendantes et pratiquement invulnérables.

Puisque le missile de croisière peut pénétrer en Union soviétique, et puisqu'il est extrêmement précis, nous n'avons pas besoin d'un nouveau bombardier, comme le B-1 ou le *Stealth* (« le furtif»). Le B-52 devra peut-être éventuellement être remplacé, mais je ne vois pas pourquoi son remplaçant devrait avoir un équipement électronique très sophistiqué lui permettant de pénétrer en Russie, équipement qui rend le B-1 ou le *Stealth* extrêmement coûteux. On peut pénétrer en Russie de façon bien plus efficace et moins coûteuse avec le missile de croisière.

Le gouvernement a déclaré que nous devons arriver à une parité de forces stratégiques dans toutes les catégories. Si cela signifie que nous devons arriver à la parité également pour les ICBM, je ne suis pas d'accord. Etant donné la précision croissante des missiles, des deux côtés, toutes les armes terrestres vont devenir vulnérables. Je ne peux pas imaginer un déploiement d'armes terrestres qui soit sûr et, à mon avis, l'installation de MX est une

sous-marins, en insistant en particulier sur l'amélioration des moyens de communication avec nos sous-marins, comme l'a souligné à juste titre le gouvernement. De même, si nous voulons diminuer notre dépendance par rapport aux missiles installés en Europe, objectif que je soutiens tout à fait, nous devons développer nos forces traditionnelles, en exploitant en particulier notre excellente technologie pour les armes anti-tank.

Nous ne sommes pas inférieurs aux Russes en matière d'armes stratégiques. Mais tout comme l'URSS et l'Europe occidentale, nous sommes sérieusement menacés par le fait que l'énorme arsenal d'armes nucléaires accumulé des deux côtés puisse un jour être utilisé. Notre seul espoir réside dans une réduction substantielle de ces armements. Un premier pas serait la ratification du traité SALT II (5) par le Sénat. Le sénateur Gary Hart a bien montré les avantages de cette ratification dans le *New York Times* du 2 mai dernier. Entre autres choses, si SALT II avait été ratifié en 1980, les Russes auraient désormais 250 missiles stratégiques en moins, et ils ne pourraient pas poursuivre leur accumulation d'armement.

Il est évident que nous devons faire plus. Je suis content de voir que le Président Ronald Reagan vient de proposer un plan de négociation des réductions d'armement avec l'Union soviétique. La première phase de ce plan propose une réduction des têtes nucléaires des deux côtés, d'environ 7 500 à environ 5 000, et

Nouvelle lutte en perspective chez les travailleurs américains et canadiens

L'AMERIQUE DU NORD est plongée dans la plus profonde crise économique qu'elle ait connue depuis la Grande dépression des années 1930. Selon les chiffres officiels, le chômage atteint aux Etats-Unis plus de 10,4 % de la population active, et il va croissant. Au Canada, le chiffre est de 12,2 %.

Les entreprises industrielles des USA ne travaillent qu'à 68,4 % de leur capacité productive, ce qui est le niveau le plus

bas enregistré depuis que le gouvernement a commencé, en 1948, à tenir des statistiques. Des porte-parole officiels expliquent même que ce chiffre serait encore plus élevé si un grand nombre d'entreprises n'étaient pas d'ores et déjà fermées.

Au Canada, la production industrielle est tombée de plus de 16 % et le gouvernement d'Ottawa prévoit que l'ensemble de la production économique aura chuté de plus de 4 % à la fin de l'année.

Will REISSNER

Industrie après industrie, les capitalistes américains et canadiens se sont servis de la crise de leur système économique pour essayer de faire renoncer les travailleurs à leurs acquis durement gagnés, en ce qui concerne les salaires, les indemnités et les conditions de travail.

Les exigences des patrons vis-à-vis des travailleurs ont été activement soutenues par les couches les plus élevées de la bureaucratie syndicale. Ceux qui dirigent ainsi le mouvement ouvrier sur une voie erronée sont totalement plongés dans la collaboration de classes et se font les apôtres de l'idée selon laquelle ce sont les employeurs qui doivent prospérer, avant les travailleurs. Ils pressent leur base de renoncer à ce que le mouvement ouvrier a gagné par ses luttes précédentes.

Les représentants officiels de la Confédération syndicale de l'AFL-CIO (1) ne font que répéter l'argumentation des patrons et des gouvernements américain et canadien, lorsqu'ils expliquent que le niveau actuel des salaires et le « laxisme » dans l'organisation du travail rendent l'industrie américaine non compétitive et entraînent, par conséquent, licenciements et fermetures d'usines.

Pierre Elliott Trudeau, Premier ministre du Canada, a récemment fait plusieurs interventions dans ce sens, à la télévision, appelant les ouvriers à réduire très fortement leurs revendications d'augmentation de salaires. Il demanda aux travailleurs canadiens de réfléchir à la question suivante : « *Pouvons-nous maintenir la compétition, non contre d'autres Canadiens, mais contre les fabricants de voitures japonais, les bûcherons scandinaves, les céréaliers du Nebraska ?* »

Les bureaucrates syndicaux, au Canada comme aux Etats-Unis, ont repris ce refrain. Ils expliquent à leur base que si « nos » entreprises doivent être à la hauteur de la concurrence, les employeurs ont besoin d'un soulagement au niveau des salaires et d'un plus grand contrôle sur l'organisation du travail. Les fonctionnaires syndicaux viennent renfor-

cer l'insistance que mettent les patrons à faire croire que l'amélioration des salaires et des conditions de travail doit être liée à l'accroissement des profits.

DES LEÇONS A TIRER

Sous les premiers coups de la récession économique, de nombreux travailleurs ont été enclins à accepter cette argumentation.

Mais trois années de l'expérience amère des concessions ont fini par convaincre les travailleurs que les reculs ne servaient en rien la sauvegarde des emplois ni la solution des problèmes économiques. Ils ont commencé à comprendre que les concessions ne font que mettre en marche une spirale infernale qui entraîne chaque fois de nouvelles concessions.

Dans les dernières semaines, ce changement de conscience est apparu chez les ouvriers de Chrysler, chez les sidérurgistes, les mineurs de charbon et les employés du secteur public, en Amérique du Nord.

LES TRAVAILLEURS DE CHRYSLER REJETENT LE CONTRAT

Il y a trois ans, sous la pression concertée de la direction de l'entreprise, de l'administration Carter et de la direction du Syndicat des travailleurs de l'automobile (United Auto Workers, UAW) (2), les ouvriers de Chrysler avaient donné leur accord à tout un ensemble de réductions de leurs avantages acquis, qui allait très loin. Sans ces sacrifices, leur avait-on dit, l'entreprise courrait à la faillite et ils risquaient tous de perdre leur emploi. Face à cette sinistre alternative, les travailleurs avaient accepté la nécessité d'une « égalité dans le sacrifice ».

La convention collective Chrysler de 1979 avait été saluée par l'ensemble du patronat comme un modèle à appliquer à toutes les industries des Etats-Unis et du Canada.

Mais, lorsque à la mi-octobre 1982, le contrat vint à renouvellement, les travailleurs de Chrysler votèrent contre le

nouveau pacte conclu par la direction de l'UAW. La convention rejetée n'offrait ni augmentation immédiate des salaires ni protection de l'emploi, et elle contenait encore de nouvelles concessions sur l'augmentation des cadences et l'organisation du travail.

Au Canada, les employés de Chrysler se sont vus offrir la même convention. Ils l'ont, eux aussi, rejetée et sont partis en grève le 5 novembre de cette année.

A la suite de ces votes, le Président de l'UAW, Douglas Fraser, qui siège au Conseil d'administration de Chrysler, sentit que la température avait atteint un tel degré qu'il était préférable qu'il quitte, temporairement, son poste à la compagnie.

C'est d'une bien dure façon que les ouvriers de Chrysler ont appris que les concessions ne permettent pas de sauver l'emploi. En 1979, quand on demanda aux travailleurs de Chrysler d'accepter des salaires et des indemnités notablement inférieurs à ceux dont bénéficiaient les ouvriers de General Motors et de Ford, la compagnie employait 76 000 ouvriers. Trois ans plus tard, ils ne sont plus que 45 000. Et ceci, après avoir accepté de perdre une somme d'environ 1,06 milliards de dollars en salaires et en indemnités et d'être payés 2,68 dollars de l'heure de moins que ceux de la General Motors ou de Ford.

Aujourd'hui, Chrysler, qui possède plus de 1 milliard de dollars de liquidités en réserve, exige encore davantage de concessions.

Les travailleurs de Chrysler ont dit

1. AFL-CIO : fondée en 1955 par la fusion de l'American Federation of Labor (AFL, Fédération américaine du travail) et du Congress of Industrial Organizations (CIO, Congrès des syndicats d'industries). Seule confédération syndicale existant à l'échelle fédérale, elle compte 13,5 millions d'adhérents, soit 85 % des ouvriers syndiqués et 19 % des salariés.

2. L'UAW, de tendance social-démocrate, est sortie de l'AFL-CIO dans les années 1970, essentiellement pour des raisons de respect de la démocratie syndicale.

« Trop c'est trop ! ». Les 10 000 grévistes canadiens n'ont pas eu d'augmentation depuis mars 1980, malgré deux années d'inflation à double chiffre au Canada. Leur pouvoir d'achat a baissé de plus de 25 %. Les grévistes sont soutenus par les travailleurs de Chrysler aux USA. Ces derniers, en effet, savent que le résultat de ce qui se passe au Canada aura un impact important sur l'issue de leur propre lutte à venir au moment du nouveau contrat. Pour les travailleurs de General Motors et de Ford, l'enjeu est également important, car les patrons de ces entreprises ont utilisé les concessions obtenues chez Chrysler pour imposer des reculs similaires.

Le journal de Toronto *Globe and Mail* compare ces grévistes de Chrysler à des « rongeurs se précipitant dans la mer » et qui semblent avoir « la hâte incontrôlée de rejoindre les files de chômeurs ».

Mais les travailleurs de l'automobile savent maintenant que trois années de concessions n'ont pas empêché 30 000 de leurs collègues d'aller allonger les queues de chômeurs.

Le rejet de la convention Chrysler aux États-Unis et au Canada montre que les travailleurs commencent à rompre avec l'impasse stratégique de la collaboration de classes, avec l'idée que ce qui est bon pour l'entreprise est également bon pour eux.

« Je n'arriverai plus à payer mon crédit s'il y a un nouveau blocage des salaires, dit un gréviste lors d'une émission de radio canadienne ; c'est la même chose pour plusieurs copains de l'usine. Si nous devons boire la tasse, nous ferons tout notre possible pour que la compagnie y passe aussi. » Un autre refuse de se laisser impressionner par les déclarations de la compagnie sur le risque de faillite au cas où les travailleurs refuseraient de nouvelles concessions. « Laissez-les couler, dit-il, moi, je coule. »

Les membres du Syndicat de l'automobile du Canada montrent que la seule façon de lutter pour les emplois est de défendre leurs intérêts de classe, qu'importe ce que les patrons disent des conséquences que cela aura sur les profits ou la bonne marche des affaires.

LES SIDÉRURGISTES DISENT « NON ! »

Le contrat conclu entre l'UAW et Chrysler, en 1979, fut un modèle que les patrons ont essayé de faire entrer dans la gorge des autres travailleurs. Il en a été de même avec l'accord de non-grève que le Syndicat des sidérurgistes d'Amérique (United Steel Workers of America, USWA) avait conclu en 1973 avec les compagnies fabriquant l'acier.

Mais la base des sidérurgistes tira aussi la leçon des expériences des dix dernières années. Ils résistent aujourd'hui aux exigences du patronat qui leur demande encore de plus grandes concessions.

Le 18 novembre 1982, le Bureau exécutif de l'USWA a accepté, à l'unanimité, un contrat d'une durée de 45 mois

qui aurait réduit le salaire moyen des sidérurgistes de 1,5 dollar et les indemnités de 75 cents de l'heure, rien que pour la première année.

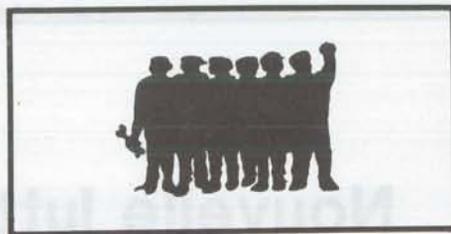
Le président de l'USWA, Lloyd McBride expliqua que les patrons insistaient sur ces concessions et qu'une grève ne conduirait qu'à accroître les importations d'acier.

Mais dès le lendemain, 600 représentants locaux de l'USWA, qui sont plus proches de l'état d'esprit de la base, rejetèrent à une écrasante majorité ce contrat. C'est clairement l'exemple de Chrysler qui avait encouragé cette résistance.

A la suite du vote, Lloyd McBride a déclaré qu'il avait essayé de persuader les négociateurs industriels de ne pas exiger de si lourdes concessions. Mais, se plaignit-il, « le patronat explique que ce sont des choses qu'il lui faut absolument obtenir ».

LES MINEURS AUSSI

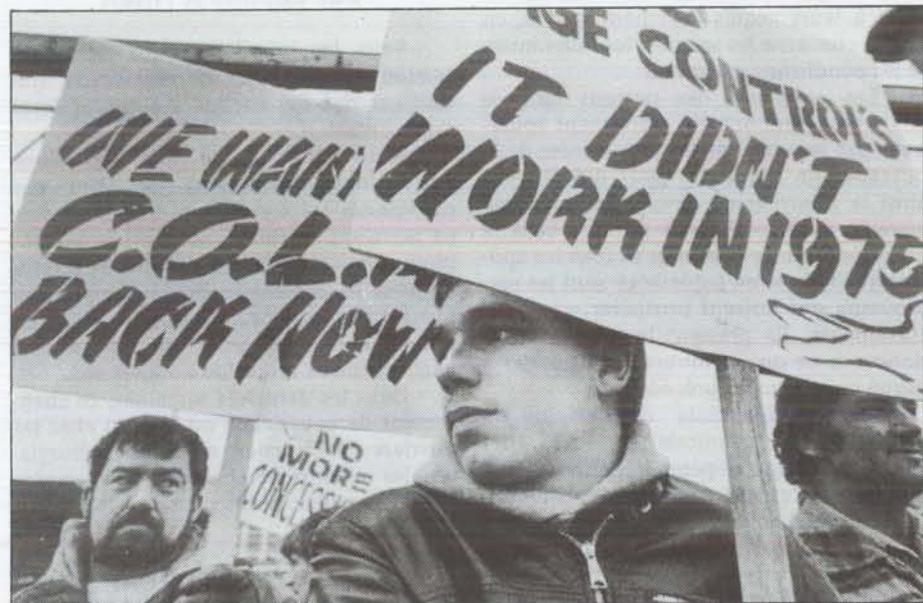
Le 9 novembre, les mineurs de charbon ont fait comprendre de façon mani-



Syndicat des mineurs (United Mines Workers of America, UMWA) a constitué l'obstacle le plus important, au sein du mouvement ouvrier, contre la campagne de réduction des acquis lancée par les employeurs et leur gouvernement.

En 1977, les propriétaires des mines avaient proposé une convention collective comportant des clauses contre le droit de grève, des limitations drastiques du pouvoir des Comités de sécurité du syndicat, et des réductions énormes dans les allocations destinées aux dépenses de santé et aux retraites.

Bien que le président du syndicat ait recommandé l'acceptation de ce contrat, les mineurs avaient voté contre et fait grève pendant 111 jours pour obtenir de meilleures conditions. Ils ont ainsi défié



Manifestation des ouvriers de l'automobile au Canada. (DR)

festé qu'ils voulaient que leur syndicat lutte avec force pour défendre leurs intérêts, en votant contre la réélection de Sam Church, titulaire de la présidence du Syndicat des mineurs. Sam Church avait promis de faire revenir le syndicat à la coopération avec les propriétaires de mines. À sa place, les mineurs ont élu Richard Trumka, qui avait fait campagne contre l'abandon des avantages conquis par les syndicats dans le passé.

En 1972, les mineurs s'étaient débarrassés du régime corrompu instauré par Tony Boyle dans le syndicat ; Tony Boyle était bien connu pour ses flirts avec les propriétaires de mines et son terrorisme à l'encontre de la base. À travers cette bataille pour la démocratie syndicale, les mineurs ont gagné le droit de voter pour ou contre leur convention, une arme dont ils ont su faire bon usage. Depuis lors, le

l'administration de Jimmy Carter qui dut recourir à un décret Taft-Hartley (3) sur le « retour au travail ».

En 1981, les mineurs ont de nouveau stoppé les tentatives des compagnies minières de paralyser le syndicat et de faire reculer son influence dans les mines. Après avoir rejeté par leur vote la première proposition de contrat collectif qui avait été acceptée par Sam Church, président de l'UMWA de l'époque, ils firent de nouveau grève, pendant 77

3. La loi Taft-Hartley, du nom des deux parlementaires qui l'ont parrainée, a été votée en 1947, sous la présidence de Harry S. Truman. Loi antigèves, elle imposait des périodes de concertation entre les « partenaires sociaux » et permettait l'interruption forcée, par décret, d'un mouvement de grève en cours, pour une période pouvant atteindre plusieurs mois.

jours, avant qu'un nouvel accord ne soit conclu.

Aujourd'hui, les mineurs font face à une escalade des employeurs qui insistent sur le fait que les profits passent avant la santé et la sécurité des mineurs, ou leur droit à un niveau de vie décent.

Après avoir licencié des dizaines de milliers de mineurs, les compagnies charbonnières ont accéléré les cadences et fait des économies sur la sécurité. Les mineurs auxquels est dénié le droit de s'organiser dans le syndicat sont de plus en plus nombreux. L'administration de Ronald Reagan essaye de vider de tout contenu la législation fédérale concernant la santé et la sécurité.

Tous ces problèmes vont venir à l'avant-scène avec l'expiration des contrats en 1984. En refusant la politique des bureaucrates comme Church, les mineurs ont fait un grand pas vers l'armement de leur syndicat en vue de ce combat.

Les éditeurs du *Washington Post* ont ainsi noté leurs préoccupations au sujet du vote des mineurs et de la grève chez Chrysler : « Les résultats des élections suggèrent que les membres du syndicat des mineurs refusent d'accepter le fait que l'industrie de l'extraction du charbon n'existe pas dans le vide et que les salaires des mineurs dépendent, en dernier ressort, de la compétitivité du produit qu'ils fournissent. C'est un fait que d'autres préfèrent ignorer : les travailleurs de Chrysler qui font grève au Canada, par exemple. »

UN JOUR DE GREVE AU QUEBEC

Au Québec, le 10 novembre, des centaines de milliers de travailleurs du secteur public ont fait montre de leur détermination à résister à la réduction de leurs salaires et à la suppression de milliers d'emplois, en lançant une journée de grève qui a fermé les écoles, les transports en commun de Montréal et beaucoup de centres de santé de la Province. Les travailleurs ont ainsi ouvert la porte pour que les dirigeants syndicaux organisent une grève générale illimitée, si le besoin s'en faisait sentir.

En soulevant leurs revendications, les travailleurs du secteur public ont rejeté les affirmations du gouvernement de la Province sur la menace du désastre économique qui pèserait sur le Québec, si les dépenses n'étaient pas drastiquement réduites.

Ce que montrent tous ces développements, c'est qu'un nouvel état d'esprit est en train de naître chez les travailleurs, aux Etats-Unis et au Canada. Ils commencent à se rendre compte que la seule façon de défendre leurs emplois et leur niveau de vie est d'utiliser la force des syndicats pour résister aux exigences des patrons, et ne pas tenter de collaborer avec les employeurs dans leur recherche du profit.

La résistance commence à prendre forme. ■

Will REISSNER

« Intercontinental Press »,
New York, 29 novembre 1982.

Après la victoire du PSOE

Résolutions du Comité central de la Liga comunista revolucionaria

LES 27 et 28 novembre derniers, le Comité central (CC) de la Liga Comunista Revolucionaria (LCR), section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol, a débattu de la nouvelle situation politique créée par la victoire du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) aux élections générales du 28 octobre, et des tâches des révolutionnaires qui en découlent (1).

Le résultat de ce débat a été l'accord exprimé par une très large majorité du CC

de la LCR sur la ligne générale des deux textes que nous publions ci-après, l'un à la suite de l'autre.

Ces deux textes ont un caractère général, car le Comité central de la LCR a considéré que, pour une analyse et des conclusions plus précises, il était nécessaire d'attendre le discours d'investiture de Felipe Gonzalez (qui a eu lieu, depuis lors, le 1er décembre), les premières mesures du gouvernement socialiste, et les réactions qu'elles vont susciter.

Une nouvelle situation politique

I. — LA SIGNIFICATION DU TRIOMPHE DU PSOE

Le facteur fondamental qui explique l'écrasante victoire électorale du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) est la volonté de changement de très larges secteurs de la population, qui ont estimé que voter pour ce parti était la meilleure manière d'expulser la droite du gouvernement.

La grande majorité des 10 millions de votants pour le PSOE a appuyé le changement que promettait ce parti, et qui s'est exprimé dans un programme extraordinairement modéré. Ils ne croient pas, du moins au début, qu'il soit possible d'obtenir plus que ce que promet Felipe Gonzalez. Ce « réalisme » est le résultat de cinq années de reculs, de divisions et de défaites du mouvement ouvrier, mais c'est aussi un état d'esprit qui peut être modifié sur la base d'une reprise de confiance du mouvement ouvrier en ses propres forces à l'occasion des prochains combats.

La légitimité démocratique de ces 10 millions de votes et la large majorité absolue du PSOE au Parlement et au Sénat vont être la force du gouvernement du PSOE. Son talon d'Achille sera sa politique de consensus avec les institutions non parlementaires de l'Etat, avec l'appareil d'Etat hérité de la dictature : les forces armées, la police, l'appareil administratif et judiciaire qui sont les appuis fondamentaux de la droite, de la réaction et du « golpisme ».

II. — LA SITUATION DE LA BOURGEOISIE ET SES PROJETS

La bourgeoisie a connu, avec ces élections, une importante défaite politique.

Elle est hors du gouvernement central pour la première fois depuis plus de quarante années. Elle a perdu le contrôle de la majorité des grandes municipalités. Seuls les gouvernements des nationalités de Catalogne et d'Euskadi, entre les mains respectivement de Convergence et Union (CIU) et du Parti nationaliste basque (PNV), et le gouvernement de Galice, contrôlé par l'Action populaire (AP), contredisent ce coup de balai qui a écarté la droite des instances gouvernementales.

Cette situation négative pour la bourgeoisie ne doit pas être confondue avec un manque de capacité de réaction et de contre-offensive, ou entraîner une sous-estimation de ses possibilités. Son pouvoir économique reste intact, et ses appuis très importants dans l'appareil d'Etat se sont déjà manifestés. Il s'est produit une réorganisation politique de la bourgeoisie centraliste qui a conduit à l'actuelle hégémonie de l'AP de Fraga Iribarne, qui dispose d'un groupe parlementaire très important et d'un programme réactionnaire dans lequel ont été concentrées les revendications fondamentales du patronat, de la banque, des forces armées et de la hiérarchie ecclésiastique. Il existe, en outre, de puissantes organisations patronales, comme la Confédération espagnole des organisations patronales (CEOE), rôdées à la lutte sociale et politique et disposant de quelques détachements de choc capables de mobiliser des secteurs de masse, comme la Confédération espagnole des

1. Pour plus d'informations sur la bataille menée par nos camarades de la LCR et sur les enjeux politiques des élections du 28 octobre dernier, voir dans *Inprecor* numéro 135, du 25 octobre 1982, l'interview de Jaime Pastor, dirigeant de la LCR. Pour les données essentielles des résultats électoraux, cf. *Inprecor* numéro 136, du 8 novembre 1982.

centres d'enseignement (CECE), association de défense des écoles religieuses. Cette mobilisation peut s'élargir à des organismes comme le Conseil général des médecins et, pour certains thèmes comme l'enseignement privé, la « protection de la famille » et l'avortement, elle peut compter sur l'aide active de l'Eglise.

Etant donné la légitimité populaire avec laquelle le PSOE commence son mandat, il est probable que la contre-offensive de la droite présentera deux phases relativement différenciées. Dans une première phase, qui a déjà commencé, la tactique dominante consistera à approuver les propositions de concertation du gouvernement PSOE pour poser ses propres exigences et essayer d'obtenir une série de concessions qui établissent un cadre aux possibles mesures prises par le PSOE. Cependant, dans une seconde phase, nous assisterons à la transformation, inégale mais progressive, de l'encercllement en harcèlement, puis en mobilisation, contre le gouvernement socialiste. Bien qu'il ne s'agisse pas de deux phases nettement séparées, nous n'allons pas connaître une attitude totalement homogène de l'ensemble de la droite. Il va y avoir des différences entre les organisations sociales et politiques, entre les différentes organisations politiques, et entre toutes celles-ci, et les alternatives extra-parlementaires qui continueront à opérer à l'intérieur des forces armées.

L'objectif final de cette contre-offensive de la droite va être de récupérer la direction du gouvernement, parce que la droite est absolument convaincue que le PSOE, bien que disposé à accepter d'importantes concessions, est un instrument totalement inadéquat pour stabiliser le régime qui est né de la Réforme politique et pour développer les attaques en profondeur contre le mouvement de masse, que la bourgeoisie juge nécessaires.

III. — LES CONTRADICTIONS DU GOUVERNEMENT PSOE

Seules l'organisation et la mobilisation des masses peuvent constituer un frein à la contre-offensive de la bourgeoisie, de la droite et de la réaction. Mais cela est une voie que le PSOE ne veut pas emprunter. Le fond de sa politique consiste en une volonté d'adapter les réformes possibles à la concertation avec le capitalisme, l'appareil d'Etat et l'impérialisme. Néanmoins, la gravité des problèmes économiques, politiques, sociaux, militaires et internationaux, limite extraordinairement les marges de manœuvre entre les exigences de la droite et les espérances de changement présentes dans de très larges secteurs de la population. Céder au cadre fixé par la droite compromet *y compris* la réalisation du programme modéré du PSO, avec le risque d'affaiblir rapidement l'appui populaire qui l'a porté au gouvernement et qui constitue sa force principale.

Toute la politique du PSOE va consister à rechercher les moyens qui permettront de retarder l'explosion de cette contradiction. Et un premier objectif doit consister à atteindre les élections muni-

cipales et celle des Parlements des nationalités sans usure importante, afin de consolider la victoire électorale. Pour cela, il est prévisible qu'il tentera d'ajourner jusqu'après la tenue de ces consultations électorales, aussi bien les mesures les plus impopulaires pour les travailleurs (en particulier sur le terrain de l'austérité), que celles sur lesquelles la droite a déjà annoncé sa détermination à ne pas céder dans les confrontations à venir.

IV. — LA SITUATION DU MOUVEMENT DE MASSE ET SES PERSPECTIVES

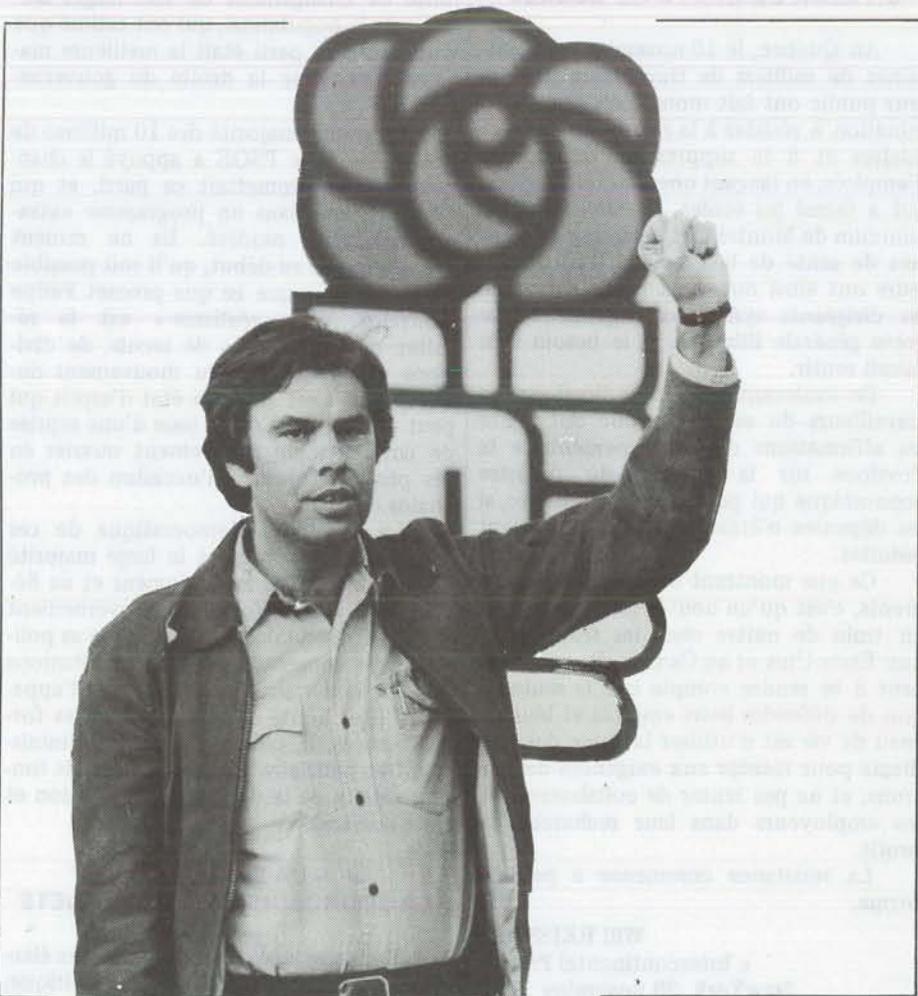
En conséquence de la victoire électorale sur la droite, il est prévisible que le mouvement de masse se sentira stimulé pour avancer ses revendications alors qu'est apparu l'espoir d'obtenir satisfaction sur une série de questions partielles. Cette attitude s'accompagnera d'une confiance dans le gouvernement et, dans une première phase, y compris d'attente des mesures qu'il pourra prendre.

Cependant, malgré ces meilleures conditions pour le développement du mouvement de masse, le passage à d'importantes mobilisations ne sera pas facile à mettre en œuvre. Il y a le poids du reflux antérieur, les organisations de masse sont affaiblies, et les partis et syndicats majoritaires ne vont pas pousser dans cette direction. Les divers courants qui composent la gauche qui lutte (nationalistes révolutionnaires, secteurs critiques du Parti communiste espagnol (PCE), Mouvement communiste d'Espagne (MCE),

Liga Comunista Revolucionaria (LCR), collectifs divers, etc.) demeurent le facteur décisif pour impulser des initiatives, mais ils ont subi avec ces élections une perte de crédibilité et, pour la récupérer, il leur sera nécessaire de faire l'apprentissage de la nouvelle situation et de démontrer dans la pratique leur capacité à mobiliser.

Il est improbable que se produise une évolution linéaire de la situation du mouvement de masse. Il est possible que se combinent des situations d'expectative ou des formes de lutte élémentaires avec des luttes dures et radicales. Il y aura des thèmes pour lesquels il sera plus difficile de mobiliser les masses (par exemple, le débordement d'un pacte social souscrit par les partis et syndicats majoritaires), et d'autres où il sera plus facile d'organiser la mobilisation (par exemple, la résistance face aux restructurations, aux licenciements, etc.) En général, les rythmes de la mobilisation vont dépendre d'une combinaison de facteurs, tels que le moment où la droite va commencer le harcèlement et à mobiliser, la marge de manœuvre du PSOE pour retarder certaines mesures impopulaires ou satisfaire certaines promesses, l'imagination et l'intelligence tactique de l'avant-garde elle-même, etc., ce qui empêche de faire des prédictions un tant soit peu assurées. Seul un contact étroit avec le mouvement de masse permettra de détecter suffisamment à l'avance l'émergence de possibilités de mobilisations plus ambitieuses.

En tout cas, on peut affirmer que la



Felipe Gonzalez, dirigeant du PSOE et chef du nouveau gouvernement. (DR)

mobilisation de nouveaux et larges secteurs des masses — qui est la nouvelle perspective qu'ouvre la victoire électorale contre la droite — commencera à travers des revendications élémentaires pour matérialiser le changement, et c'est seulement sur la base de cette expérience et sur l'acquisition par le mouvement de masse de la confiance en ses propres forces que se posera le problème d'aller plus loin.

En définitive, le mouvement ouvrier peut s'appuyer sur une grande victoire électorale, mais pèse sur lui une faiblesse importante dans le domaine de l'organisation, de l'unité, de la capacité de mobilisation et de définition des objectifs à atteindre. Cette situation peut commencer à changer, mais il n'est pas facile que

cela se fasse à un rythme rapide. Tous ces éléments, combinés avec les contradictions que créera la gestion gouvernementale du PSOE et avec une droite résolue à mener une forte contre-offensive, va ouvrir une période de profonde instabilité.

En tout cas, une nécessité impérieuse s'impose au mouvement de masse : celle de recomposer son organisation et sa capacité de mobilisation, pour être capable d'arracher ses revendications les plus urgentes et de résister à la contre-offensive de la droite. ■

Comité central (CC) de la
LIGA COMUNISTA REVOLUCIONARIA
(LCR), section de la IVe Internationale
dans l'Etat espagnol
Madrid, 28 novembre 1982.

Les tâches des révolutionnaires

Nous devons nous appuyer sur la volonté de changement et sur l'espoir d'obtenir la satisfaction de toute une série de revendications élémentaires pour impulser la mobilisation des masses qui va être l'unique garantie de conquêtes réelles. Nous devons nous appuyer sur les succès partiels qu'il sera possible d'obtenir pour renforcer l'organisation, la conscience et la combativité du mouvement de masse, pour contribuer à le placer face à des objectifs encore plus importants. Rien ne peut nous faire faire l'économie de l'analyse de la situation concrète qui va s'ouvrir, et de l'apprentissage politique dans la nouvelle situation, mais nous considérons que les critères généraux définis ci-après peuvent être utiles pour cela.

I. — IMPULSER LA MOBILISATION POUR LES REVENDICATIONS LES PLUS URGENTES

La tâche fondamentale consiste à impulser la mobilisation de secteurs de masse et pour cela il est important de développer une agitation intense sur les revendications que des secteurs importants du mouvement de masse considèrent comme nécessaires et urgentes et qui, partant, peuvent être la base d'initiatives d'action auxquelles participeront aussi bien les secteurs radicaux déjà défiants par rapport à la politique du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) que de larges secteurs de masse qui font confiance au gouvernement socialiste.

Ces mobilisations bénéficient de meilleures conditions pour leur réalisation depuis les élections. Mais le fait qu'elles nécessitent l'incorporation de secteurs nouveaux et qu'elles vont se développer sous un gouvernement du PSOE fait que les revendications sur lesquelles elles vont surgir ne peuvent être exactement les mêmes que celles qui ont servi de base à l'agitation et à la propagande de la gauche radicale dans la période de la Contre-Réforme. Il n'y a pas de doute que certaines

revendications qui ont servi de base de mobilisation dans le passé vont continuer à l'être (par exemple la résistance aux licenciements, etc.). Mais nous allons voir apparaître de nouveaux thèmes de mobilisation effective (par exemple dans l'enseignement, dans l'administration publique, etc.) et en voir reformuler d'autres en fonction des modifications qu'introduira l'action du gouvernement du PSOE et le harcèlement de la droite.

Il n'est pas utile, pour le moment, d'essayer d'élaborer un catalogue de ces revendications urgentes, elles vont dépendre de l'évolution de la conjoncture et de la situation du mouvement de masse, et vont exiger de la part des révolutionnaires une grande capacité d'initiative et de souplesse. Nous insisterons seulement sur l'idée qu'il va s'agir de revendications élémentaires permettant de traduire sur le terrain de la mobilisation le sentiment qu'il faut commencer à matérialiser le changement, que les choses doivent commencer à fonctionner d'une autre manière dans la pratique, qu'il est nécessaire de balayer l'œuvre de la Contre-Réforme, tant au niveau des pratiques (torture, adhésion à l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord — OTAN —, ...) que des lois (Loi organique d'harmonisation du processus des autonomies — LOAPA —, ...).

II. — LA DÉFENSE D'UNE ALTERNATIVE RÉVOLUTIONNAIRE

Mais les tâches des révolutionnaires ne peuvent se limiter à mobiliser pour les revendications du moment. Ils doivent aussi préparer les conditions pour la poursuite de la mobilisation, pour le prochain pas en avant du mouvement de masse et doivent définir une alternative révolutionnaire qui donne une perspective et une cohérence aux combats actuels. Ces tâches sont aujourd'hui plus importantes que jamais. Parce que, s'il est vrai que les mobilisations de masse commenceront sur des revendications élémentaires, il est aus-

si vrai que la volonté d'étendre et de consolider ces conquêtes se heurtera à des obstacles aussi importants que : les forces armées et un appareil d'Etat hérités du franquisme, un article numéro huit qui interdit le droit à l'autodétermination des nationalités, une Constitution qui consacre la défense de l'économie de marché ...

Dès maintenant, il est nécessaire de préparer, par la propagande et l'agitation, les conditions pour que le mouvement de masse soit capable d'écartier les obstacles qui empêchent la satisfaction de ces revendications. Il est aussi indispensable d'affirmer que la satisfaction complète de ces revendications essentielles ne sera possible qu'au moyen d'une voie révolutionnaire vers le socialisme, qui rompt définitivement avec les limites imposées par la propriété capitaliste, par l'Etat bourgeois et par l'impérialisme.

III. — L'ATTITUDE FACE AU GOUVERNEMENT SOCIALISTE

Il est clair que le gouvernement socialiste ne défend pas une voie révolutionnaire comme celle-là, mais que toute sa politique se fonde sur l'adaptation des réformes possibles à un consensus avec le capitalisme, avec l'appareil d'Etat et avec l'impérialisme. C'est pourquoi nous croyons que ce gouvernement ne va pas donner satisfaction aux besoins profonds des masses et, y compris, qu'il va se voir empêché de réaliser certaines parties importantes de son propre programme. Pour nous, les révolutionnaires, nous ne nous identifions pas à ce gouvernement ni ne l'appuyons politiquement. Mais nous devons tenir compte du fait que l'attitude subjective des travailleurs à son égard est radicalement différente de celle qu'ils ont face à un gouvernement bourgeois : les travailleurs ont massivement voté pour le gouvernement du PSOE et ils attendent qu'il se comporte comme leur allié face au patronat, à la droite et aux secteurs « golpistes ».

Tout cela signifie que des secteurs très larges seront dans l'attente des mesures que pourra prendre le gouvernement, d'autres seront disposés à se mobiliser pour appuyer certaines de ces mesures, d'autres encore à se mobiliser pour le pousser à agir, mais les secteurs qui ne lui font pas confiance dès le départ sont très minoritaires.

La tâche des révolutionnaires doit consister à approfondir cette défiance et à l'étendre à de nouveaux secteurs de masse, de manière à ce que la perspective d'une voie révolutionnaire alternative prenne progressivement de l'audience. Mais, pour mener à bien cette tâche de façon adéquate, cela exige de mettre au premier plan la nécessité de la mobilisation comme voie effective pour la satisfaction des revendications, y compris les plus élémentaires et la nécessité de la développer, indépendamment des appréciations différentes qui peuvent exister du gouvernement. Cela est possible parce que le point de départ des mobilisations doit être d'attaquer la droite et la réaction. Quant au gouvernement, nous ap-

puierons ses mesures progressistes et nous n'hésiterons pas à nous mobiliser contre les tentatives de le renverser menées par la droite et la réaction. Mais nous n'hésiterons pas non plus à le critiquer durement et publiquement quand il passera, avec la droite, avec les « pouvoirs de fait » et avec l'impérialisme, des compromis concrets qui feront du tort aux travailleurs. Malheureusement, nous pensons qu'il ne manquera pas d'occasions pour cela et que, dans une phase plus avancée du processus, des mobilisations s'affrontant au gouvernement peuvent être indispensables, la condition étant qu'elles devront apparaître clairement aux masses comme nécessaires pour défendre les intérêts des travailleurs face au capital et à la réaction et pour exiger une attitude énergique du gouvernement.

IV. — UNE ORIENTATION UNITAIRE IMPULSÉE PAR LES SECTEURS ACTIFS DU MOUVEMENT DE MASSE

Parvenir à des mobilisations de masse pour la satisfaction des revendications urgentes est possible seulement au travers d'initiatives d'action s'appuyant sur les secteurs actifs du mouvement, les mêmes qui ont porté le poids des initiatives de mobilisation pendant toute la période de la Contre-Réforme. Dans une partie de ces secteurs, la défiance politique justifiée à l'égard du PSOE peut se traduire, en certaines occasions, par des réflexes gauchistes et sectaires qui peuvent se trouver en opposition avec une authentique orienta-

tion de mobilisation des masses.

Mais cela ne doit pas changer notre volonté d'impulser des initiatives de ces secteurs actifs selon une orientation unitaire en direction des secteurs de masse qui maintiennent leur confiance dans le gouvernement du PSOE. Parce que nous sommes sûrs de pouvoir convaincre une grande partie de ces camarades que ce type d'initiatives est la condition aussi bien pour avancer dans la récupération du mouvement de masse que pour étendre la défiance politique par rapport au réformisme du PSOE. Parce que nous sommes convaincus que la grande majorité des initiatives d'action ne peuvent partir que de ces secteurs actifs.

V. — UNE POLITIQUE UNITAIRE DIVERSIFIÉE ET SOUPLE

C'est là une autre condition pour le succès des initiatives dans l'action que nous proposons, car il s'agit de prendre en compte la diversité des courants politiques qui influencent ces secteurs combattifs du mouvement de masse comme la nouveauté et la diversité des situations que nous allons connaître. Nous considérons comme important de tenir compte des aspects suivants dans une politique unitaire :

— En premier lieu, les nouvelles perspectives qui peuvent s'ouvrir pour un travail de courant dans les Commissions ouvrières (CCOO), où existe depuis un certain temps un secteur de gauche impor-

tant et combatif.

— En deuxième lieu, l'unité d'action ponctuelle d'un large éventail d'organisations par rapport à un thème déterminé, comme cela s'est produit en plusieurs endroits à l'initiative du mouvement anti-OTAN, et qui a permis, ultérieurement, la construction des comités anti-OTAN.

— En troisième lieu, nous croyons que la construction de fronts pour l'action, sur la base d'une unité d'action permanente sur une plate-forme revendicative, tels que l'Esquerra Unida del País Valencià (Gauche unie du Pays valencien) et le Bloc de la Izquierda Asturiana (Bloc de la gauche des Asturies), continuent à avoir une grande utilité, même s'il est vrai que les derniers résultats électoraux de ces fronts ne favorisent pas ces projets, et que la nouvelle situation politique pose de manière différente les thèmes sur lesquels il existe une expérience d'unité. Mais il est vrai aussi que cette unité est plus nécessaire que jamais pour être efficace dans l'action, et que les prochaines élections dans les municipalités et les parlements des nationalités rendent urgent le maintien de cette unité, afin que la gauche qui lutte ait une expression électorale et quelques résultats qui puissent être supérieurs à ceux des élections qui viennent de se dérouler. Car, au niveau des villes et des villages, la crédibilité électorale des révolutionnaires sera plus grande et le phénomène du vote utile ne jouera pas avec autant d'intensité, maintenant que la majorité du PSOE au niveau du gouvernement central apparaît clairement assurée. Aussi, nous pensons qu'il existe les conditions pour que, dans un bon nombre de villes et de villages, commencent à se construire des fronts d'action qui s'exprimeront lors des prochaines élections sous la forme de candidatures unitaires.

VI. — L'AFFIRMATION DE LA POLITIQUE AUTONOME DE LA LCR

Notre volonté unitaire par rapport au mouvement de masse et aux autres courants révolutionnaires doit se combiner avec un effort pour diffuser le plus largement possible nos propositions d'actions, nos idées politiques et notre conception de la voie révolutionnaire pour le socialisme. Dans le processus de réflexion que la victoire électorale du PSOE a ouvert, nous croyons sincèrement avoir des choses importantes à apporter, tant en ce qui concerne les problèmes actuels du mouvement de masse que dans la tâche de construire une direction révolutionnaire alternative.

Un effort pour nous insérer plus profondément dans les organisations de masse nous aidera sans doute à ce que nos propositions soient réellement adaptées à la situation et à l'état d'esprit des masses, et aussi à établir un dialogue plus profond avec l'avant-garde ouvrière. ■

Comité central (CC) de la LIGA COMUNISTA REVOLUCIONARIA (LCR), section de la IVE Internationale dans l'Etat espagnol
Madrid, 28 novembre 1982.



La « une » de Combate, hebdomadaire de la LCR, après la victoire du PSOE : « Que commence le changement ! ». (DR)

"Ne touchez pas à l'échelle mobile"

Interview de Elettra Deiana, dirigeante de la Lega Comunista Rivoluzionaria, section italienne de la IVe Internationale

DEPUIS plusieurs années déjà, les directions syndicales du mouvement ouvrier italien sont engagées dans un processus de réorientation qui les a conduites à une adaptation toujours plus grande à la politique et jusqu'au langage d'austérité du patronat. Cette attitude des confédérations syndicales répond positivement à la campagne de la Confindustria — l'organisation patronale — menée à partir de l'année 1977 pour une diminution du « coût du travail ». Le patronat considère en effet que le coût actuel du travail est la cause essentielle de la poussée inflationniste. Loin de combattre pied à pied cette couverture théorique à la pratique courante du capital qui consiste à réduire les acquis des travailleurs pour refaire son taux de profit, les directions syndicales ont accepté le débat sur ce terrain-là, ce qui ne pouvait que les conduire à des concessions successives.

C'était sans compter avec l'opposition farouche des travailleurs à toute atteinte de leurs acquis. Une première tentative de la Confindustria de s'en prendre à l'échelle mobile des salaires avait été repoussée en 1981 en raison de la vigueur des réactions ouvrières. Mais, face aux premières concessions des directions syndicales qui avaient accepté l'idée d'une limitation de la hausse des salaires à 16 % par an sur la base d'une définition préalable de la hausse des prix supposée, le patronat a engagé en juin 1982 une nouvelle offensive contre l'échelle mobile en se déclarant prêt à dénoncer l'accord de 1975 (1). Les directions syndicales ont alors été contraintes, devant l'ampleur de la réprobation des travailleurs face à la provocation patronale, d'appeler à une grève générale pour le 25 juin. Une manifestation de près de 500 000 personnes a défilé ce jour-là à Rome autour du mot d'ordre « Ne touchez pas à l'échelle mobile ! ». Mais, dès après cette mobilisation, les confédérations syndicales se déclaraient toujours disposées à ouvrir le cas échéant des négociations avec le patronat sur l'avenir de l'échelle mobile.

Après un débat d'appareil, les différentes confédérations syndicales se sont mises d'accord sur une proposition dite unitaire en octobre 1982. Celle-ci prévoit une modification de l'actuel indice des prix pour, comme l'on dit en Italie, « refroi-

dir » l'échelle mobile et préparer la voie à une attaque encore plus dure. Les autres propositions ont pour but de faire avaler cette pilule, en prévoyant notamment une réforme fiscale qui devrait protéger les revenus indexés et ne pas les faire passer dans une tranche d'imposition supérieure alors que le pouvoir d'achat, lui, n'a pas augmenté.

Devant l'importance de l'opposition des travailleurs à une telle attitude des directions syndicales, nos camarades de la Lega Comunista Rivoluzionaria (LCR), section italienne de la IVe Internationale, ont alors pris l'initiative, après discussion avec un certain nombre de conseils d'usine de lancer une pétition précisant : « Nous voulons que les directions de nos syndicats s'engagent dans la défense de l'échelle mobile ! » En moins de quinze jours, cette pétition obtenait 50 000 signatures, dont 10 000 à Turin, 10 000 à Milan... A Turin, 2 000 participants à la conférence ouvrière du Parti communiste italien (PCI) l'ont signée, tout comme la totalité des secrétaires régionaux de la Fédération unitaire de la métallurgie et de la centrale démocrate-chrétienne, CISL.

Dans *Inprecor* numéro 135, du 25 octobre 1982, notre camarade Elettra Deiana, membre de la direction de la LCR, tirait un premier bilan de cette campagne de pétitions. Dans la première interview que nous publions ci-dessous, Elettra Deiana précise l'état actuel de la mobilisation pour la défense de l'échelle mobile et les répercussions de la démarche pétitionnaire jusqu'au sein des formations réformistes et des directions syndicales. Lors des votes sur les propositions des directions syndicales qui se sont déroulés début novembre, une première concrétisation de l'audience de cette bataille pour la défense de l'échelle mobile a été sensible, malgré toutes les basses manœuvres des directions syndicales pour tromper les travailleurs, manipuler leurs votes ou empêcher l'expression de contre-propositions par l'opposition syndicale.

Dans les pages suivantes, nous publions une seconde interview, celle de Ciccio Maresca, délégué du conseil d'usine de l'Italsider de Tarente et membre de la direction de la LCR, qui illustre comment a été menée la bataille pour la défense de l'échelle mobile dans une entreprise de 13 000 travailleurs.

« INPRECOR » : — En juin de cette année, la Confindustria a dénoncé l'accord de 1975 sur l'échelle mobile. La Lega Comunista Rivoluzionaria (LCR), section italienne de la IVe Internationale, a lancé une pétition contre cette mesure. Peux-tu nous dire quelle forme a pris cette campagne et quel accueil elle a reçu ?

Elettra DEIANA : — L'initiative a été lancée par des délégués de plusieurs usines du Nord de l'Italie, en particulier de l'Alfa Romeo et de la Face Standard de Milan, de la Breda de Brescia et de la Coordination des ouvriers de l'usine FIAT en « cassa integrazione » (ils sont plusieurs dizaines de milliers !).

A la base de cette initiative se trouvait la conviction que, face à l'attaque de la Confindustria et du patronat en général, une résistance très large des travailleurs pouvait se développer. Cette conviction

se fondait sur des faits très précis comme, par exemple, les prises de position de secteurs très nombreux de la classe ouvrière en défense de l'échelle mobile, ou le fait que les Congrès syndicaux de 1981 s'étaient prononcés pour le maintien de l'accord de 1975 (2).

L'initiative des ouvriers métallurgistes de la LCR a pris la forme d'une collecte de signatures sur un appel adressé à la Fédération syndicale unitaire CGIL-CISL-

1. L'accord de 1975 inclut une disposition concernant l'échelle mobile des salaires qui prévoit l'indexation des salaires sur le coût de la vie sous la forme d'un rattrapage identique pour tous et calculé sur la base de la septième catégorie salariale des ouvriers. Les bas salaires sont ainsi avantagés et l'éventail des salaires se resserre.

2. Initialement, les trois centrales syndicales CGIL, UIL et CISL étaient divisées sur la

question de l'échelle mobile. La CGIL et l'UIL ont critiqué en 1981 les propositions avancées par l'économiste de la CISL (centrale syndicale démocrate-chrétienne) Tarantelli, qui proposait une modification de l'échelle mobile allant dans le sens d'une fixation préalable d'un plafond d'inflation estimé à 16 % pour 1982, 12 % pour 1983 et 8 % pour 1984. Encore lors de leurs Congrès nationaux de fin 1981, la CGIL et l'UIL ont maintenu officiellement la ligne « on ne touchera pas à l'indexation ».

L'initiative a eu immédiatement une

audience énorme parmi les travailleurs ; en quelques jours, plusieurs milliers de signatures ont été collectées dans les usines des trois villes d'où l'appel était parti.

Il y a eu une première tentative visant à étendre l'initiative à l'occasion de la grève générale du 25 juin dernier, qui a vu près d'un demi-million de travailleurs dans la rue à Rome. La grève avait été organisée par les directions syndicales, officiellement pour protester contre la décision de la Confindustria, mais, en fait, pour canaliser le vaste mouvement de protestation qui se dessinait dans les entreprises.

Au cours de la manifestation de Rome, les initiateurs de la pétition ont installé des stands pour récolter des signatures et, là aussi, l'impact a été important. De nombreux délégués et responsables des conseils d'usines ont non seulement signé l'appel, mais l'ont pris pour le faire signer dans leurs entreprises. Il est particulièrement significatif que de nombreux représentants des conseils d'usine se soient montrés disposés à reprendre l'initiative à leur compte, dans la mesure où ils représentaient la colonne vertébrale militante de la classe ouvrière italienne.

On a pu en voir un autre exemple à Milan. Après la grève du 25 juin, nos camarades ont été collecter des signatures lors de la réunion du Conseil général régional de la Fédération syndicale unitaire CGIL-CISL-UIL. Et là, 180 représentants de conseils d'usine ont pris l'appel pour le faire signer autour d'eux.

En juillet, les camarades ont porté l'appel, signé par plus de 50 000 travailleurs, à la direction syndicale à Rome et ont organisé une conférence de presse à cette occasion, conférence largement rapportée dans les journaux, comme d'ailleurs les différentes phases de l'initiative l'avaient été.

— Comment ont réagi les directions syndicales face à cette campagne ?

— Pour comprendre la réaction des directions syndicales, il faut tenir compte de deux éléments : tout d'abord, il faut savoir qu'elles se sont attachées à élaborer un document, accepté par les trois composantes de la Fédération syndicale unitaire CGIL-CISL-UIL, qui prévoit la remise en cause des éléments essentiels de l'accord de 1975 sur l'échelle mobile (3). Mais il faut aussi tenir compte des réactions très fortes qui sont apparues au sein des organisations syndicales, y compris dans des secteurs importants de l'appareil, contre la décision de la Confindustria.

L'initiative lancée par les camarades de la LCR entrait donc en résonance avec ces différenciations profondes à l'œuvre au sein des confédérations. Par exemple, en juillet, la direction de la FLM du Piémont, à qui les camarades avaient remis les signatures collectées dans les usines de la région de Turin, jugeait, dans un communiqué de presse, cette initiative « utile car elle vise à sensibiliser les travailleurs sur une question décisive pour tout le mouvement syndical ». Elle s'engageait, dans le même communiqué, à poursuivre



Manifestation à Milan le 24 novembre 1982. La banderole de la LCR proclame : « On ne touche pas à l'échelle mobile, non au gouvernement de l'austérité ! » (DR)

la lutte pour « le renouvellement des contrats, la révocation de la dénonciation de l'accord sur l'échelle mobile et la création de nouveaux postes de travail ».

On a enregistré des réactions similaires à d'autres niveaux du syndicat. Par exemple, le conseil d'usine de l'Alfa Romeo de Milan a offert aux initiateurs de l'appel dans cette ville d'utiliser son local pour organiser leur conférence de presse. Et cela n'est pas seulement dû au fait que les ouvriers de la LCR ont un poids important dans ce conseil d'usine, mais aussi à la sympathie que leur initiative avait rencontré chez les travailleurs.

D'autre part, il est évident que les sommets syndicaux ont, eux, cherché à ignorer l'initiative et n'ont, par exemple, pas rendu compte de la rencontre avec la délégation qui était venue leur remettre les signatures à Rome.

Cette réaction est dans la ligne de leur attitude générale face à tout ce qui remet en cause leur politique de concessions au patronat.

Pour comprendre toute la portée des contradictions à l'œuvre au sein des organisations syndicales, dont ce que je viens de décrire n'est qu'un petit symptôme, il faut tenir compte de ce qui s'est passé lors de la consultation organisée parmi les travailleurs sur le document du secrétariat de la Fédération syndicale unitaire CGIL-CISL-UIL, qui synthétisait les concessions que les directions étaient disposées à faire. Au cours de cette consultation, nos camarades se sont battus pour le rejet de ce document en y opposant une plate-forme de lutte susceptible de relancer l'initiative ouvrière contre l'offensive patronale. Cette initiative n'est pas restée isolée. En effet, le document officiel a été rejeté par la majorité des travailleurs qui ont participé aux assemblées (cf. interview ci-après de Ciccio Maresca sur l'exemple de l'Italsider de Tarente).

Ce rejet a pris des formes multiples, car il ne s'est pas traduit dans une prise de position en faveur d'une alternative. Certains ont rejeté le document sans rien lui opposer ; d'autres ont voté le texte défendu par nos camarades ; d'autres enfin ont proposé des amendements au document officiel, qui ne remettaient pas en cause l'orientation de la direction mais seulement ses conséquences les plus immédiates.

La bataille centrée sur les amendements — menée en particulier par la FLM — a permis ensuite toutes sortes de manipulations de la part des directions syndicales. Mais, au-delà de la critique que nous avons fait de cette tactique, il est important de comprendre les profondes contradictions qu'elle révèle.

— Cette campagne a-t-elle eu un écho auprès des militants du PCI et, de façon générale, comment ce parti a-t-il réagi sur la question de l'échelle mobile ?

— Pour répondre, il suffirait de dire que la majorité des signataires de l'appel sont des camarades du PCI, des militants de base et, dans certains cas, des cadres syndicaux communistes.

En juillet, le quotidien du PCI, *l'Unità*, a parlé à plusieurs reprises de la collecte de signatures en cours. En réalité, l'attitude du PCI face à la question de l'échelle mobile est symptomatique des problèmes bien plus généraux auquel il est confronté dans la période actuelle. A la différence de ce qu'il avait fait lors de la précédente consultation sur le « toit » de 16 % à imposer aux salaires (qu'il avait soutenu), le PCI a, cette fois-ci, adopté une attitude beaucoup plus prudente face aux propositions de la direction syndicale, ouvrant ainsi des brèches dans lesquelles pouvait s'engouffrer en partie le mécontentement que sa propre base ouvrière avait exprimé.

En septembre et octobre, *l'Unità* a publié de nombreuses lettres de protestation de militants ouvriers contre la politique des sommets syndicaux. Il ne s'agissait pas, bien sûr, d'une décision du PCI de prendre la tête du mouvement de protestation, mais cela illustrait sa volonté de ne pas apparaître, une fois de plus, en op-

3. La proposition unitaire des centrales syndicales prévoit une modification de l'actuel indice des prix pour, comme l'on dit en Italie, « refroidir » l'échelle mobile, c'est-à-dire en réduire les effets correctifs déjà limités de l'inflation. Cela équivaudrait à une réduction de 10 % de la progression des rémunérations indexées. Pour faire passer la pilule de l'abandon du principe de ne pas toucher à l'échelle mobile, les directions syndicales ont réclamé dans la foulée une réforme fiscale qui devrait, si elle voyait le jour, protéger les revenus indexés et ne pas les faire passer dans une tranche d'imposition supérieure alors que le pouvoir d'achat n'a pas été augmenté. Globalement, l'ensemble de ces dispositions va néanmoins dans le sens d'un accroissement de l'éventail des salaires et du développement des divisions entre les travailleurs.

position aux secteurs ouvriers les plus combattifs.

En même temps, le PCI voulait empêcher que l'on en arrive à un affrontement ouvert entre ces secteurs et la direction syndicale, et il a donc cherché à proposer des médiations acceptables d'un côté comme de l'autre. Il a ainsi largement inspiré la tactique d'amendements adoptée par la FLM.

Ces préoccupations du PCI sont apparues clairement dans un article de Gerardo Chiaromonte dans *l'Unità* du 3 novembre, au moment de la consultation. Il y affirme que la question du coût du travail avancée par le patronat et acceptée par la Fédération syndicale unitaire est un problème réel. Mais il introduit aussitôt des distinctions en expliquant que ce n'est pas le seul problème, qu'il y a plusieurs façons d'y répondre et que, peut-être, celle choisie par la Fédération syndicale unitaire CGIL-CISL-UIL n'est pas la plus adéquate. En conséquence, conclut-il, la consultation devrait offrir la possibilité aux travailleurs d'améliorer cette proposition. Cet article a provoqué, comme on peut facilement l'imaginer, des polémiques sans fin entre les différentes composantes de la Fédération syndicale unitaire. Dans une conférence de presse, Gerardo Chiaromonte a précisé que le PCI n'avait nullement l'intention de faire échouer le document syndical, qu'il n'avait aucune proposition alternative, mais que les travailleurs ne l'accepteraient pas. C'est pourquoi il fallait, selon lui, le reformuler en partie pour le rendre acceptable.

— Peux-tu nous dire plus en détail comment s'est déroulée la consultation dans les entreprises et quels en ont été les résultats réels ?

— J'ai déjà parlé plus haut du rejet massif du document par les travailleurs. Mais il faut préciser les éléments les plus significatifs de la consultation. Tout d'abord, il convient de dire que, partout où des motions alternatives ont été présentées et défendues (presqu'exclusivement là où étaient présents nos camarades), elles ont remporté l'écrasante majorité des voix des travailleurs. C'est le cas de grandes usines de Turin comme l'Aeritalia, la Bertone, de nombreux ateliers de la FIAT ; c'est aussi le cas de grandes usines de Milan et de Brescia, ainsi que de l'Italsider de Tarente.

Il faut noter que, dans toutes les usines, les responsables syndicaux — qui avaient tiré les leçons de la consultation précédente — avaient organisé une habile mise en scène. Ils ont cherché à éviter les assemblées générales et cherché à commencer la consultation dans les usines les moins combattives, etc. Malgré cela, là où la bataille d'opposition a été menée, elle a reçu l'adhésion de la majorité des travailleurs, même en présence de dirigeants syndicaux de grand prestige comme Bruno Trentin (dirigeant de la CGIL communiste), qui était venu en personne à la TB et à la Breda de Brescia. Il a eu 20 voix pour sa proposition et 600 contre. A la Nuova Pignone de Florence, Del Piano

(CISL démocrate-chrétienne) a été tellement contesté qu'une véritable révolte a éclaté dans l'assemblée quand il a voulu reprendre la parole, et qu'il a dû s'enfuir. A l'usine Falck de Milan, Pierre Carniti, autre dirigeant de la CISL, a tout simplement refusé de se rendre à l'assemblée, après avoir appris que le conseil d'usine avait l'intention de présenter un texte alternatif au document syndical.

Tous ces exemples illustrent bien l'atmosphère qui existait dans les entreprises. Même la bataille pour les amendements ne s'est pas déroulée de façon aussi linéaire que l'auraient souhaitée ses initiateurs. Par exemple, le conseil d'usine de l'Alfa Romeo d'Arezzo, ou la FIOM de Brescia, ont présenté des textes bien plus avancés que les amendements de la FLM.

Il ressort des résultats que les secteurs traditionnellement les plus combattifs ont rejeté la plate-forme de la direction syndicale. Une analyse plus détaillée des votes permettraient de faire ressortir d'autres éléments significatifs. Par exemple, dans la province de Milan, les fonctionnaires et les enseignants ont rejeté en masse le document syndical.

Mais ces résultats n'ont absolument pas été pris en considération par les directions syndicales, qui ont fait preuve à cette occasion, comme jamais encore à ce point par le passé, d'un mépris total de la volonté des travailleurs. Elles ont tout simplement maintenu leur document comme si rien ne s'était passé.

— Parallèlement à la conclusion de la consultation syndicale s'est ouvert une nouvelle crise de gouvernement avec la démission de Spadolini. Penses-tu qu'il y a un lien entre ces deux événements ?

— Le gouvernement Spadolini avait joué un rôle essentiel pour mettre au centre des discussions avec le mouvement syndical la question du coût du travail. Au début même de la consultation, Spadolini avait déclaré sans détours que si les travailleurs n'acceptaient pas le document syndical et que, en conséquence, patronat et syndicats n'arrivaient pas à un accord sur le coût du travail, il bloquerait l'échelon mobile par décret.

Pourtant, le Parti socialiste italien (PSI) et le PCI, ainsi que les confédérations syndicales, n'ont rien fait pour favoriser la dynamique antigouvernementale qui était apparue au cours de la consultation. Le PCI, en particulier, s'est limité à mettre l'accent sur les désaccords entre les composantes de la majorité, sans souligner le rôle évident que jouait sur la crise gouvernementale la situation au sein de la classe ouvrière. Il ne fait aucun doute que la capacité de résistance qu'ont démontrée une fois de plus les travailleurs italiens a influé sur le gouvernement et ses composantes, en particulier sur le PSI, qui compte sur des élections anticipées pour renforcer son poids politique et qui ne peut ignorer les réactions ouvrières.

— Amintore Fanfani a été chargé de former le nouveau gouvernement. Il s'agit d'un dirigeant démocrate-chrétien parti-

culièrement discrédité aux yeux des travailleurs, qui avait été tenu à l'écart de tout poste politique important ces dix dernières années et relégué à la fonction honorifique de président du Sénat. Comment se fait-il qu'il soit aujourd'hui chargé de former le nouveau gouvernement ?

— Le choix d'Amintore Fanfani pour former le nouveau gouvernement indique que le PCI s'est résolu à accepter, au moins temporairement, une nouvelle « centralité » démocrate-chrétienne. Après le scandale de la loge maçonnique P2, le PSI avait espéré écarter durablement la Démocratie chrétienne (DC) de la présidence du Conseil. C'est pourquoi la formation du gouvernement avait alors été confiée au républicain Spadolini. Aujourd'hui, le PSI accepte de nouveau un président du Conseil démocrate-chrétien, et cela ne fait que souligner la situation difficile qui est la sienne au sein de la majorité et représente, aussi, un succès partiel pour le nouveau secrétariat de la DC dirigé par De Mita.

Amintore Fanfani représente un élément médiateur entre les différents courants de la DC, comme on l'a vu lors du dernier Congrès de ce parti. Il avait alors permis le succès de De Mita, et, par la suite, il avait contribué à faire accepter le nouveau secrétaire par tous les courants rivaux.

Mais le choix d'Amintore Fanfani indique surtout la permanence de la crise de direction de la bourgeoisie italienne, qui n'arrive pas à renouveler ses représentants et doit continuer à avoir recours à des personnages aussi usés et discrédités.

La charge confiée à Amintore Fanfani apparaît également comme une prime à un homme qui se bat depuis des années pour une transformation dans un sens présidentieliste des institutions italiennes.

— Comment le PSI et le PCI ont-ils réagi à la nomination d'Amintore Fanfani ?

— Le PSI voit son projet d'accéder à la présidence du Conseil (qui est l'axe de la politique de son secrétaire Bettino Craxi et par rapport auquel la nomination du républicain Spadolini avait semblé un premier pas) remis en cause. Il va sans doute pousser à la convocation d'élections anticipées à brève échéance, permettant une vérification générale des rapports de force politiques.

Le PCI se trouve, pour sa part, dans une situation d'impasse et d'immobilisme total depuis l'échec de l'expérience d'Union nationale. Il s'est montré incapable d'avancer la moindre proposition sur la question de la crise, se réfugiant dans la politologie plus ou moins subtile pour masquer son absence d'orientation. Son impasse politique est bien illustrée par le fait qu'il n'a pas été en mesure d'opposer quoi que ce soit à la nomination d'un personnage aussi discrédité aux yeux des travailleurs que l'est Amintore Fanfani. ■

Propos recueillis par André DURET
Milan, 12 novembre 1982.

La bataille syndicale à l'Italsider

Entretien avec Ciccio Maresca, membre du conseil d'usine de l'Italsider et de la direction de la LCR

« INPRECOR » : — Quelle est l'importance de l'Italsider comme entreprise sidérurgique ?

Ciccio MARESCA : — L'Italsider est un groupe à participation d'Etat qui concentre ses activités dans la sidérurgie. C'est une des plus grandes entreprises industrielles publiques du pays. Elle regroupe environ 45 000 travailleurs répartis entre plusieurs usines situées à Tarente, Gênes, Bagnoli, Piombino, etc.

A Tarente, l'entreprise regroupe 21 000 ouvriers si l'on compte les travailleurs des entreprises sous-traitantes direc-

ture la lutte pour l'unification du statut salarial visant à mettre fin aux différences de salaires entre les usines de différentes régions dans la même branche. Les travailleurs ont réussi à obtenir une unification pour tout le pays à l'intérieur d'une même catégorie. Cette bataille a contribué à élever le niveau de conscience des travailleurs, notamment en leur faisant comprendre de façon plus claire toute une série de problèmes se posant à l'échelle nationale.

Il faut néanmoins souligner qu'à la différence des principales entreprises du Nord de l'Italie, le conseil d'usine d'Ital-

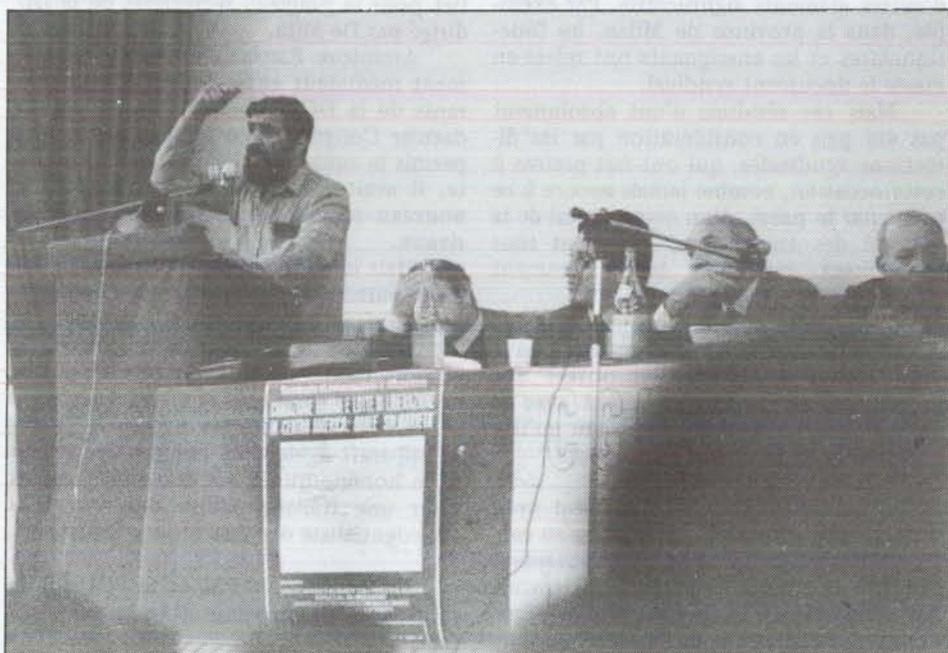
les, ni le chantage patronal concernant l'échelle mobile ?

— Dès le début de cet automne, des délégués d'Italsider, des membres du conseil d'usine qui politiquement sont liés au PCI, au PSI, à la LCR ou sont indépendants, se sont rencontrés pour discuter d'une initiative à prendre pour bloquer ces manœuvres des directions syndicales. Nous nous sommes mis d'accord sur le lancement d'une pétition adressée aux directions syndicales pour leur demander de refuser toute négociation avec la Confindustria qui aboutirait à diminuer l'efficacité de l'indexation des salaires sous une forme ou sous une autre. En tant que délégués du conseil d'usine d'Italsider, nous avons constitué un comité de défense de l'échelle mobile. Nous avons préparé ensemble un document dans lequel nous précisons : « L'accord de 1975 doit être défendu intégralement, il s'agit de ne céder devant aucun chantage ... C'est l'unique voie pour s'opposer efficacement à l'attaque patronale et pour relancer l'initiative unitaire des travailleurs dans le syndicat. » Nous réclamions aussi la possibilité de présenter notre point de vue dans les assemblées ouvrières qui devaient discuter des propositions des directions syndicales avant l'ouverture des négociations avec l'organisation patronale. En quelques jours, nous avons obtenu la signature de 4 000 ouvriers.

— Pourquoi avez-vous créé ce comité ? Pourquoi n'avez-vous pas agi à travers le conseil d'usine de l'entreprise ?

— La très large majorité du conseil d'usine s'était alignée sur les positions syndicales, même si, pour certains délégués, cet alignement n'était pas total. Si nous ne prenions pas alors une initiative, nous risquions d'être emprisonnés dans le conseil d'usine et de ne pas pouvoir préparer la riposte et laisser ainsi le champ libre aux manœuvres des confédérations syndicales. Grâce à ce comité, nous avons pu faire tout un travail d'explication du contenu réel des propositions des directions syndicales qui s'est révélé payant.

Nous avons expliqué que les propositions concernant l'indice de calcul des hausses de prix frappaient le pouvoir d'achat des travailleurs et affaiblissaient la force contractuelle du syndicat. Nous avons dit qu'il n'y avait aucune raison de faire une concession sur l'échelle mobile au nom d'une future amélioration du système fiscal, d'autant plus que celle-ci ne verrait jamais le jour, et que si l'on cédait sur l'échelle mobile, il ne serait guère possible d'imposer la volonté des travailleurs sur d'autres terrains. Nous avons systématiquement mis l'accent sur une défense in-



Ciccio Maresca lors de l'assemblée syndicale de Tarente, où il défendit la motion sur la défense de l'échelle mobile, signée par 4 000 travailleurs de l'Italsider. (DR)

tement liées à la production sidérurgique. De plus, les chantiers navals et l'arsenal militaire dépendent aussi d'Italsider. L'implantation de cette entreprise à Tarente après la Deuxième Guerre mondiale a donc complètement modifié le panorama social de cette région du Sud de l'Italie. Tarente vivait auparavant essentiellement d'activités agricoles et de la pêche, l'implantation d'Italsider en a fait une ville ouvrière, un des pôles industriels du pays.

Par rapport à d'autres villes ouvrières du Nord, la classe ouvrière est néanmoins relativement jeune. C'est une classe ouvrière qui a seulement deux décennies de traditions. Durant les premières années de l'implantation de la sidérurgie dans cette région, la surexploitation des travailleurs était extrêmement dure, spécialement dans les usines sous-traitantes.

Les premières luttes se sont donc développées dans ces secteurs autour de batailles sur les conditions de travail. Parmi les batailles les plus significatives qui aient jalonné l'histoire ouvrière de l'Italsider fi-

sider n'est pas le produit d'une mobilisation à la base dans les années 1969-1970. Il a en effet été mis en place par les directions syndicales elles-mêmes, qui ont voulu en faire une structure de représentation syndicale des travailleurs dans l'entreprise. Dès lors, la bataille menée par les travailleurs sur cette question va se concentrer sur le mode d'élection des délégués au conseil d'usine ; les travailleurs réclament notamment que les élections de délégués ne se fassent pas sur des listes préétablies, mais sur des listes blanches, afin que se traduise une réelle représentation ouvrière dans la composition du conseil d'usine. Le conseil d'usine représente donc l'un des organismes les plus représentatifs que les travailleurs se soient donnés ces dernières années. D'ailleurs, la participation aux élections de délégués atteint rarement moins de 90 %.

— Comment avez-vous organisé les travailleurs qui n'étaient pas prêts à accepter la politique des directions syndica-

conditionnelle de l'accord sur l'échelle mobile de 1975.

— Combien de militants le comité pour la défense de l'échelle mobile réunissait-il ?

— Le comité réunissait une vingtaine de camarades, tous délégués du conseil d'usine qui, lui, comprend 240 délégués. Ces 20 camarades étaient les membres actifs du comité. Au sein des 240 délégués du conseil d'usine, parmi ceux qui n'ont pas rejoint notre comité, plus d'un se prononcera finalement en faveur de nos propositions.

— Comment le résultat de ce travail s'est-il traduit, dans l'entreprise, dans la mobilisation contre les atteintes à l'échelle mobile ?

— Il est tout d'abord apparu lors d'une assemblée ouvrière qui réunissait, dans un cinéma de Tarente, 500 militants dont les délégués du conseil d'usine et les cadres syndicaux. A peine les représentants syndicaux avaient-ils présenté leurs propositions qu'un grand nombre d'intervenants, dont toute une série de membres du PCI et de délégués du conseil d'usine non membres de notre comité, reprenaient certains des arguments et explications que nous avions avancés les semaines précédentes. Nous sommes alors montés à la tribune comme représentants du comité pour y déposer les 4 000 signatures collectées et demander de pouvoir expliquer nos propositions comme l'avaient fait les dirigeants syndicaux. La présidence nous a refusé une telle prise de parole à la tribune, malgré les protestations de la salle, et nous a renvoyés à la possibilité d'intervenir dans le débat depuis la salle.

Il est alors très clairement apparu, après nos interventions, et notamment après celles des camarades de la LCR, que si nous avions la possibilité de proposer un document alternatif aux propositions des directions syndicales, il aurait été adopté par la majorité de cette assemblée. Par crainte de cela, la présidence a alors annoncé qu'il n'y aurait pas de vote lors de cette assemblée, que les votes auraient lieu par atelier, qu'on devait voter en usine et pas ici. Cela a provoqué de sérieux remous et même un début de bagarre dans la salle. Une motion était alors proposée à la présidence pour qu'un vote ait lieu sur le principe de faire se prononcer l'assemblée sur les propositions syndicales. La présidence a refusé même de soumettre cette procédure au vote. Face à cette nouvelle manœuvre, environ la moitié des militants présents a quitté la salle. Cela révèle à la fois le profond rejet par les travailleurs des propositions syndicales concernant l'échelle mobile, mais aussi le manque d'une véritable tendance syndicale offrant une orientation alternative sur le plan syndical.

Après cette assemblée se sont tenues, début novembre, les assemblées d'atelier, qui devaient se prononcer sur la plate-forme syndicale. Les directions syndicales ont commencé les consultations par les

petites entreprises de sous-traitance de la région, craignant qu'un « non » massif de l'Italsider n'entraîne l'ensemble des travailleurs de la région à en faire autant. La direction du PCI a d'ailleurs habilement manœuvré en proposant une série d'amendements au texte des confédérations, amendements qui ont été interprétés par les travailleurs comme s'opposant à la ligne générale de la plate-forme. Mais ce vote pour les amendements sera néanmoins comptabilisé comme un vote en faveur de la plate-forme syndicale.

C'est le 8 novembre que les votes par atelier ont commencé à avoir lieu à l'Italsider, d'abord dans des départements où le comité avait la plus grande implantation. Sur les 8 premières assemblées de département, 6 ont rejeté le document des directions syndicales, parmi lesquelles 4 ont approuvé le document alternatif. Dans deux assemblées, une manœuvre des dirigeants a empêché que le document du comité soit soumis au vote. Là où le comité était présent, les résultats furent extraordinaires. Par exemple, dans un atelier, sur 170 votants, 158 se sont prononcés contre la proposition des directions syndicales et 12 en faveur. Dans le même département, 149 travailleurs se sont déclarés en faveur de notre plate-forme alternative et 17 contre. Sur 160 votants d'un autre département, 151 seront contre la plate-forme syndicale et 7 pour. Là encore, 154 travailleurs se prononcèrent en faveur de notre document et seulement 4 contre.

qui avait pour objectif d'empêcher les délégués du conseil d'usine membres du comité d'intervenir dans ces assemblées pour expliquer leur point de vue et soumettre leur contre-proposition. Il était aussi interdit de présenter un document alternatif. Toutefois, malgré cette interdiction bureaucratique, et cela indique le rapport des forces en présence, nous avons pu le faire dans de très nombreuses assemblées de département et le soumettre au vote.

Le déroulement des assemblées indique que l'affirmation des directions syndicales suivant laquelle elles auraient eu l'appui d'une majorité de travailleurs est strictement frauduleuse. Il ne fait absolument aucun doute que les travailleurs ont refusé ce document et la capitulation face aux attaques contre l'échelle mobile qu'il représente. Et cela soit par un vote en faveur des amendements qu'ils ont interprété comme un refus de cette plate-forme syndicale, soit par un vote « non », soit encore par le vote en faveur de la plate-forme alternative présentée par le comité de défense de l'échelle mobile.

— Quelles sont les perspectives de votre comité ?

— Dans la situation actuelle, nous pensons qu'il faut continuer à maintenir ce comité, car la question de l'échelle mobile demeure à l'ordre du jour. Il est strictement faux sur le plan juridique de dire que sa dénonciation de la part des patrons



Manifestation des métallurgistes à Venise. (DR)

On peut multiplier les exemples de ce genre. Il apparaît évident que là où le comité a eu la possibilité d'organiser les travailleurs, d'expliquer ses propositions et de regrouper des forces, non seulement l'orientation des directions syndicales a été rejetée, mais encore nos propositions alternatives ont été adoptées. La direction syndicale s'étant d'ailleurs rendue compte de ce danger avait fait adopter un règlement, et ce pour la première fois lors de telles assemblées, dont les dispositions précisait que « ne peuvent intervenir dans les assemblées de département que les travailleurs de ce département », ce

de la Confindustria liquide l'échelle mobile en tant que telle. Le problème reste à l'ordre du jour et va se combiner de plus en plus avec la bataille pour l'emploi. Nous pensons qu'il faut réunir sous cette forme les délégués du conseil d'usine prêts à engager une bataille contre les propositions des directions syndicales qui, fondamentalement, affaiblissent le syndicat et l'unité des travailleurs, et ne nous préparent pas à riposter aux prochaines offensives patronales. ■

Propos recueillis par André DURET
Tarente, 15 novembre 1982.

Un nouvelle étape dans la crise du nationalisme

La marche de la ZANU vers le parti unique et l'attitude du gouvernement de Mugabe envers les travailleurs

A PRES les accords néo-coloniaux adoptés lors de la conférence de Lancaster House, à Londres, à fin 1979-début 1980 (1), des élections auxquelles participaient les organisations nationalistes qui jusque-là menaient la lutte armée, la ZANU-PF de Robert Mugabe et la ZAPU de Joshua Nkomo (voir encadré), se sont déroulées au Zimbabwe en février 1980. Leurs résultats largement favorables à la ZANU-PF de Robert Mugabe ont permis à ce dernier de se hisser à la tête de l'Etat indépendant du Zimbabwe.

Mais menant une politique visant à se fondre dans le cadre de l'Etat colonial et à éviter toute mobilisation mettant en cause les intérêts impérialistes et ceux des colons blancs dans ce pays, le gouvernement de Robert Mugabe suscita la désillusion. La fusion, notamment des forces armées de guérilla et de l'armée coloniale rhodésienne, dans un même creuset, se heurta à de nombreux problèmes.

Tout cela attisa les divisions entre les deux principales formations nationalistes et leurs branches armées respectives, la ZIPRA et la ZANLA. Dès le début 1981, de sérieux affrontements, consécutifs à l'éviction de Joshua Nkomo de son poste

de ministre de l'Intérieur, faisaient des centaines de morts dans la région de Bulawayo. A cette époque, Joshua Nkomo intervint comme un élément modérateur pour rétablir le calme dans son fief du Matabeleland. Le gouvernement de Robert Mugabe n'hésita pas à envoyer contre les protestataires des régiments commandés par des Blancs. Après cet épisode sanglant, le gouvernement de Robert Mugabe créa, à la fin de l'année 1981, une force militaire essentiellement composée de ses partisans et entraînée par des Nord-Coréens, la « cinquième brigade ». Ainsi se profilaient les conditions d'une division encore plus grande entre les formations nationalistes. A l'époque, Nkomo affirmait, à propos de cette « cinquième brigade » : « C'est l'armée de la ZANU-PF. Elle servira à imposer, le cas échéant, le parti unique. (2) »

Derrière la division des formations nationalistes et leurs affrontements sanglants, derrière la rupture de l'alliance gouvernementale et la marche vers un système de parti unique, c'est tout le problème de l'attitude des directions nationalistes par rapport au mouvement de masse qui est posé.

L'article que nous publions ci-après tire un premier bilan dans ce domaine.

Perry FREEMAN

A la fin de l'année 1981, le Premier ministre et dirigeant de la ZANU-PF, Robert Mugabe, semblait avoir réussi à imposer une certaine stabilisation d'un pays pourtant déchiré par plusieurs années de guerre de libération nationale. Le parti de Mugabe, la ZANU-PF, proclamait certes à grands cris sa préférence pour l'instauration d'un système de parti unique, mais cet objectif était annoncé comme devant être atteint au travers de discussions avec l'autre principale formation nationaliste, la ZAPU de Joshua Nkomo. A cette époque, il n'était pas du tout question que ce système de parti unique soit imposé contre les vœux de la ZAPU, et Joshua Nkomo lui-même semblait répondre favorablement aux ouvertures de Robert Mugabe. Le problème fondamental auquel le gouvernement devait faire face dans le domaine de la sécurité, à savoir l'intégration au sein d'une seule et unique force armée de la ZANLA, de la ZIPRA et des ex-unités rhodésiennes blanches (voir encadré), semblait même être en voie de se résoudre sans encombre. On n'avait plus alors assisté à la répétition des combats entre les différentes fractions nationalistes qui avaient fait de nombreuses victimes en décembre 1980 et février 1981.

LA RUPTURE DE L'ALLIANCE GOUVERNEMENTALE

Mais soudain, au début de l'année 1982, le gouvernement annonçait la découverte de caches d'armes appartenant

à la ZAPU dans divers points du pays, et tout particulièrement autour de Bulawayo, au coeur du Matabeleland, région d'où Nkomo tire traditionnellement la majeure partie de son influence. Mugabe accusa alors Nkomo de comploter contre le gouvernement, affirmant même qu'il avait constitué ces caches « afin de déclencher une guerre pour renverser le gouvernement légitime composé en majorité de membres de la ZANU ». Nkomo, alors ministre sans portefeuille dans le gouvernement de Mugabe, ainsi que trois autres ministres de la ZAPU, étaient renvoyés du gouvernement de coalition, à la mi-février. Au mois de mars 1982, le général Lookout Mafela Masuku, commandant adjoint de l'actuelle armée du Zimbabwe, et le général en retraite Dumise Dabengwa, ancien chef des services de renseignement de la ZIPRA de Nkomo, tous deux membres influents de la ZAPU, étaient jetés en prison sans jugement, en compagnie d'autres membres de leur parti. Le gouvernement adopta alors une attitude franchement hostile à la ZAPU.

Pratiquement au même moment, la situation commença à se dégrader dans le Matabeleland. Une vague soudaine d'attaques contre des véhicules gouvernementaux, des magasins ou des autobus, a déferlé sur la région. Les désertions de l'armée se sont multipliées. Pour venir à bout de la situation, le gouvernement a lancé de vastes opérations de sécurité dans cette région. Celles-ci s'accompagnèrent de perquisitions maison par maison, de barrages de routes dans Bulawayo et de véritables

opérations anti-guérilla dans les zones rurales.

La rupture de l'alliance entre la ZANU-PF et la ZAPU doit être perçue comme un changement délibéré de politique de la part de Robert Mugabe, et non pas comme le simple résultat de la « découverte » accidentelle d'un complot. Il est hors de doute que toutes les fractions nationalistes impliquées dans la guerre du Zimbabwe ont caché des armes une fois le conflit terminé, en « prévision » de l'avenir. La ZAPU, en particulier, voulait pouvoir se défendre contre une dissolution prévisible imposée par une ZANU-PF supérieure en nombre. De plus, une bonne part de ces armes étaient destinées et avaient déjà été vendues à l'African National Congress (ANC, Congrès national africain) d'Afrique du Sud — avec lequel la ZAPU a des liens étroits — pour ses opérations de guérilla contre le régime raciste sud-africain.

1. La conférence de Lancaster House s'est ouverte le 10 septembre 1979 sous l'égide du ministre britannique des Affaires étrangères, Lord Carrington, et en présence des délégations nationalistes, des représentants du régime raciste rhodésien de Ian Smith (le Zimbabwe s'appelait Rhodésie avant l'indépendance), et des délégués des pays de la « ligne de front », le regroupement des pays africains les plus directement engagés dans ce conflit armé au coeur de l'Afrique australe. Les accords alors adoptés prévoyaient un processus électoral conduisant à une Assemblée nationale où seraient représentées la ZANU et la ZAPU, mais garantissant 20 % des sièges à la minorité blanche et le maintien des intérêts économiques des colons et de l'impérialisme.

2. *Le Monde* du 30 décembre 1981.

Donc, l'existence de caches d'armes constituées par la ZAPU n'indique pas nécessairement l'existence d'un complot contre le gouvernement. Il est vraisemblable que le gouvernement de Robert Mugabe connaissait d'ailleurs l'existence de ces caches d'armes depuis fort longtemps. Leur « découverte » reflète la décision de la ZANU-PF d'abandonner la stratégie d'unification avec la ZAPU par le moyen de la persuasion, au profit de la création d'un système de parti unique sur la base de l'écrasement de son rival. Cette approche présentait de grands avantages pour la ZANU-PF, dont celui de pouvoir, par exemple, écraser les éléments les plus radicaux de la ZAPU.

La perte du contrôle gouvernemental sur le Matabeleland n'est que partiellement lié à l'effondrement de la coalition entre les deux forces nationalistes. Aucune preuve n'existe d'un complot de la ZAPU visant à déstabiliser le gouvernement, et Nkomo lui-même a fréquemment dénoncé les « dissidents » (nom dont sont affublés les bandits du Matabeleland par le gouvernement). Mais il est clair également que nombre de ces « dissidents » sont d'anciens combattants de la ZIPRA qui ont le sentiment que le gouvernement n'a rien fait pour eux et qu'il ne les représente pas. Et beaucoup de paysans dans le Matabeleland sont prêts à leur donner refuge, parce qu'ils partagent l'hostilité des « dissidents » envers le gouvernement. Nombre de « dissidents » ont également des raisons matérielles d'être mécontents. Deux années après la fin de la guerre, beaucoup d'entre eux se trouvent sans

« travail » et certains n'ont pas reçu leur pension de démobilisation depuis dix ou onze mois. L'emploi par le gouvernement de méthodes punitives contre des communautés qui refusent de fournir des renseignements sur les « dissidents » ont aussi certainement eu pour effet d'accroître le mécontentement.

MUGABE FACE A L'HÉRITAGE COLONIAL

Comment donc le gouvernement de Mugabe en est-il arrivé à se trouver dans une telle situation ? Il faut, pour répondre à cette question, rechercher l'origine des problèmes actuels du Zimbabwe dans les circonstances de la venue au pouvoir de la ZANU-PF. Devant la pression combinée de l'impérialisme et des Etats africains de la « ligne de front » fatigués par la guerre — tout particulièrement la Zambie et le Mozambique —, les nationalistes du Zimbabwe ont dû accepter l'indépendance dans le cadre fixé par l'accord de Lancaster House. Descendant en droite ligne des propositions anglo-américaines antérieures, cet accord fut l'enfant chéri du ministre britannique des Affaires étrangères, Lord Carrington. Il garantissait l'accès au pouvoir de la majorité noire au prix d'un risque minime pour les intérêts impérialistes, et sans réelle transformation sociale du pays. Cet accord fournissait des garanties constitutionnelles au maintien de la propriété privée, alors que dans les rares cas où les nationalisations de propriétés terriennes par l'Etat étaient envisagées, l'indemnisation des propriétaires était rendue obligatoire. Etant donné que l'impérialisme utiliserait son poids économique dans le pays pour empêcher toute atteinte aux termes de l'accord dans ce domaine, cela constituait un puissant moyen de surveillance et de dissuasion contre toute tentative de nationalisation de l'industrie ou de l'agriculture. Les structures de l'Etat colonial bourgeois étaient maintenues, l'accord de Lancaster House précisant bien que les fonctionnaires de Ian Smith et de l'évêque Muzorewa (3) conserveraient leur emploi et leurs pensions, et qu'ils dépendraient directement d'une commission de fonctionnaires, afin de prévenir toute « ingérence » politique dans l'administration.

L'« indépendance » de la justice allait être maintenue puisque les juges à la solde de Smith restaient en place. Les combattants de la guérilla membres de la ZANLA et de la ZIPRA devaient être intégrés avec les ex-forces rhodésiennes dans une « armée nationale » apolitique.

Deux années plus tard, malgré un tel carcan, le gouvernement Mugabe a sans aucun doute pu mener à bien un nombre important de réformes sociales et économiques qui lui ont donné une large popularité. Un salaire minimum pour toutes les catégories de travailleurs a été imposé. La gratuité des soins a été accordée aux bas salaires, tandis qu'étaient améliorés les services sociaux dans les campagnes. L'éducation primaire est devenue gratuite et le nombre d'élèves du primaire et du secondaire s'est accru très sensiblement. Le

gouvernement a soutenu des campagnes contre le racisme dans les entreprises. On a considérablement accéléré la promotion des Noirs dans les ministères. Une aide matérielle a été apportée aux coopératives, bien qu'elles soient en petit nombre. Les terres en friche ou abandonnées des fermes appartenant aux Blancs ont été rachetées pour les paysans. Mais, à un niveau plus fondamental, les vœux de l'accord de Lancaster House ont été exaucés. La mainmise de l'impérialisme sur l'industrie et la banque demeure. Les immenses exploitations agricoles des Blancs restent

Premier anniversaire de l'indépendance du Zimbabwe. (DR)



intactes et leur existence n'est pas remise en question. Les structures de l'administration sont les mêmes qu'à l'époque de Ian Smith, malgré le changement de personnel (et, dans nombre de cas, le personnel n'a même pas changé). L'intégration des forces armées a progressé et la structure de l'ancienne armée rhodésienne a absorbé celle des armées de la guérilla.

LES LIMITES DU NATIONALISME PETIT-BOURGEOIS

Comment se fait-il que la ZANU-PF n'ait pas pu fournir de solution révolutionnaire à ces problèmes fondamentaux ? Il faut surtout chercher une réponse dans la nature même de la ZANU-PF. Malgré pas mal de verbiage socialiste, elle n'a jamais développé d'analyse permettant de résoudre la question de l'Etat colonial et du capital impérialiste. Ce manque d'analyse révolutionnaire est en gran-

3. Ian Smith, qui a procédé à la déclaration unilatérale d'indépendance contre la Grande-Bretagne, avait constitué, en 1978, un gouvernement comprenant des dirigeants noirs opposés à la guérilla. L'évêque Muzorewa avait accepté de participer à ce gouvernement, qui fut mis en place selon les termes d'un « Règlement interne » visant à exclure les nationalistes armés et à maintenir de fait le pouvoir de la minorité blanche.

QUELQUES SIGLES

ZANU-PF : Zimbabwe African National Union - Patriotic Front (Union nationale africaine du Zimbabwe - Front patriotique), née en 1963 d'une scission de la ZAPU. Robert Mugabe ne prendra le contrôle de cette organisation, à la tête d'une nouvelle équipe nationaliste, que vers l'année 1975, avec notamment l'appui du Front de libération du Mozambique (FRELIMO) au pouvoir à Maputo.

ZAPU : Zimbabwe African People's Union (Union africaine du peuple du Zimbabwe), de Joshua Nkomo. Cette organisation, créée en 1961, a toujours entretenu de très bonnes relations avec la bureaucratie soviétique.

ZANLA : Zimbabwe African National Liberation Army (Armée de libération nationale africaine du Zimbabwe), forces militaires de la ZANU-PF de Robert Mugabe.

ZIPRA : Zimbabwe Independent People's Revolutionary Army (Armée révolutionnaire du peuple du Zimbabwe indépendant), forces militaires de la ZAPU de Nkomo.

de partie dû à la pratique totalement anti-démocratique poursuivie par les directions nationalistes tout au long de la lutte de libération nationale. Celles-ci ont toujours placé le maintien de leur contrôle sur les masses au premier plan, et ont liquidé physiquement ou fait emprisonner nombre de militants de courants de gauche, dans la ZANU-PF comme dans la ZAPU. Une fois au pouvoir, la ZANU-PF s'est de plus en plus adaptée à la tâche de gestion de l'économie capitaliste. Dans un récent discours, Robert Mugabe a laissé entendre que bien que le Zimbabwe soit un pays socialiste, il ne serait pas néces-

contrôle réel de l'administration au niveau local, prenant totalement en charge les fonctions de l'administration raciste du régime. Ils ont mobilisé les travailleurs saisonniers pour qu'ils apportent leur soutien au mouvement nationaliste. Cette mobilisation qui, de par sa nature-même était liée à la lutte pour l'amélioration des conditions sociales des masses, de même qu'au renversement de l'ordre blanc, aurait pu constituer la base d'une mobilisation anti-impérialiste. Mais loin de s'engager sur un tel chemin, la direction nationaliste, obéissant à la logique des accords de Lancaster House, démobilisait le

organisateur du mouvement. En mars 1981, quand les chauffeurs d'autobus employés par une compagnie publique financée par d'importants capitaux britanniques se sont mis en grève, le gouvernement a fait arrêter un millier de travailleurs et a accordé son soutien à la mise-à-pied de 1 800 autres (4).

Un bureau national syndical a été ouvert, non pas à la suite de discussions démocratiques entre les travailleurs, mais à la suite d'une réunion de syndicalistes triés sur le volet, et sous la présidence du ministre du Travail. Le gouvernement a parrainé la mise sur pied de comités de travailleurs dans les usines et sur les lieux de travail, qui peuvent être un point important pour les organisations ouvrières, mais qui ont été averties de ne pas s'intéresser, de près ou de loin, à tout ce qui touche aux salaires. Qui plus est, ces comités n'ont aucun lien les uns avec les autres.

Sur la question de la terre, le gouvernement n'a apporté qu'un faible soutien aux nombreux paysans qui occupent les grands domaines agricoles des Blancs. Seule une terre qui est en friche ou qui a été abandonnée peut être reprise officiellement par les paysans, sans compter que ces derniers doivent racheter les terres ou verser une compensation au propriétaire qui est rarement exproprié. Le programme agraire, quoi qu'il en soit, se déroule très lentement, et le mode de réinstallation des paysans est celui de la petite exploitation individuelle.

Alors que la plupart des réformes dans les domaines de la santé et de l'éducation ont amené des améliorations plus que bienvenues dans la vie de la masse de la population, elles ont été administrées par le biais des structures administratives d'une façon qui a sapé l'initiative et l'auto-organisation locales. Le gouvernement essaie de mettre sur pied une sorte de système d'aide sociale de type social-démocrate qu'il n'a pas les moyens de maintenir, par manque de ressources économiques (5). Quoi qu'il en soit, une transformation en profondeur des conditions sociales nécessite une politisation et une activité des masses. Elle ne peut être conférée par en haut.

La défaite du régime Smith-Muzorewa a constitué une immense victoire historique pour le peuple du Zimbabwe. Mais elle n'a pas entraîné le renversement révolutionnaire de la domination impérialiste. Pour les masses du Zimbabwe, cela reste la tâche de l'avenir.

Perry FREEMAN
Londres, septembre 1982.



Mobilisation de soutien à la ZANU-PF de Robert Mugabe. (DR)

saire de nationaliser la moindre industrie et qu'il ne saurait y avoir de conflit avec les intérêts de la « communauté des affaires ».

En résumé, la direction de la ZANU-PF n'a jamais dépassé, en pratique, les limites du nationalisme petit-bourgeois. Alors qu'il était correct d'apporter un soutien inconditionnel à la ZANU-PF et à la ZAPU dans leur lutte contre le régime de Smith, nous ne devons plus avoir d'illusions quant à la nature non révolutionnaire de ces directions.

Mais les critiques de gauche du gouvernement ZANU-PF ont à répondre à une objection importante quant à l'appréciation qu'ils portent sur les actions du régime. On peut leur demander quelle alternative existait. N'ayant eu d'autre choix que d'accepter l'accord de Lancaster House, et étant donné que toute tentative de rompre cet accord aurait conduit à une confrontation de grande envergure avec l'impérialisme. Dans une situation aussi peu favorable, la ZANU-PF pouvait-elle agir différemment ? Une stratégie plus radicale pourrait-elle être adoptée ?

Nous répondrons par l'affirmative. Même dans le cadre de la situation qui a prévalu après la conférence de Lancaster House, il y avait moyen d'étendre la mobilisation révolutionnaire. Ce n'est pas cette voie que le gouvernement a suivie. Au cours de la lutte armée pour des élections libres et démocratiques pour la majorité noire, de puissantes organisations de base se sont développées dans le Zimbabwe rural. Dans la plupart des régions, des comités élus du parti ont assuré le

mouvement de masse et remettait bientôt en place l'administration héritée de l'ancien régime, et qui venait d'être chassée des zones rurales.

LE GOUVERNEMENT MUGABE FACE AUX TRAVAILLEURS

La nature du processus en cours au Zimbabwe peut être clairement perçue par la façon dont le gouvernement de Mugabe a réagi face à l'auto-organisation des masses.

Quand une vague de grèves contre les pratiques racistes des directions d'entreprises et contre les bas salaires a éclaté après l'indépendance, la direction de la ZANU-PF a immédiatement répondu en lançant des appels à la reprise du travail. Le ministre de la Sécurité sociale et du travail, Kumbirai Kangai, a fait le premier d'une série de discours en mettant l'accent sur le fait que « le pays » n'avait pas « les moyens » de s'offrir des grèves. En décembre 1981, le gouvernement a utilisé la police contre des enseignants et des infirmières en grève, et a fait licencier les

4. « Il ne peut y avoir aucune pitié pour eux », avait déclaré alors le ministre du Travail du Zimbabwe, cf. *Inprecor* numéro 122 du 5 avril 1982.

5. Dans une interview publiée en janvier 1981 à Paris par l'organe économique spécialisé le *Moniteur du commerce international*, le ministre de la Planification économique et du développement du Zimbabwe, Bernard Chidzero, définissait ainsi l'orientation économique de

son gouvernement : « Nous sommes décidés à établir ce que nous avons appelé une économie socialiste fondée sur une économie mixte... En même temps, le gouvernement pense qu'il doit y avoir un espace pour l'initiative individuelle, donc pour l'entreprise privée, qu'il s'agisse de l'activité manufacturière, minière ou agricole. Nous n'avons pas l'intention d'intervenir dans l'activité des mines... Je sais qu'il y a différentes formes de socialisme, et je ne sais pas à quelle forme nous aboutirons. »

"La solidarité peut et doit rendre impossible une intervention"

Entretien avec Marc Ingelbrecht
de retour des zones contrôlées par le FMLN

L'ORS de la récente offensive du FMLN (cf. *Inprecor* numéro 138 du 6 décembre 1982), l'organisation de la riposte des forces de la dictature a été la conséquence directe du voyage à San Salvador du sous-secrétaire d'Etat américain à la Défense, Fred Ikle, et du commandant des forces américaines basées à Panama (commandement Sud), le général Wallace Nutting, deux personnalités qui se sont également rendues au Honduras. Ce sont eux et leurs conseillers qui ont organisé la contre-offensive militaire gouvernementale à partir du 10 novembre, qui mobilisa entre 7 000 et 9 000 soldats dans la région de San Miguel et du Morazan, et 2 000 à 3 000 soldats dans le Chalatenango, pendant que les forces aériennes salvadoriennes bombardaient ces régions.

Deux faits nouveaux importants ont marqué cette contre-offensive : la mobilisation de troupes honduriennes près de la frontière avec le Salvador et l'utilisation de méthodes d'intoxication propres à la guerre psychologique.

D'après la revue *Inforpress Centroamericana* du 25 novembre 1982, éditée à Ciudad Guatemala, « entre 1 000 et 1 500 soldats honduriens, appuyés par l'artillerie lourde, ont été déplacés vers la région de Guarita (Lempira) et la zone frontalière avec le Morazan, prétendument pour "empêcher le passage d'étrangers sur le sol de la patrie". » Selon *Radio Venceremos*, des escarmouches se sont même produites entre les forces du FMLN et les soldats honduriens, faisant 20 victimes parmi ces derniers.

« LA GAUCHE » : — Comment as-tu pu participer à la lutte du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) du Salvador ?

Marc INGELBRECHT : — J'ai travaillé dans les services de santé des régions contrôlées par la résistance. Ces régions comptent environ 100 000 personnes que l'on pourrait en fait considérer comme des réfugiés qui seraient restés dans leur propre pays. Par la force des choses, on faisait aussi de la médecine militaire : soins aux blessés, opérations, ... Une part importante de mon activité était consacrée à l'éducation des gens. On y attache beaucoup d'importance : tous ceux qui ont certaines connaissances doivent les transmettre aux autres.

— Peux-tu brièvement raconter les événements survenus pendant ton séjour ?

— A mon arrivée en avril 1981, on était encore traumatisé par l'échec de l'offensive de janvier. Je suis arrivé dans une région qui n'était pas tellement bien structurée : l'armée du peuple était plutôt une milice, les militaires n'étaient pas encasernés, ils ne recevaient pas d'entraînement. Les gens ne se groupaient que pour résister lors d'attaques gouvernementales. Mais en mars 1982, il y a eu une offensive puissante de la résistance et

cela n'a été possible que grâce à une année d'entraînement politique et militaire. L'expérience avait montré qu'il fallait disposer d'une vraie armée du peuple et que la population tout entière devait participer. C'est aussi pendant cette période que s'est créée dans toutes les régions libérées une sorte d'organisation populaire tenant en main tout le pouvoir.

— Décris-nous l'organisation interne d'une de ces régions libérées.

— Un village a ses responsables pour la production, les soins de santé, l'éducation et la justice. Ils sont élus par un conseil du peuple auquel participe toute la population de plus de 15 ans. Et c'est aussi par ce « conseil » que sont prises toutes les décisions. Tout y est réglé : les campagnes de médecine préventive, l'éducation, la justice. Toutes les terres sont propriété de la communauté villageoise et sont cultivées en commun. Dans chaque village existe une milice du peuple responsable de la défense du village. Cette milice est en réalité tout à fait indépendante de la vraie armée du peuple qui, elle, possède une structure militaire.

— Le but est-il d'étendre systématiquement les régions libérées jusqu'à ce qu'elles couvrent le Salvador tout entier ?

Par ailleurs, on peut difficilement interpréter autrement que comme le résultat de l'aide américaine en matière de guerre psychologique l'apparition de *Radio Reorientacion*. A ce propos, *Inforpress Centroamericana* précise que « dans les dernières semaines, la "mystérieuse" radio s'est mise à transmettre sur une fréquence proche de celle de la radio rebelle *Venceremos*, en émettant des messages démobilisateurs tendant à miner le moral des insurgés. Après avoir essayé de semer la division dans les rangs rebelles en assurant qu'un groupe de guérilleros, membres du FMLN, s'opposait aux négociations proposées par le FDR-FMLN, l'émission invita les guérilleros à "déposer les armes parce que l'ennemi nous bat". Finalement, la semaine passée, la radio annonça que le commandant Marcial — Salvador Cayetano Carpio —, l'un des commandants guérilleros salvadoriens les plus prestigieux et charismatiques, était tombé au combat. *Radio Venceremos* a démenti la mort du dirigeant rebelle et mis en garde ses partisans contre les "émissions contre-révolutionnaires et provocatrices" qui font "partie des plans agressifs contre l'Amérique centrale". »

Sur l'organisation des forces du FMLN dans les « zones libérées » comme sur les risques de régionalisation du conflit, nos camarades de la Gauche, organe de la Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT), section belge de la IVe Internationale, ont interviewé Marc Ingelbrecht, un militant belge de retour d'un séjour d'un an et demi dans les régions contrôlées par les forces du FMLN. Nous reproduisons ci-dessous son témoignage.

— Il y a deux raisons qui justifient l'existence d'une région libérée. Premièrement, comme base pour la guérilla et, deuxièmement, comme base pour l'édification d'une société nouvelle. C'est dans ce sens qu'on peut dire qu'à longue échéance le Salvador deviendra un grand territoire libéré. La tactique du Front démocratique révolutionnaire (FDR)-FMLN se base maintenant aussi bien sur la conquête politique d'une région que sur sa conquête militaire.

Le fait est que beaucoup de gens trouvent leur motivation directe pour la lutte dans le fait qu'un membre de leur famille a été assassiné par l'armée. Le FDR-FMLN essaie d'expliquer qu'on ne se bat pas seulement contre cette armée parce qu'elle a tué une mère ou un frère, mais parce qu'elle défend un système de répression et d'exploitation. On explique aussi que ce ne sont pas les soldats de l'armée gouvernementale qui sont les ennemis, mais bien les grands propriétaires terriens et le gouvernement. Nous savons que dans l'armée gouvernementale il y a beaucoup de soldats qui aimeraient passer de notre côté si la possibilité se présentait. On explique donc comment donner cette chance à ces soldats. Une des meilleurs armes du FMLN est encore le mégaphone. Avec ces haut-parleurs, des résistants s'approchent des casernes et disent aux soldats comment faire pour passer de l'autre côté.

— Ça réussit ?

— Un quart de l'armée de la résistance est composée de transfuges et la moitié à peu près de son armement provient de l'armée gouvernementale, soit apporté par les soldats ex-gouvernementaux, soit récupéré comme butin. L'armée gouvernementale risque d'éclater d'un jour à l'autre. La répression qui y règne est trop forte. Les soldats qui passent chez nous racontent des histoires terribles : celui qui ne se plie pas complètement devant les chefs est un homme mort. Les permissions ne sont plus accordées aux soldats, car on sait qu'après ils ne reviennent pas ...

— Cela doit quand même avoir des conséquences pour les chances de survie de la Junte. Quelle est encore sa puissance, mis à part ses liens avec les Etats-Unis ?

— En théorie, ce n'est plus une Junte, mais (rire) un gouvernement élu démocratiquement. Immédiatement après les élections de mars 1982, le gouvernement se trouvait très renforcé parce qu'il avait formé une coalition étroite avec l'extrême droite afin de museler les démocrates-chrétiens. C'est alors qu'ils ont essayé de remporter à nouveau une victoire militaire. Ils ont même affirmé que la résistance n'était plus en état de repasser à l'offensive. Mais l'offensive du FMLN d'octobre 1982 a de nouveau bouleversé cet équilibre. L'armée gouvernementale a été tout simplement balayée, une série de positions ont été prises sans coup férir et l'armée n'a plus été en mesure de reconquérir les territoires perdus. On peut dire que dans le Nord et le Nord-Est, la campagne est aux mains des résistants et que l'armée gouvernementale s'est retirée dans les villes principales.

D'un point de vue purement salvadorien, la Junte — pardon, le gouvernement — ne s'en sort plus.

— Est-ce pour cela que le FDR-FMLN a fait récemment une offre de négociations ?

— Oui, exactement. Et au sein du gouvernement, on en discute très sérieusement. Il s'agit d'une discussion entre l'extrême droite et ceux qui sont un peu moins à droite. Le major Roberto d'Aubuisson, dirigeant du parti d'extrême-droite Alliance républicaine nationaliste (ARENA), et une partie du Parti de la conciliation nationale (PCN), d'extrême-droite aussi, disent : « *Nous ne voulons pas de négociations !* » Les chrétiens-démocrates, sous la direction de Napoleon Duarte, et l'autre fraction du PCN désirent au contraire des négociations. Ce débat se déroule maintenant au niveau parlementaire. Mais il y a presque équilibre, 29 contre, 29 pour et 2 parlementaires qui ne savent pas encore ce qu'ils veulent. Le dernier incident de parcours est que Roberto d'Aubuisson a voulu monter un coup d'Etat d'extrême-droite pour empêcher les négociations. Mais ce

coup d'Etat a été dénoncé en même temps par Napoleon Duarte et par Deane Hinton, l'ambassadeur des Etats-Unis à San Salvador. La position de Roberto d'Aubuisson est maintenant chancelante et on le met tout doucement de côté. Les Américains ont toujours souhaité cela. Tout le monde sait qu'il s'agit d'un assassin et d'un chef d'organisations para-militaires. La Central Intelligence Agency (CIA) a même essayé de le faire assassiner, tout juste avant les élections. Il n'était plus une personnalité « acceptable », même pour les Américains.

C'est dans ce contexte que le gouvernement n'a plus de poids. L'armée gouvernementale n'est plus en état d'endiguer la résistance : du point de vue politique, ce gouvernement n'a jamais tenu le pouvoir, et du point de vue économique, il dépend complètement des Etats-Unis. Le gouvernement, d'un point de vue purement national, est dans de très sales draps.

— Plus que jamais, les ficelles sont donc tirées par les USA ?

— Oui. En réalité, c'est l'ambassadeur américain, Deane Hinton, qui est le président du Salvador. Tout ce qui est dit sort de la bouche de Deane Hinton avant d'être sur les lèvres de tous les députés. Il est évident que les USA ont dû maintenant s'avouer que, militairement, les choses sont plutôt difficiles : ils ont le choix entre un deuxième Vietnam ou une nouvelle politique. C'est pour cela qu'ils discutent de nouveau de négociations avec la résistance, avec comme préalable que le FMLN dépose les armes et participe à des élections, ce qui est tout à fait inacceptable. Je crois qu'ils veulent à nouveau miser sur Napoleon Duarte, en tant qu'alternative politique acceptable pour extorquer un appui militaire au Sénat américain.

— Cela signifie-t-il que les USA veulent une offensive militaire essentiellement centro-américaine (donc l'armée gouvernementale salvadorienne et, éventuellement, celle du Honduras ou d'autres pays) pour retarder le plus longtemps possible l'intervention des troupes américaines elles-mêmes ? Ou bien misent-ils sur les deux tableaux, l'intervention des troupes des Etats-Unis ne dépendant plus que du choix du moment le plus favorable ?

— L'intervention, elle est déjà là. On livre des armes et des munitions à l'armée salvadorienne, la CIA a tout en mains et les décisions politiques sont prises à Washington. L'étape suivante sera une intervention indirecte par Honduras interposé. Donc, faire intervenir des troupes étrangères pour essayer de sauver le gouvernement du Salvador, mais aussi pour sauver la face et ne pas devoir intervenir avec les troupes US.

— D'après toi, la décision d'une intervention est donc déjà prise ?

— Oui, elle est déjà prise et ce n'est

pas là une opinion personnelle. A Cuba et au Nicaragua aussi, on dit que tout est prêt et mis sur papier. Il ne manque plus que la date et le cachet.

— Comment répond la résistance ?

— Aussi bien au Nicaragua qu'au Salvador, on dit : « *Ils veulent venir, laissez-les venir. Pour nous, il s'agit de gagner ou de mourir !* » Je pense que l'Amérique centrale est en état de pouvoir résister aux USA, mais cela implique aussi, et on y fait clairement allusion, que Cuba et le Nicaragua pourraient devenir les victimes d'une guerre nucléaire limitée. Les Américains savent que s'ils envahissent l'Amérique centrale, Cuba aidera immédiatement le Nicaragua.

— La stratégie de la résistance est-elle dirigée vers la préparation à une intervention inévitable ?

— Non. Pour le moment on navigue pour éviter une intervention. Quand on voit la patience du Nicaragua face à toutes les interventions de la contre-révolution et l'aide que Washington prodigue à celle-ci, on comprend que le Nicaragua essaie d'éviter l'intervention par des pourparlers, par des prises de position modérées, afin de ne pas provoquer les Etats-Unis. La grande patience qu'ils montrent vis-à-vis des Américains est vraiment admirable. Ils veulent certainement éviter une intervention, mais ils disent en même temps : « *S'ils viennent, laissez-les venir !* » Quand on se bat pour son peuple, il est normal qu'on essaie d'éviter une telle intervention, connaissant ses conséquences terribles.

— De quelle manière la situation internationale influence-t-elle la situation en Amérique centrale ?

— Je pense qu'après les élections du 28 mars, l'action internationale de solidarité a subi un coup très grave. Les Etats-Unis sont parvenus à faire accepter politiquement le projet des élections. La presse n'a laissé passer que les nouvelles favorables, ou pas de nouvelles du tout. Cela a permis aux Etats-Unis un tas de choses inqualifiables : des tueries en masse entre mars 1982 et aujourd'hui ont pu se faire sans provoquer d'importantes protestations.

L'offensive en cours actuellement, l'offre de paix du FDR-FMLN, n'ont eu que peu d'échos aux Pays-Bas, en France ou au Mexique, trois pays qui ont reconnu la représentativité du FDR. Il est donc très important de lancer une nouvelle offensive en faveur de la reconnaissance du FDR-FMLN, en faveur des négociations et contre l'intervention.

La solidarité peut et doit rendre impossible une intervention et donner ainsi aux Salvadoriens leur droit à l'autodétermination. ■

Propos recueillis par
Frans VAN VAERENBERGH
Bruxelles, le 13 novembre 1982.

EL SALVADOR

Rencontre de solidarité
mexico-américaine

Les 30 et 31 octobre derniers s'est déroulé à Tijuana au Mexique, sur la frontière avec les Etats-Unis, une rencontre de solidarité mexicano-américaine avec le peuple salvadorien. Cette conférence avait été convoquée par le Comité mexicain de solidarité avec le peuple salvadorien dans le but de renforcer les liens avec les forces qui, aux Etats-Unis, veulent mettre en place un vaste mouvement anti-interventionniste.

Parmi les représentants nord-américains, il y avait ceux du Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador (CISPES) et des délégués de groupes de base de Californie, de l'Arizona et du Colorado. La nouvelle organisation issue de ce congrès s'appellera Commission frontalière Mexique-Etats-Unis en solidarité avec le peuple salvadorien, et sera affiliée au Front mondial de solidarité avec le peuple salvadorien constitué en mars 1982 au Mexique (cf. *Inprecor* numéro 123, du 19 avril 1982).

La conférence frontalière a décidé l'organisation de manifestations contre l'intervention US en Amérique centrale à l'occasion du 22 janvier 1983. Des manifestations et convois automobiles partant de San Diego et El Paso rejoindront les villes frontalières de Tijuana et Ciudad Juarez, où auront lieu des meetings. Dans la semaine du 2 au 6 mars prochain, des initiatives appropriées pour récolter des fonds pour le FMLN-FDR seront organisées.

Une des plus importantes décisions de cette conférence aura été de lancer une campagne pour la lutte pour la défense des droits des réfugiés salvadoriens au Mexique et aux USA. Le Plan d'action pour les réfugiés qui a été adopté, explique que ces réfugiés qui veulent pénétrer aux USA font partie du nombre croissant de travailleurs sans papiers, qui sont exploités comme main-d'œuvre à bon marché par les patrons américains. Ces réfugiés sont ainsi à la merci des polices frontalières, de dénonciations au SIN (Service d'immigration et de naturalisation des Etats-Unis) et des « coyotes », ces contrebandiers qui les font traverser la frontière avec les Etats-Unis pour des sommes allant jusqu'à 500 dollars US. On sait qu'il y a un nombre croissant de réfugiés qui sont dépouillés ou même assassinés par ces individus.

Au Mexique, la campagne va se focaliser autour de la demande de transformation du « Centre de détention pour les illégaux », que le gouvernement mexicain est en train de construire à Mexicali, en un centre d'accueil pour tous ceux qui sont contraints de fuir l'Amérique centrale, et qui serait administré par la Commission de l'ONU pour les réfugiés. La deuxième réunion de la conférence frontalière mexicano-américaine de soutien au peuple salvadorien a été convoquée à Tijuana pour la fin mai 1982. ■

MADAGASCAR

Ratsiraka réélu
pour sept ans

En dissociant les élections présidentielles du 7 novembre dernier des consultations législatives et municipales reportées au mois de mars 1983, le président Didier Ratsiraka, au pouvoir depuis 1975, voulait profiter de sa réélection assurée pour prendre un peu de distance par rapport aux partis politiques du Front national de défense de la révolution (FNDR) — cadre obligatoire de toute activité politique —, à un moment où la « grande île » est en butte à une sérieuse crise économique.

A la situation générale d'un pays dominé, dont les exportations de café, de girofle et de chromite ne suffisent pas à compenser le déficit céréalière — 250 000 tonnes de riz seront importées en 1982 —, s'ajoute ici la corruption découlant de la gestion de l'appareil d'Etat par une bourgeoisie bureaucratique au verbiage nationaliste, qui s'est hissée au pouvoir dans la foulée du mouvement de masse qui a renversé, en 1972, le gouvernement pro-impérialiste de Philibert Tsiranana.

Face à cette situation, le gouvernement de Didier Ratsiraka a, au cours de la dernière période, multiplié les facilités accordées au capital impérialiste, notamment aux compagnies pétrolières américaines, et s'en est remis aux remèdes traditionnels préconisés par le Fonds monétaire international (FMI). Le programme de « réajustement économique et financier » pour 1982 prévoit ainsi, entre autres choses, la suppression des subventions étatiques aux produits de première nécessité, la limitation des hausses salariales à 4,5 % l'an, une dévaluation de 15 % de la monnaie, et la non-création des 6 000 emplois publics prévus pour l'année en cours. Ces dispositions se sont immédiatement traduites par une vague

de hausse des prix en mai 1982 : plus 87 % pour le riz, plus 100 % pour la farine, plus 78,6 % pour le pain ...

Ajoutées aux problèmes de ravitaillement et à l'agitation persistante dans le milieu scolaire, ces mesures impopulaires ont provoqué de véritables émeutes de la faim en mars 1982 à Antsiranana (anciennement Diego-Suarez) et sur l'île de Nossi-Bé, et en mai à Belamoty. Celles-ci, comme ce fut le cas à Nossi-Bé, ont donné lieu à la mise à sac de bâtiments publics et au pillage de magasins par la population locale, et souvent à une répression sanglante, effectuée par les forces gouvernementales, avec des morts et de nombreuses arrestations.

Ces explosions de colère restent néanmoins isolées et sans objectif politique bien défini. Les deux principaux partis qui ont capitalisé ces dernières années la radicalisation populaire, le Parti du pouvoir au prolétariat (MFM) et le Mouvement national pour l'indépendance de Madagascar (MONIMA) du vieux leader nationaliste Monja Jaona, sont en effet orientés par une politique de soutien au régime. Certes, le MONIMA a souvent adopté une attitude plus indépendante par rapport au pouvoir, mais cela est resté très occasionnel. De plus, le MONIMA dispose d'une implantation essentielle localisée dans le sud-est du pays.

C'est dans ce contexte que Monja Jaona s'est présenté aux élections présidentielles contre Didier Ratsiraka. Ce dernier a bénéficié du soutien de la majorité des partis du FNDR, c'est-à-dire de sa formation, l'Avant-garde de la révolution malgache (AREMA), du MFM, de l'UDECEMA (un groupuscule démocrate-chrétien), de l'AKFM (une formation bénéficiant de bons rapports avec la bureaucratie soviétique) et du VONJY (partisans de l'ancien président Philibert Tsiranana, rattachés au régime).

Parce qu'il s'opposait à Didier Ratsiraka en promettant démagogiquement « de faire cesser la corruption en 48 heures et de résoudre les problèmes de ravitaillement en moins de deux mois » grâce à « un changement global et radical », Monja Jaona a rencontré la sympathie de fractions populaires qui s'étaient opposées aux récentes mesures gouvernementales. Mais l'intégration dans son comité de campagne de plusieurs personnalités réactionnaires illustre parfaitement l'ambiguïté de la démarche du dirigeant du MONIMA. Ainsi, sur les 20 % de suffrages exprimés obtenus par Monja Jaona, contre 80 % pour Didier Ratsiraka, qui est ainsi réélu pour sept ans, il y a, à la fois, les votes populaires, ceux de militants et sympathisants du MFM ayant désobéi aux consignes de leur direction, et ceux d'une bourgeoisie « merina » des

hauts-plateaux — traditionnellement hostile aux gens de la côte — désireuse de donner un avertissement au pouvoir qu'elle avait soutenu lorsque Didier Ratsiraka était apparu en 1975 comme l'homme fort du moment pour museler le mouvement de masse.

Monja Jaona obtient ses meilleurs scores dans les villes : 49,23 % dans la capitale, Antananarivo, où l'AKFM, dont la base essentielle est la petite bourgeoisie urbaine, a vu fondre son électorat au profit du vieux leader ; 45,05 % à Antsirana, et jusqu'à 65,54 % à Nossi-Bé. Dans ce dernier cas, les résultats sont à mettre en rapport avec les émeutes populaires de mars 1982. Le gouvernement a d'ailleurs fait la même constatation puisque, le 10 novembre, plusieurs militants et responsables locaux du MFM emprisonnés à la suite des manifestations du printemps dernier étaient condamnés à des peines de 3 à 4 années de prison.

Comme les « émeutes de la faim » de Nossi-Bé et Antsirana, ces résultats électoraux montrent toutefois que l'image « démocratique et anti-impérialiste » du pouvoir malgache tend à être battue en brèche dans le pays, même si la bureaucratie soviétique et ses appendices continuent, au nom de ses prises de position diplomatiques, à glorifier le gouvernement du capitaine de frégate Didier Ratsiraka. ■

SENEGAL

La campagne électorale de l'OST

Les élections présidentielles et législatives du début de l'année prochaine constituent une pièce maîtresse du dispositif politique mis en place pour assurer la réussite définitive de la succession de Leopold Sedar Senghor à la tête de l'Etat néo-colonial sénégalais et, par là même, la pérennité des intérêts impérialistes, notamment français, dans ce pays.

Dès 1976, le président Senghor avait organisé la légalisation du Parti démocratique sénégalais (PDS) de l'avocat Abdoulaye Wade et, plus tard, celle du Parti africain de l'indépendance (PAI) de Majmout Diop, dans le cadre d'une ouverture limitée visant à donner la réplique au parti gouvernemental, le Parti socialiste sénégalais (PS, membre de l'Internationale socialiste), lors des législatives de 1978. Mais cette légalisation étriquée n'avait pas suffi à remplir son rôle de canalisation des mobilisations populaires. Et, en janvier 1981, le poète-président s'effaçait au profit d'Abdou Diouf, son Premier ministre depuis dix ans, sans avoir recours à une consultation électorale, grâce à l'article 35 de la Constitution institué à cet effet. (Cf. *Inprecor* numéro 100 du 27 avril 1981).

Sous la présidence d'Abdou Diouf, l'ouverture démocratique était étendue au bénéfice de tous les partis politiques qui

réclamaient leur légalisation. Ainsi, l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), qui se déclare dans son Manifeste « *solidaire du combat politique de la IVE Internationale* », fut légalisée au début 1982. (Cf. *Inprecor* numéro 120 du 8 mars 1982).

L'objectif d'Abdou Diouf consiste en fait à recomposer la direction bourgeoise de l'Etat néo-colonial en y intégrant les fractions aujourd'hui dans l'opposition. Tenter de formaliser cette démarche dans le cadre d'un gouvernement d'Union nationale, après avoir redonné à son régime une certaine légitimité lors des élections de 1983, voilà l'ambition d'Abdou Diouf et de ses tuteurs impérialistes. Cette opération politique leur est nécessaire pour la conduite, sans remous sociaux, d'une politique d'austérité définie par le pouvoir sur les « conseils » du FMI.

Pour garantir son succès lors des prochaines consultations électorales, le PS au pouvoir entend mettre toutes les chances de son côté. Son Assemblée nationale a ainsi voté un Code électoral particulièrement arbitraire, qui refuse, de fait, le droit de vote aux émigrés et aux militaires, ne rend pas obligatoire le passage dans l'isoloir, interdit les coalitions de partis autour de listes unitaires aux législatives, impose de fortes cautions aux candidats et exige des médias qu'ils partagent leur temps d'antenne en deux, l'une pour les listes du PS et l'autre pour l'opposition.

Les courants nationalistes bourgeois d'opposition sont divisés face à cette manœuvre. Les dirigeants du Rassemblement national démocratique (RND) de Cheikh Anta Diop hésitent à présenter un candidat contre Abdou Diouf, tant ils espèrent entrer au gouvernement avant même l'échéance électorale. Le PDS, bourgeois pro-impérialiste, présentera Abdoulaye Wade, mais se contentera de revendiquer le rôle d'opposition respectueuse qu'il joue déjà dans les institutions néo-coloniales, puisqu'il est la seule force d'opposition représentée à l'Assemblée nationale élue en 1978. Par arrivisme personnel, Mamadou Dia, ancien Président du conseil dans les années 1960 et grand rival de Léopold Senghor, veut présenter sa candidature, espérant entraîner quelques formations peu regardantes sur leur politique d'alliance, derrière son groupuscule bourgeois du Mouvement démocratique populaire (MDP).

La situation est tout aussi confuse dans les rangs des organisations se réclamant du mouvement ouvrier. Parmi les fractions stalinienne ou néo-stalinienne, le Parti de l'indépendance et du travail (PIT-Sénégal), le plus proche de Moscou, se propose d'œuvrer avec le PDS bourgeois à « *l'unité la plus large possible des forces de l'opposition démocratique* ». A l'issue de son récent congrès, son organe *Daan Doole*, d'août 1982, note que « *c'est dans cette perspective, du reste, que hier comme aujourd'hui, l'alliance avec le MDP, le PDS et le RND constitue l'axe principal de notre politique unitaire* ». Les formations bourgeoises étant désu-

nies, le PIT choisira donc probablement de soutenir Abdoulaye Wade aux présidentielles. La Ligue démocratique, scission de gauche du PAI dans les années 1970, déclare qu'elle est « *favorable à une alternative démocratique tournée vers le socialisme* », mais ne mène aucune bataille unitaire et s'empresse de préparer ses listes de candidats pour les législatives. Face à l'échéance présidentielle, le courant issu du maoïsme, regroupé aujourd'hui autour de l'importante organisation *And-Jef/MRDN* (Mouvement révolutionnaire pour la démocratie nouvelle) est embarrassé. Sous prétexte du caractère anti-démocratique du Code électoral, *And-Jef* refuse de participer aux présidentielles, se réservant la possibilité de présenter des candidats aux législatives. Il semble surtout que cette organisation veuille ainsi éviter de courir le risque d'un débat en son sein sur la politique d'alliances et le meilleur représentant « *bourgeois patriote* » avec lequel s'allier.

C'est dans ce cadre que l'OST développe ses propositions unitaires autour d'une campagne contre le Code électoral anti-démocratique et pour une candidature d'unité ouvrière aux élections. Dans les réunions unitaires de l'opposition, qui ont eu lieu ces dernières semaines, l'OST a défendu cette orientation de démarcation de classe, contre toutes les options de candidature « *de l'opposition patriotique* » ou autres, qui ouvrent la voie à la collaboration avec les formations bourgeoises et donc à la capitulation face à la manœuvre d'Union nationale préparée par le pouvoir.

Un premier pas vers l'objectif que s'est fixé l'OST a été atteint le 9 novembre sous la forme d'un appel commun de l'OST, de la Ligue communiste des travailleurs (LCT, section locale du CIRQI) et du PAI de Majmout Diop, « *pour une candidature unique et une liste unique nationale de l'ensemble des organisations de la classe ouvrière et du peuple travailleur pour les élections de février 1983* ».

Dans ce document, les formations signataires affirment que « *les organisations des masses travailleuses peuvent et doivent faire l'unité autour d'une plateforme commune qui corresponde aux préoccupations revendicatives actuelles des masses laborieuses* ». Dénonçant, par avance, tout « *gouvernement d'union nationale conçu par le pouvoir et ses satellites* », l'appel unitaire précise « *qu'il ne faut se faire aucune illusion sur la capacité du gouvernement néo-colonial ou d'un quelconque autre gouvernement bourgeois à mettre en œuvre un programme anticapitaliste et anti-impérialiste pour sortir le pays de la crise. La LCT, l'OST et le PAI disent que seul un gouvernement des organisations ouvrières, paysannes et populaires peut réaliser un tel programme et satisfaire les revendications des masses* ».

Les semaines à venir seront donc décisives pour impulser une dynamique pouvant entraîner d'autres organisations qui se revendiquent des travailleurs sur la voie de l'unité ouvrière, et maintenir celles qui s'y sont déjà engagées à l'abri de toute capitulation devant une candidature

bourgeoise au nom de l'unité de l'opposition démocratique, et de tout soutien au « candidat le mieux placé » contre Abdou Diouf.

SUEDE

Des militants du Parti communiste rejoignent les révolutionnaires

« Le fait que j'ai changé de parti n'implique pas que j'aie dévié de la ligne politique pour laquelle je me bats. Cela signifie que j'ai maintenant derrière moi un parti qui défend cette ligne. » C'est ainsi que Greger Sagerström, ancien membre du Vänsterpartiet Kommunisterna (VPK, Parti de gauche communiste) définit sa décision de quitter l'organisation communiste suédoise et de rejoindre le Socialistiska Partiet (SP, section suédoise de la IVE Internationale). Une nouvelle branche du SP à Skara, ville industrielle de taille moyenne du sud-est de la Suède, a ainsi été créée avec environ une douzaine d'anciens membres du VPK.

Greger Sagerström, ancien président de la section locale du VPK, est également l'un des deux communistes qui avaient été élus au conseil municipal en septembre dernier. Après une période de réflexion, il a décidé de conserver son siège municipal, aujourd'hui en tant que membre du SP.

« Pour moi, déclare-t-il dans une interview à l'hebdomadaire du SP, *Internationalen* (l'Internationale), il est normal de rester membre du conseil municipal de Skara. Notre section du VPK a gagné les élections avec les mêmes idées que nous continuons à défendre et qui a motivé notre changement d'organisation. Nous l'avons fait aussi sur les sujets où la direction du VPK défendait d'autres points de vue. Nous avons clairement fait connaître notre opinion par des tracts, par des lettres ouvertes à la presse locale et à travers notre propre journal. Ceux qui ont voté pour nous savaient très bien pourquoi ils votaient. De plus, nous sommes très connus ici et nous connaissons personnellement au moins la moitié de notre électorat. »

La nouvelle branche du SP a immédiatement commencé à expliquer et à faire connaître son adhésion au Parti socialiste, à la IVE Internationale, et à vendre *Internationalen*.

« Il est agréable de vendre un journal aux idées duquel on croit vraiment », ont expliqué les militants, en revenant de la première vente de leur nouveau journal. Un tract expliquant leur position a également été largement distribué pour préparer leur premier meeting public.

Les premiers germes de leur décision sont nés au moment de l'établissement de l'état de guerre en Pologne, le 13 décembre 1981, lorsque la majorité de la section locale du VPK s'est trouvée en désaccord avec la protestation très faible, de colora-

tion eurocommuniste, de leur parti contre l'établissement de la loi martiale. A cela s'est ajouté une critique de plus en plus vive de la ligne suiviste du VPK par rapport à la politique de collaboration de classe du Parti social-démocrate (SAP) au pouvoir et aux nouvelles mesures d'austérité drastiques du gouvernement social-démocrate.

Devenus oppositionnels, les anciens membres du VPK ont fait l'expérience de la place limitée accordée à la discussion politique au sein de leur organisation. Finalement, ils ont décidé de rompre tota-

lement avec le parti lorsqu'ils ont trouvé une autre organisation capable de répondre à leurs préoccupations politiques, cela grâce aux contacts qu'ils ont eus avec des dirigeants du SP et des cadres syndicaux marxistes révolutionnaires.

Ils ont la certitude que leur lutte politique contre la ligne du VPK et sa direction pourra stimuler — et sera suivie — d'autres initiatives allant dans le même sens dans les années à venir, au fur et à mesure que d'autres communistes auront des problèmes face à la ligne de leur organisation. ■

Dix numéros d'Inprecor sur la Pologne pour 45 FF

OFFRE SPECIALE



A la veille du 1er anniversaire du coup de force militaire des bureaucrates polonais contre les travailleurs de ce pays et leur syndicat Solidarité, *Inprecor* propose à ses lecteurs et lectrices une offre spéciale pour une collection de dix numéros consacrés à la Pologne, qui peut être un instrument intéressant de formation, d'information et de débat pour les militants et sympathisants de la IVE Internationale, comme pour tous ceux qui se sont mobilisés en soutien à la lutte des travailleurs polonais.

Nous proposons donc dix numéros d'*Inprecor* couvrant la période qui va du 21 décembre 1981 au 13 septembre 1982, soit au total 110 pages d'analyses, de prises de position des instances de la IVE Internationale et de documents du mouvement clandestin de Solidarité.

Signalons en particulier les numéros d'*Inprecor* contenant les premières réactions de solidarité après le coup de force des bureaucrates polonais; la résolution du Secrétariat unifié de la IVE Internationale du 8 janvier 1982; le numéro « Spécial Pologne » de 36 pages du 22 février 1982; celui du mois suivant, qui contient un article d'analyse sur les répercussions des événements polonais sur le mouvement ouvrier français; le numéro 125 du

3 mai 1982, qui présente une série de documents de bilan écrits par des militants de Solidarité; le dossier Pologne du numéro 128 du 4 juin 1982, qui analyse les débats stratégiques au sein de Solidarité et publie des contributions de Zbigniew Bujak, Wiktor Kulerski et Jacek Kuron; le numéro suivant, du 28 juin 1982, où nous avons publié la contribution de Zbigniew Kowalewski au débat dans Solidarité; la longue résolution du Comité exécutif international (CEI) de la IVE Internationale, publiée le 27 mai 1982 et, enfin, le numéro 132 du 13 septembre 1982, qui traite de l'évolution des débats dans Solidarité et présente la traduction d'un article d'analyse publié dans *Inprecor* polonais.

Pour vous procurer ce dossier sur Solidarité et la lutte des travailleurs polonais entre décembre 1981 et septembre 1982, vous devez adresser votre chèque bancaire ou postal (45 FF) libellé à l'ordre de PEC, à :

Inprecor, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France, en ajoutant la mention *Collection Pologne*.

Ces collections sont aussi disponibles à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis (métro Nation), 75011 Paris.

Les librairies où trouver INPRECOR

— PARIS —

- 1er arrondissement — FNAC-Forum, 1 à 7, rue Pierre-Lescot
- 5e arrondissement — Autrement dit , 73, boulevard Saint-Michel
— Tiers Mythes, 21, rue Cujas
- 10e arrondissement — Sélio, 87, rue du Faubourg Saint-Denis
- 11e arrondissement — Librairie La Brèche, 9, rue de Tunis
- 12e arrondissement — La Terrasse de Gutenberg, 76, avenue Ledru-Rollin
— « 1984 », 22, boulevard de Reuilly
- 14e arrondissement — Librairie de la Cité universitaire, 21, boulevard Jourdan

— PROVINCE —

- Aix-en-Provence — Les Vents du Sud, 7, rue du Maréchal-Foch
- Grenoble — Librairie de l'Arlequin, 94 Galerie de l'Arlequin, Ville Neuve
- Marseille — L'Odeur du temps, 6, rue Pastoret
- Nice — Le Papier mâché, 12, rue Benoît-Bunies
— Le Temps de vivre, 50, boulevard de la Madeleine
- Rouen — L'Armitière, 5, rue des Basnage
- Vienne — Lucioles, 31, rue des Clercs

— ÉTRANGER —

- BELGIQUE — Boekhandel 1. Mei, Tiensestraat 270, 3000 Louvain
— Kritak, Vesaliusstraat 1, 3000 Louvain
— Librairie de la Commune, rue des Grands-Carmes 9, 1000 Bruxelles
- QUEBEC — Nouvelles Publications Internationales,
3575 boulevard Saint-Laurent, Suite 308, Montréal
- SUISSE — Cédips, 8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne
— Librairie La Taupe, 22, rue Saint-Léger, 1204 Genève

